

RAPPORT ANNUEL 2012



FIERACAPITAL





# Le pouvoir de penser

Corporation Fiera Capital est une société avant-gardiste axée sur l'offre de solutions de placement polyvalentes, personnalisées et concurrentielles à une clientèle diversifiée d'investisseurs.

Notre réputation repose sur une gestion de portefeuilles de qualité supérieure, des stratégies de placement novatrices et une capacité à constamment surpasser les attentes de nos clients.

**Rendement optimal. Innovation intelligente.**



# Table des matières

3	FAITS SAILLANTS
5	UN MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL
8	FIERA CAPITAL EN BREF
11	RAPPORT DE GESTION
41	RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
42	RAPPORT DES DIRIGEANTS AUX ACTIONNAIRES
43	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
49	NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
86	CONSEIL D'ADMINISTRATION
88	RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ
89	NOUS JOINDRE





## FAITS SAILLANTS D'EXPLOITATION

- Conformément à notre objectif de devenir un chef de file nord-américain en gestion de placements, Fiera Capital a fait l'acquisition de Gestion de portefeuille Natcan, de Canadian Wealth Management et de certains actifs de UBS Gestion globale d'actifs (Canada). Ces transactions confirment le rôle de leader de Fiera Capital dans son industrie, occupant maintenant le 3<sup>e</sup> rang des plus importants gestionnaires de placements indépendants au Canada.
- Fiera Immobilier Limitée et Roycom ont fusionné pour créer une nouvelle firme d'investissement en placements immobiliers de dimension nationale.
- À la suite de la clôture de l'exercice financier, Fiera a annoncé une entente avec GMP Capital portant sur l'acquisition d'actifs en gestion alternative.

## FAITS SAILLANTS DES PORTEFEUILLES AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Forte surperformance des stratégies de revenu fixe par rapport à leur indice de référence en 2012

- Surpassant son indice de 118 points de base en 2012, la stratégie Revenu fixe – Gestion active a procuré un rendement supérieur à son indice de référence sur neuf des dix dernières années, et présente un rendement annualisé sur dix ans de premier décile.
- À la suite d'une autre année de surperformance, la stratégie Revenu fixe – Gestion tactique demeure dans le premier percentile de la période annualisée de dix ans.
- L'acquisition de Natcan nous a permis d'élargir notre offre de services avec l'ajout de stratégies novatrices tels la gestion de devises et l'investissement guidé par le passif (IGP). Cette dernière stratégie propose en effet des solutions sur mesure d'appariement du passif et de génération de rendement à long terme. De plus, Fiera Capital produit, en collaboration avec l'Institut canadien des actuaires (ICA), la Courbe de taux d'actualisation comptable ICA qui peut être utilisée par les promoteurs de régimes afin de sélectionner un taux d'actualisation comptable approprié.

### Actions étrangères : Résultats hors pair de l'équipe

- Les stratégies d'actions mondiales, d'actions internationales et d'actions américaines ont connu une autre année de surperformance et leur rendement annualisé demeure dans le premier décile depuis leur création.

### Actions canadiennes : Rendements à long terme constants

- La stratégie Actions canadiennes Valeur a surclassé son indice de plus de 250 points de base et continue de surpasser son indice depuis son lancement.
- La stratégie Actions canadiennes « Core » a surpassé l'indice de référence au cours de huit des dix dernières années.
- La stratégie Actions canadiennes Croissance a livré une solide surperformance contre son indice de référence au cours de quatre des six années depuis son lancement.
- La stratégie Actions canadiennes Selexia a surpassé l'indice S&P/TSX de plus de 600 points de base en 2012.
- La stratégie Actions canadiennes à petite capitalisation « Core » a généré un rendement annualisé supérieur de près de 10 % à son indice sur dix ans.
- La stratégie Actions canadiennes à petite capitalisation a surpassé son indice de référence de plus de 10 % en 2012.

# Faits saillants

## Stratégies non traditionnelles : Innovation et leadership continus

- Lancement du Fonds Fiera de contrats à terme diversifiés permettant de prendre des positions acheteuses et vendeuses sur plus de 20 marchés différents (obligations, indices boursiers, commodités et devises) à l'aide des contrats à terme (futures) très liquides dans le but de générer de la valeur pour les investisseurs. Ce fonds s'ajoute à nos stratégies alternatives existantes, notamment celles du Fonds Marché neutre nord-américain, du Fonds Long/Short Equity, du Fonds Global Macro et du Fonds Rendement obligataire tactique.
- Lancement du fonds Fiera Axiom à capital ouvert dont la première fermeture a eu lieu à la fin 2012. En plus d'offrir une diversification par type de projets, ce nouveau fonds est géographiquement diversifié en offrant de nouvelles occasions d'investissement tant au Canada qu'aux États-Unis.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE <b>2012</b>	EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE <b>2011</b>	CROISSANCE
	MILLIONS \$	MILLIONS \$	
Actif sous gestion	57 043	29 020	96,6 %
Revenus	115,3	70,1	64,4 %
BAlIA	39,1	20,3	92,9 %
Bénéfice net	3,0	8,8	-65,5 %
Bénéfice par action	0,06	0,24	-75,0 %



# Un message du président du conseil, chef de la direction et chef des placements



*Forte des acquisitions au sein de quatre provinces canadiennes, Fiera Capital devient un des principaux gestionnaires d'actifs indépendants au Canada.*

L'année 2012 restera indéniablement gravée dans la jeune histoire de Fiera. En doublant presque sa taille au cours de la dernière année, Fiera a consolidé son avance au rang du troisième plus important gestionnaire de portefeuille coté en Bourse au Canada, avec un actif sous gestion de plus de 57 milliards de dollars.

Il va donc sans dire que l'exercice terminé a été des plus valorisants, ponctué de nombreuses acquisitions et maintes initiatives, dont le retour à notre dénomination originelle, Fiera Capital.

L'acquisition des activités de NATCAN, la division de gestion de placements de la Banque Nationale, a été sans contredit l'évènement marquant pour notre organisation au cours de l'exercice 2012. Il s'agit en effet d'un tremplin extraordinaire nous donnant accès à un réseau de distribution exceptionnel, tout en créant une structure de propriété unique du fait de notre affiliation stratégique à deux institutions financières canadiennes d'envergure, et ce, tout en préservant le contrôle par la direction de Fiera.

Évaluant au sein d'un marché canadien de plus de 2 200 milliards de dollars, nous continuons d'entrevoir une croissance potentielle considérable des activités canadiennes de gestion d'actifs. Même constat pour le marché américain, qui offre des occasions uniques en matière d'expansion stratégique. C'est pourquoi nous ne nous sommes pas arrêtés là, car notre stratégie de croissance vise autant le développement d'un point de vue géographique que la diversification des catégories d'actif.

C'est ainsi que nous avons procédé à la fusion de notre filiale Fiera Immobilier avec Roycom, une firme de gestion de placements immobiliers d'envergure nationale située à Halifax, dans les provinces maritimes. Nous avons aussi accéléré notre développement en gestion privée grâce à l'acquisition, plus tard dans l'année, de Canadian Wealth Management (CWM), une filiale de la Société Générale située dans l'Ouest canadien.

La fin de notre exercice financier a aussi coïncidé avec l'annonce de l'achat de certaines activités de UBS Gestion globale d'actifs (Canada), ce qui représente environ 8 milliards en actif sous gestion.

## **UN MODÈLE D'AFFAIRES ENTREPRENEURIAL**

Les valeurs entrepreneuriales constituent l'essence même du succès de Fiera, et celles-ci sont plus que jamais au cœur de notre modèle d'affaires. Nous sommes ainsi en mesure d'attirer et de retenir les meilleurs gestionnaires de portefeuilles, un facteur clé de succès dans notre industrie. Notre plateforme à la fine pointe de la technologie constitue aussi un atout majeur pour faire face à la concurrence, et même la surpasser.

Notre croissance s'appuie donc, entre autres, sur l'acquisition de talent, sur l'amélioration toujours plus poussée de notre réseau de distribution, et sur l'innovation pour le développement de produits et de solutions de placement hors pair. À ce titre, une composante essentielle de notre stratégie d'affaires mise sur le développement du marché des placements alternatifs.

À la suite de la clôture de l'exercice financier 2012, Fiera a d'ailleurs annoncé une entente avec GMP Capital, portant sur l'acquisition d'actifs en gestion alternative d'environ 570 millions de dollars, un secteur qui a bénéficié d'une grande effervescence au cours des dernières années au sein du marché nord-américain, et qui continuera de croître à l'avenir.

# Un message du président du conseil, chef de la direction et chef des placements

## RÉSULTATS FINANCIERS ET D'EXPLOITATION DE 2012

Nos résultats pour l'exercice financier 2012 sont porteurs de croissance pour nos actionnaires, conformément à nos stratégies d'affaires. Nous sommes fiers des efforts déployés à cette fin au cours de l'année, et de notre capacité éprouvée à intégrer différentes acquisitions. Nous possédons assurément la masse critique nécessaire à la création de valeur pour nos actionnaires.

Compte tenu du changement de date de clôture de notre exercice financier en 2012, soit au 31 décembre comparativement au 30 septembre lors des années précédentes, les résultats de l'exercice financier 2012 comportent donc un trimestre additionnel, ce qui équivaut à une période de 15 mois en 2012.

Ainsi, les revenus comptabilisés de l'exercice financier 2012 ont été de 115,3 millions de dollars, soit une hausse de 64,4 % par rapport à l'exercice financier 2011. Cette augmentation significative découle principalement d'une hausse des honoraires de gestion attribuable à l'accroissement des actifs sous gestion reliés aux acquisitions de Natcan et de CWM, ainsi que de l'ajout de nouveaux mandats résultant des efforts de vente et de marketing, le tout jumelé à l'appréciation de la valeur de marché et à l'ajout du trimestre additionnel. Parallèlement, le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA) a aussi progressé de 92,9 % à 39,1 millions de dollars, reflétant la réalisation des synergies escomptées. Le bénéfice net s'est établi à 3,0 millions de dollars, en baisse de 5,8 millions de dollars comparativement à celui atteint au 30 septembre 2011, une diminution attribuable en grande partie à des charges non récurrentes reliées aux diverses acquisitions.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, l'actif total sous gestion a été de 57,0 milliards de dollars, en hausse de 28,0 milliards de dollars comparativement au 30 septembre 2011, principalement en raison des acquisitions de Natcan et de CWM, combinées à l'appréciation des valeurs du marché et l'ajout de nouveaux mandats.

## DES RENDEMENTS SOLIDES POUR NOS CLIENTS

Nos portefeuilles ont affiché une fois de plus d'excellents rendements au cours de l'année. De façon concrète, 92 % de nos fonds communs ont surpassé leur indice respectif en 2012. Nos stratégies à revenu fixe continuent de se classer parmi les meilleures au Canada avec des résultats exceptionnels qui figurent dans le premier décile. Les actions étrangères ont également connu une autre année de surperformance, demeurant dans le premier décile. En ce qui a trait aux stratégies d'actions canadiennes, la vaste majorité a surperformé par rapport à l'univers de comparaison.

L'innovation étant à la base de nos stratégies de placement, nous avons aussi lancé, au cours de l'année, deux nouveaux fonds en stratégies non traditionnelles. De plus, l'acquisition de Natcan nous a permis de bonifier notre offre de services avec l'ajout de stratégies novatrices telles que la gestion de devises et l'investissement guidé par le passif.

En somme, surpasser les attentes de nos clients en leur offrant des rendements exceptionnels combinés à un service à la clientèle hors pair demeure notre raison d'être. C'est pourquoi nous continuons d'investir sur le plan des ressources technologiques et humaines afin d'être constamment en mesure d'offrir des services de la plus haute qualité. À cette fin, nos acquisitions récentes nous ont non seulement procuré de nouveaux actifs, mais ont permis d'ajouter de nouvelles personnes talentueuses à nos équipes, améliorant ainsi notre aptitude à offrir des solutions de recherche et des produits novateurs, et d'accroître notre gestion de portefeuille et nos capacités de service à la clientèle. De plus, grâce à nos ressources et à notre technologie à la fine pointe de notre industrie, nous sommes en mesure d'offrir des services de très haute qualité à notre clientèle, d'accroître nos capacités de recherche et d'assurer une conformité efficace. L'ensemble de ces atouts signifie que nous sommes mieux positionnés que jamais pour répondre aux objectifs de placement de nos clients.



## PERSPECTIVES

Fiers de ces résultats, nous sommes résolument tournés vers l'avenir, prêts à devenir rapidement cet acteur de premier plan que nous sommes en train de bâtir au sein du peloton de tête des gestionnaires d'actifs nord-américains. À partir de ces solides fondations et de notre modèle d'affaires de grande capacité, nous allons poursuivre notre progression en misant sur une croissance organique alimentée par l'attraction des meilleurs talents de l'industrie, ainsi que sur le développement et l'offre de nouveaux produits hautement performants pour nos clients. Du côté des acquisitions, nous allons continuer à rechercher des occasions d'acquisitions stratégiques, particulièrement aux États-Unis. Nous sommes de plus en plus reconnus comme un consolidateur dans l'industrie de la gestion d'actifs et notre pipeline de transactions évolue et croît continuellement.

En 2013, tout est en place pour que nous soyons pleinement en mesure d'atteindre des résultats à la hauteur de nos ambitions.

## REMERCIEMENTS

Une année aussi exceptionnelle est le résultat d'un travail d'équipe. Je termine donc en remerciant tous nos clients et nos actionnaires pour la confiance témoignée tout au long de l'année, et je tiens à leur assurer que nous continuerons d'œuvrer en leur apportant la valeur à laquelle ils aspirent.

Au nom de l'équipe de direction, je tiens aussi à remercier tous les employés de notre société pour leur dévouement sans bornes et leur adhésion aux stratégies d'affaires de Fiera. Je suis fier d'être associé à des gens de leur calibre. De plus, il y a lieu de souligner l'ouverture et l'enthousiasme dont ont fait preuve les nouveaux employés qui se sont joints à notre équipe au cours de l'année.

Enfin, les succès de 2012 n'auraient pas vu le jour sans l'appui des membres du conseil d'administration. Leur contribution a été des plus appréciées dans le cadre de la mise en œuvre et de la réalisation de nos stratégies.

L'exercice 2013 étant déjà bien amorcé, nous sommes activement au travail et remplis de confiance face aux nouveaux défis qui nous attendent.

Bien sincèrement,

**Jean-Guy Desjardins**

Président du conseil, chef de la direction et chef des placements

# Fiera Capital en bref

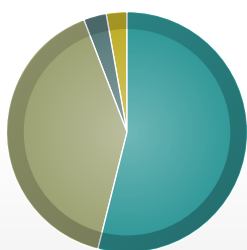
*Avec un actif sous gestion de plus de 57 milliards de dollars, Fiera Capital est un chef de file réputé du secteur de la gestion des placements au Canada.*

Reconnue pour sa gestion de portefeuilles exceptionnelle et pour ses solutions novatrices en matière de placements aux clientèles institutionnelles, aux particuliers et en gestion privée de fortunes, Fiera Capital offre un monde d'expertise dans les domaines des actions canadiennes et étrangères, des titres à revenu fixe, de la répartition d'actifs et des solutions de placement non traditionnelles au moyen d'une variété de stratégies et de services.

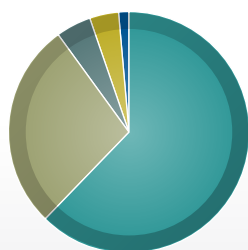
L'innovation intelligente est ce qui nous caractérise et nous distingue de nos pairs. Nous innovons pour mieux gérer le risque. Nos rendements supérieurs reposent, pour l'essentiel, sur nos solutions de placement intégrées, diversifiées par catégorie d'actifs, et notre solide gestion du risque.

Nous croyons qu'un rendement supérieur et constant ne peut être atteint que grâce à une gestion soignée et rigoureuse du risque. À cette fin, nous réalisons des recherches de pointe indépendantes et recourons à des stratégies de placement largement diversifiées. Notre capacité à innover se traduit par la mise au point de nouveaux produits qui nous permettent de mieux gérer les risques actuels et futurs que comportent les portefeuilles de nos clients.

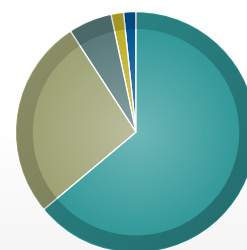
## RÉPARTITION DES ACTIFS PAR CLIENTÈLE, CATÉGORIE D'ACTIFS ET RÉGION AU 31 DÉCEMBRE 2012



Clientèles		
Marchés institutionnels	30,8 G\$	54 %
Partenariats stratégiques de placement	22,9 G\$	40 %
Gestion privée	1,8 G\$	3 %
Solutions aux investisseurs	1,5 G\$	3 %
<b>Total</b>	<b>57,0 G\$</b>	<b>100 %</b>



Catégories d'actifs		
Revenu fixe	36,3 G\$	64 %
Actions	16,1 G\$	28 %
Stratégies non traditionnelles	1,6 G\$	3 %
Répartition d'actif	2,3 G\$	4 %
Autres	0,7 G\$	1 %
<b>Total</b>	<b>57,0 G\$</b>	<b>100 %</b>



Régions		
Québec	36,5 G\$	64 %
Ontario	15,4 G\$	27 %
Ouest	3,3 G\$	6 %
Provinces maritimes	1,0 G\$	2 %
Autres	0,8 G\$	1 %
<b>Total</b>	<b>57,0 G\$</b>	<b>100 %</b>

## LE POUVOIR DE PENSER

*Fiera Capital est une société de placement axée sur la recherche. Nous croyons que les rendements de placement de nos clients sont le résultat du savoir que nous acquérons grâce à notre recherche de pointe indépendante. Chez Fiera Capital, le savoir est capital. Il se pose en prérequis à la gestion efficace du risque.*

La recherche est la pierre angulaire de notre stratégie de placement et sert de fondement à tous nos processus de gestion. Les rendements de placement supérieurs aux moyennes du marché sont alimentés par le savoir qui n'est pas déjà reflété dans le prix de l'actif. C'est pourquoi nous croyons que la recherche indépendante crée un savoir non escompté qui sert de moteur aux rendements excédentaires que nos clients recherchent.

Comme les risques inconnus sont impossibles à gérer, le savoir est indispensable à la gestion du risque. Tout comme la recherche, la gestion du risque fait partie intégrante de la culture de placement chez Fiera Capital. Notre approche vise à équilibrer les analyses quantitative et qualitative de gestion du risque et à en appliquer continuellement les résultats aux portefeuilles de nos clients. À cette fin, nous avons recours à une variété de stratégies de placement non traditionnelles qui diversifient les sources de rendement de placements et minimisent la corrélation aux fluctuations du marché.



## UNE PRÉSENCE EN CROISSANCE

Chez Fiera Capital, notre but consiste à devenir un chef de file parmi les gestionnaires de placements nord-américains en accroissant notre présence au Canada et aux États-Unis. La Société a des bureaux à Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver, Halifax et New York, emploie plus de 255 personnes et tire profit de l'expertise et de l'expérience diversifiée de plus de 100 professionnels du placement qui se consacrent à servir notre clientèle hautement diversifiée composée de caisses de retraite, de fondations, d'organisations caritatives et religieuses, de particuliers fortunés, d'institutions financières, de fonds communs de placement et de plateformes d'actifs gérés.

### *Nos clients, au cœur de notre attention*

L'équipe des **MARCHÉS INSTITUTIONNELS FIERA CAPITAL** se voue à offrir les plus hauts standards de service à la clientèle et de satisfaction. Nous offrons une gamme complète de stratégies de placement traditionnelles et non traditionnelles par l'entremise de mandats spécialisés et équilibrés. La clientèle diversifiée de l'équipe des Marchés institutionnels Fiera Capital se compose principalement de caisses de retraite, de fonds de dotation, de fondations, d'organismes caritatifs et religieux, de grandes municipalités et de fonds universitaires.

La philosophie à laquelle adhère toute l'équipe des Marchés institutionnels Fiera Capital repose sur une approche personnalisée, des solutions de placement novatrices ainsi que sur les plus hautes normes possibles de professionnalisme et d'intégrité.

L'équipe des **SOLUTIONS AUX INVESTISSEURS FIERA CAPITAL** fait appel au « pouvoir de penser » pour offrir à la fois des fonds alternatifs et traditionnels aux investisseurs particuliers.

Nos fonds alternatifs sont conçus de façon à générer des rendements qui ne dépendent pas des marchés. Centrés sur l'offre constante de rendements peu volatils et peu corrélés aux marchés, ces fonds peuvent améliorer les rendements et réduire le risque des portefeuilles.

Nos fonds communs de placement sont centrés sur les principales catégories d'actifs requises pour agencer un portefeuille bien équilibré. Quelques-uns de ces fonds sont offerts aux investisseurs canadiens depuis 1985.

Ces fonds sont principalement vendus à des courtiers-participants de chaque province et par les fonds Fiera Sceptre inc. dans certaines provinces.

**GESTION PRIVÉE FIERA CAPITAL** est une division conseil en placement indépendante offrant des solutions de placement sur mesure aux investisseurs fortunés. Nous recourons à un processus consultatif afin de déterminer la tolérance au risque des clients et leurs besoins en placement.

Une fois ces besoins déterminés, nous créons un portefeuille personnalisé qui peut comprendre des actions, des obligations et un vaste assortiment de stratégies non traditionnelles sur le plan du revenu comme sur celui de la croissance. Nous visons ainsi à optimiser le rapport risque-rendement de l'ensemble du portefeuille, selon les besoins précis du client.

Tous les portefeuilles sont gérés sur un mode discrétionnaire et, pour des raisons d'aisance et de sécurité, les comptes sont sous garde d'institutions financières reconnues se spécialisant dans la garde de valeurs. Pratiquement tous les aspects du processus de placement sont gérés pour nos clients, y compris l'établissement du compte, la répartition d'actifs, la négociation des valeurs individuelles ou des fonds gérés en commun ainsi que la surveillance continue du compte.

# Fiera Capital en bref

**PARTENARIATS STRATÉGIQUES DE PLACEMENT FIERA CAPITAL** offre des solutions complètes de gestion de portefeuille aux particuliers. En plus de travailler de pair avec un réseau de distribution desservant deux millions de clients, l'équipe s'occupe de communiquer l'information sur les données du portefeuille, partage ses connaissances et offre un guichet unique pour accéder à notre équipe de gestion de portefeuilles, un rare privilège en milieu financier.

Nos stratégies répondent à de vastes besoins de divers ordres, aussi bien pour les produits alternatifs que traditionnels. De fait, les mandats portent sur diverses stratégies en matière d'actions canadiennes, d'actions étrangères, de titres à revenu fixe et de répartition d'actifs ainsi que de placements non traditionnels.

Au sein de l'équipe de Partenariats stratégiques de placement, notre philosophie met l'accent sur des services rigoureux alliés à un sens aigu de l'innovation.

## NOS PARTENAIRES

**FIERA AXIUM INFRASTRUCTURE** est une société de gestion de portefeuille indépendante qui se consacre à la génération de rendements de placement attrayants et à long terme au moyen d'investissements dans des actifs essentiels d'infrastructure. La Société réunit les compétences d'un groupe de professionnels à la feuille de route étoffée en gestion et développement de projets d'infrastructure à celles de Fiera Capital, un chef de file parmi les gestionnaires de fonds indépendants au Canada.

Fiera Axiom Infrastructure cherche à constituer un portefeuille diversifié d'actifs de haute qualité qui procure des flux de trésorerie prévisibles et stables dans les sous-secteurs des infrastructures d'énergie, de transport et sociales. La Société gère aussi Fiera Axiom Infrastructure Canada, s.e.c., un véhicule de placement en infrastructure centré sur le Canada.

**FIERA IMMOBILIER** est une société canadienne de placement immobilier qui offre des occasions de placement direct en immobilier à sa clientèle d'investisseurs institutionnels, de fondations et de fonds de dotation ainsi qu'aux investisseurs fortunés. Notre engagement consiste à offrir des stratégies de placement axées sur le client qui génèrent continuellement de la valeur pour les investisseurs. Notre vision est d'être, de l'avis de nos parties prenantes, la société de gestion de placements immobiliers de confiance par excellence au Canada.

*La Société a des bureaux à Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver, Halifax et New York, emploie plus de 255 personnes et tire profit de l'expertise et de l'expérience diversifiée de plus de 100 professionnels du placement qui se consacrent à servir notre clientèle hautement diversifiée.*



Le présent rapport de gestion, daté du 20 mars 2013, présente une analyse de la situation financière et des résultats opérationnels de Corporation Fiera Capital, auparavant Fiera Sceptre Inc. (la « Société », « Fiera Capital » ou « nous »), pour le trimestre et l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires au 31 décembre 2012 et pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues, Fonds Fiera Sceptre inc. (« FSFI ») et Sceptre Fund Management Inc. (« SFMI »). La totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés au moment de la consolidation.

La Société exerce un contrôle conjoint sur l'entité Fiera Axium Infrastructure Inc. (« Fiera Axium »), spécialisée en investissement dans les infrastructures, et sur l'entité Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), spécialisée en investissement immobilier. Les résultats financiers des participations de la Société dans ses coentreprises sont intégrés aux résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Les montants présentés sont en dollars canadiens. Ils ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada énoncés dans la Partie I du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (le « Manuel de l'ICCA ») et sont fondés sur l'information la plus précise dont disposait la direction, de même que sur son jugement. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

## BASE D'ÉTABLISSEMENT ET ADOPTION DES IFRS

La Société dresse ses états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans la Partie I du *Manuel de l'ICCA*. En 2010, le *Manuel de l'ICCA* a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») où il est prescrit que les entreprises ayant une obligation public de rendre des comptes appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information financière conformément à ce référentiel comptable dans les états financiers consolidés intermédiaires de la période terminée le 31 décembre 2011. Dans les présents états financiers, les PCGR du Canada correspondent ici aux PCGR du Canada d'avant l'adoption des IFRS.

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, dont la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Sauf pour certains choix et certaines exceptions transitoires, présentés à la note 25 des états financiers consolidés intermédiaires, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son bilan d'ouverture selon les IFRS au 1<sup>er</sup> octobre 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 25 présente de l'information au sujet de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière de la Société, ses résultats financiers et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses et incertitudes et de nombreux risques inhérents, généraux et précis, ainsi que le risque que les prévisions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Fiera Capital conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les événements ou les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations et des intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la capacité de Fiera Capital à retenir ses clients et à attirer de nouveaux clients, le rendement des placements de Fiera Capital, la dépendance de Fiera Capital envers un client important, le pouvoir de Fiera Capital à attirer et à retenir les employés clés, la capacité de Fiera Capital d'intégrer les activités des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence sectorielle, la capacité de Fiera Capital à gérer les conflits d'intérêts, une conjoncture défavorable au Canada ou à l'échelle mondiale, y compris les déclinés des marchés financiers, les variations défavorables des taux d'intérêt et des devises, les sanctions réglementaires ou le ternissement de sa réputation à cause d'erreurs ou de comportements répréhensibles d'employés, les risques liés à la réglementation et aux litiges, la capacité de Fiera Capital de gérer les risques, le défaut de tiers à respecter leurs obligations envers Fiera Capital

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

et envers les sociétés membres de son groupe, l'incidence de catastrophes naturelles ou d'autres cas de force majeure, les modifications apportées aux lois et aux règlements au Canada et ailleurs, notamment les modifications des lois fiscales, l'incidence et les conséquences de la dette de Fiera Capital, la possibilité de dilution de l'actionnariat et d'autres facteurs décrits à la rubrique « Facteurs de risque » de la présente notice annuelle ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières.

## VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Fiera Capital est une société de gestion de placements indépendante de plein exercice offrant des produits multiples et des services-conseils et services connexes, avec plus de 57 G\$ d'actifs sous gestion. Le modèle de gestion de Fiera Capital se base avant tout sur la prestation de services de gestion des placements axés sur l'excellence. Fiera Capital offre aux investisseurs institutionnels, aux clients de gestion privée et à des investisseurs individuels diverses solutions de placement faisant appel à des stratégies de placement diversifiées. En plus de gérer les comptes de ses clients (les « comptes gérés ») sur une base individuelle, Fiera Capital a, entièrement ou partiellement, recours à des fonds en gestion commune pour gérer les catégories d'actifs spécialisés et regrouper les actifs de plus petits clients pour une plus grande productivité des placements (les « Fonds en gestion commune »). Afin de fournir aux investisseurs individuels un accès à ses services de gestion des placements, Fiera Capital agit aussi à titre de gestionnaire de portefeuille de certains fonds communs de placement, d'un fonds de contrats de marchandises et du Fonds d'investissement RÉA II Fiera Capital inc. (les « fonds offerts au public » et, collectivement avec les Fonds en gestion commune, les « Fonds »).

Les parts des fonds communs de placement sont distribuées par l'entremise de FSFI, filiale en propriété exclusive de Fiera Capital. FSFI est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels et est inscrite dans la catégorie des courtiers en épargne collective en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

Fiera Capital est inscrite comme courtier sur le marché dispensé et gestionnaire de portefeuille dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada et comme conseiller en placement auprès de la Securities and Exchange

Commission des États-Unis. Fiera Capital est également inscrite comme gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador. En outre, puisque Fiera Capital gère des portefeuilles d'instruments dérivés, elle est inscrite comme gestionnaire d'opérations sur marchandises en vertu de la *Loi sur la vente à terme sur marchandises* (Ontario), comme conseiller en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* (Manitoba) et, au Québec, comme conseiller chargé de la gestion de portefeuilles d'instruments dérivés en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec).

## CHANGEMENT DE DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE

La Société a annoncé plus tôt dans l'année qu'elle avait décidé de reporter au 31 décembre la date de clôture de son exercice, qui était normalement le 30 septembre. La présente période de présentation de l'information financière porte donc sur un exercice de quinze mois de résultats opérationnels.

Une bonne part des variations présentées ci-après s'expliquent donc par l'addition d'un cinquième trimestre à l'exercice considéré. De plus, l'ajout du trimestre qui va d'octobre à décembre 2012 sera analysé par comparaison avec la période d'octobre à décembre 2011, celle-ci étant le premier trimestre de l'exercice considéré. L'apport du trimestre supplémentaire sera dûment mis en évidence dans les analyses tout au long du présent rapport de gestion.

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, Fiera Capital a conclu plusieurs transactions stratégiques qui, individuellement et collectivement, permettront à la société de faire croître son actif sous gestion (ASG), ses revenus et son bénéfice net.

### ACQUISITION DE NATCAN

Le 2 avril 2012, Fiera Sceptre a acquis pratiquement tous les actifs de Gestion de portefeuille Natcan inc. (« Natcan ») de la Banque Nationale du Canada (la « Banque ») pour la somme de 309,5 M\$, sujette à réduction. À la clôture, la Banque par l'entremise de Natcan, a reçu 19 732 299 actions à droit de vote subordonné de catégorie A du capital-actions de Fiera (les « actions de catégorie A ») ainsi qu'un paiement au comptant de 85 553 219 \$. En raison de cette transaction,



les actifs au détail sous gestion de la société ont augmenté substantiellement en proportion de l'actif total. Les activités de placement et les services de Natcan ont été complètement intégrés à celles de Fiera au cours du même trimestre.

Concurremment à la clôture de la transaction, telle qu'approuvée par les actionnaires, la dénomination de la Société est passée de Fiera Sceptre à celle de Corporation Fiera Capital.

### **FUSION DE FIERA IMMOBILIER ET ROYCOM**

Le 4 avril 2012, Fiera Capital a annoncé que sa coentreprise Fiera Immobilier Limitée avait fusionné avec Roycom Inc. afin de créer une nouvelle plateforme nationale de placement immobilier qui se consacrerait à offrir aux clients un fonds géré en commun et des services de gestion de compte distinct. Roycom est un chef de file sectoriel parmi les gestionnaires immobiliers qui apportera son soutien à la réalisation de la stratégie de croissance de Fiera Immobilier et permettra à Fiera Capital d'offrir des occasions de gestion de placements immobiliers de haute qualité à ses clients institutionnels.

### **ACQUISITION DE CWM**

Une des priorités stratégiques de la Société vise à accroître sa présence dans l'Ouest canadien. À cette fin, celle-ci a acquis le 1<sup>er</sup> décembre 2012 CWM Group établi à Calgary de la Société Générale Private Banking. L'acquisition hausse la présence de Fiera Capital dans les activités de gestion de patrimoine de l'Ouest du Canada et CWM, en compagnie de son équipe de professionnels hautement compétents, dotent la Société d'une solide assise à partir de laquelle elle pourra accélérer sa croissance dans la région.

### **ACQUISITION DE UBS**

En décembre 2012, Fiera Capital a annoncé qu'elle était parvenue à une entente avec UBS Global Asset Management (Canada) Inc. afin d'acheter les activités de cette dernière dans les domaines des titres canadiens à revenu fixe, des actions canadiennes et des comptes domestiques équilibrés pour une considération maximale au comptant de 52 M\$. La transaction, qui a été complétée le 31 janvier 2013 après la fin de l'exercice, consolide davantage l'approche service axée sur le client de Fiera Capital et renforce ses activités de chef de file en gestion d'actifs au Canada. L'acquisition a permis d'ajouter quelque 8 G\$ en ASG et est venue contribuer immédiatement aux bénéfices.

### **ACQUISITION DE GMP**

Le 18 janvier 2013, après la fin de l'exercice, Fiera Capital a annoncé qu'elle avait accepté d'acquérir des fonds choisis de gestion d'actifs alternatifs de GMP Investment Management (GMP), dont les fonds de placement phares appartenant au Fonds diversifié Alpha de GMP et au Fonds canadien PCAA, représentant environ 570 M\$ d'actifs sous gestion.

La transaction va permettre à Fiera Capital d'accroître la portée à ses stratégies alternatives de placement, un secteur qui a été particulièrement animé dans les marchés nord-américains au cours des dernières années et qui est appelé à prendre de l'ampleur à l'avenir. Cette acquisition se traduira pour les clients de la Société par une innovation et une offre améliorées de produits et de solutions de placement personnalisées qui seront à la hauteur de leurs objectifs de placement.

Selon les termes de l'entente, le prix d'achat comprend une considération au comptant de 10,75 M\$. De plus, des membres clés de l'équipe de GMP Investment Management se joindront à l'équipe de direction d'une filiale nouvellement créée de Fiera Capital, dont l'équipe de gestion détiendra une participation minoritaire de 45 %. Fiera versera également des honoraires de rendement de 25 % établis en fonction des actifs acquis sur une période de trois ans, sous réserve de certains seuils minimaux d'actifs sous gestion. On prévoit que cette acquisition aura des effets positifs immédiats sur les bénéfices.

Exception faite de la transaction avec GMP Investment Management, dont la clôture devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2013, toutes les autres opérations ont été approuvées par les autorités réglementaires et se sont conformées aux conditions d'usage.

### **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Afin de clore l'ensemble des initiatives qui précèdent, Fiera Capital a renégocié sa dette à long terme en décembre 2012 afin de l'augmenter à 180 M\$, pratiquement aux mêmes modalités et conditions. La Société fera appel à cette facilité à la clôture des diverses initiatives.

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

## SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

LE TABLEAU CI-APRÈS VENTILE LES RENDEMENTS DES COMPOSÉS<sup>1</sup>.

	Date de création	1 an (%)	3 ans (%)	5 ans (%)	10 ans (%)	Rendement annualisé depuis la création (%)
<b>REVENU FIXE</b>						
Revenu fixe, gestion active	1 <sup>er</sup> janv. 1997	4,78	7,65	7,20	6,57	6,94
Revenu fixe, gestion tactique	1 <sup>er</sup> janv. 2000	5,44	8,41	7,80	7,37	8,21
Obligations à long terme	1 <sup>er</sup> juill. 1998	6,05	12,36	9,28	8,84	8,09
Obligations à rendement élevé	1 <sup>er</sup> sept. 2003	15,36	9,56	9,60	-	7,86
Actions privilégiées	1 <sup>er</sup> janv. 2004	5,75	8,14	6,21	-	4,12
Obligation à rendement réel	1 <sup>er</sup> janv. 1998	3,02	10,73	9,26	8,95	8,96
Marché monétaire	1 <sup>er</sup> janv. 2004	1,29	1,11	1,67	-	2,45
Revenu fixe, sociétés	1 <sup>er</sup> févr. 2008	7,32	6,87	-	-	7,20
<b>ÉQUILIBRÉS</b>						
« Core » équilibré	1 <sup>er</sup> janv. 1998	9,11	6,86	2,55	7,05	8,43
Fonds équilibré diversifié	1 <sup>er</sup> janv. 2004	7,54	5,54	3,90	-	6,47
<b>ACTIONS</b>						
Actions canadiennes de valeur	1 <sup>er</sup> janv. 2002	10,06	5,45	1,83	10,21	8,84
Actions à revenu élevé	1 <sup>er</sup> oct. 2009	10,33	11,48	-	-	12,91
Actions canadiennes de croissance	1 <sup>er</sup> janv. 2007	4,96	1,82	0,94	-	3,98
Actions canadiennes « core »	1 <sup>er</sup> janv. 1992	8,55	4,67	0,54	10,37	9,85
Actions canadiennes petite capitalisation « Core »	1 <sup>er</sup> janv. 1989	2,16	8,66	1,05	15,37	11,70
Actions canadiennes petite capitalisation	1 <sup>er</sup> déc. 1986	2,24	8,78	(0,34)	15,63	13,25
Actions américaines	1 <sup>er</sup> avr. 2009	13,38	11,27	-	-	14,82
Actions internationales	1 <sup>er</sup> janv. 2010	24,09	10,96	-	-	10,96
Actions mondiales	1 <sup>er</sup> oct. 2009	17,80	12,15	-	-	12,93
<b>PLACEMENTS NON TRADITIONNELS</b>						
Marché nord-américain neutre	1 <sup>er</sup> oct. 2007	(1,43)	(1,04)	8,67	-	11,13
Actions « Long / Short »	1 <sup>er</sup> août 2010	5,04	-	-	-	11,46
Global Macro	1 <sup>er</sup> nov. 2006	3,14	1,71	5,56	-	7,81
Fiera Financement diversifié	1 <sup>er</sup> avr. 2008	9,11	7,87	-	-	6,51
Fonds de revenu	1 <sup>er</sup> janv. 2010	7,79	8,02	-	-	8,02
Fiera Fonds Infrastructure	1 <sup>er</sup> nov. 2009	6,96	3,70	-	-	3,51
Rendement absolu obligataire	1 <sup>er</sup> déc. 2010	7,57	-	-	-	6,54

<sup>1</sup> Les rendements mentionnés ci-dessus sont annualisés.

## POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE ET DE LA PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

### COMPARAISON DES TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

- Le total des actifs sous gestion a augmenté de 28,1 G\$, ou 97,2 %, pour se fixer à 57,0 G\$ au 31 décembre 2012, contre des actifs sous gestion de 28,9 G\$ au 31 décembre 2011. Cette augmentation est principalement attribuable à l'inclusion de Natcan et de CWM, combinée à la hausse des actifs sous gestion amenée par les nouvelles ventes et les flux de trésorerie positifs.
- Les produits d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012 se sont accrus de 14,9 M\$, ou 92,2 %, pour s'établir à 31,0 M\$, contre 16,1 M\$ pour la période correspondante de 2011. Cette hausse des produits s'explique surtout par l'acquisition de Natcan ainsi que par la prise en compte d'un mois de produits d'exploitation amenés par l'acquisition de CWM et les nouvelles ventes.
- Les charges opérationnelles ont augmenté de 5,8 M\$, ou 45,9 %, à 18,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, alors qu'elles étaient de 12,7 M\$ pour la période correspondante de 2011. Cette hausse est attribuable à une augmentation globale de 5,7 M\$ des frais de vente, généraux et administratifs, conjuguée à l'augmentation de 0,1 M\$ des frais des gestionnaires externes pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012 par suite de l'acquisition de Natcan.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA », mesure de résultat non conforme aux IFRS définie à la page 34 et présentée au tableau 1) a progressé de 9,0 M\$, soit de plus de 100 %, pour se fixer à 12,5 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre 3,4 M\$ pour la période correspondante de 2011.
- Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, le BAIIA s'est établi à 0,22 \$ par action, en hausse de 0,13 \$, ou 136 %, par rapport au BAIIA de 0,09 \$ par action pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011.
- Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, la Société a dégagé un bénéfice de 3,1 M\$, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué). Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, la Société avait dégagé un bénéfice de 0,8 M\$, ou 0,02 \$ par action (de base et après dilution).

- Le bénéfice net ajusté (mesure de résultat non conforme aux IFRS définie à la page 34) de la période se monte à 9,3 M\$, ou 0,16 \$ par action (de base et dilué), comparativement à un bénéfice net ajusté de 2,8 M\$, ou 0,08 \$ par action (de base et après dilution), pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011.

### COMPARAISON DES TRIMESTRES TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012 ET LE 30 SEPTEMBRE 2012

- Les actifs sous gestion ont augmenté au total de 1,8 G\$, ou 3,3 %, à 57,0 G\$ au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2012, comparativement à des actifs sous gestion de 55,2 G\$ au 30 septembre 2012. Cette augmentation est attribuable aux nouveaux actifs sous gestion et à l'appréciation de la valeur de marché, conjugués à l'intégration de CWM.
- Les produits d'exploitation du trimestre terminé le 31 décembre 2012 se sont accrus de 4,6 M\$, ou 17,5 %, pour se fixer à 31,0 M\$, par rapport à 26,4 M\$ pour le trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012. Cette hausse provient d'une augmentation des actifs sous gestion, qui s'est traduite par des honoraires de base supplémentaires de 1,2 M\$, combinés à une hausse des honoraires de performance liés aux actifs traditionnels de 3,1 M\$ et aux actifs non traditionnels de 0,3 M\$.
- Les charges opérationnelles se sont accrues de 1,6 M\$, ou 9,2 %, à 18,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre 17,0 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012. Cette hausse résulte de la progression globale de 2,0 M\$ des frais de vente, généraux et administratifs, contrebalancée par une baisse des frais des gestionnaires externes de 0,4 M\$.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA », mesure de résultat non conforme aux IFRS définie à la page 34 et présentée au tableau 1) s'est accru de 3,0 M\$, ou 32,4 %, pour se fixer à 12,5 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, alors qu'il avait été de 9,4 M\$ pour le trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012.
- Le BAIIA par action s'établit à 0,22 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, en hausse de 0,05 \$, ou 32,4 %, par rapport au BAIIA par action de 0,17 \$ du trimestre terminé le 30 septembre 2012.

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

- Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, la Société a dégagé un bénéfice de 3,1 M\$, ou 0,05 \$ par action (de base et après dilution), soit 0,1 M\$, ou 2,6 %, de plus qu'au trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012, au terme duquel la Société avait dégagé un bénéfice de 3,0 M\$, ou 0,05 \$ par action (de base et après dilution).
- Le bénéfice net ajusté (mesure de résultat non conforme aux IFRS définie à la page 34) de la période se monte à 9,3 M\$, ou 0,16 \$ par action (de base et après dilution). Le bénéfice net ajusté pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012 avait été de 6,6 M\$, ou 0,12 \$ par action (de base et après dilution).

## POINTS SAILLANTS DE LA PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2012

Suit la comparaison de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012. Pour une meilleure comparaison, la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 est comparée à l'exercice de 12 mois terminée le 30 septembre 2011.

- Au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, les actifs sous gestion ont augmenté au total de 28,0 G\$, ou 96,6 %, pour se fixer à 57,0 G\$, contre des actifs sous gestion de 29,0 G\$ au 30 septembre 2011. Cette augmentation s'explique principalement par les acquisitions de Natcan et de CWM. Exclusion faite du cinquième trimestre de 2012, les actifs sous gestion ont augmenté au total de 26,2 G\$, ou 90,3 %, au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 pour atteindre 55,2 G\$, contre 29,0 G\$ au 30 septembre 2011.
- Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, les produits d'exploitation se sont accrus de 45,2 M\$, ou 64,4 %, pour se fixer à 115,3 M\$, contre 70,1 M\$ pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Cette hausse des produits s'explique essentiellement par l'intégration de Natcan et de CWM, conjuguée à une hausse des honoraires de base, à une progression des honoraires de performance liés aux actifs traditionnels ainsi qu'aux résultats d'un trimestre supplémentaire. Exclusion faite des 31,0 M\$ attribuables au trimestre supplémentaire de 2012, les produits d'exploitation ont progressé de 14,2 M\$, ou 20,2 %, à 84,3 M\$, comparativement à 70,1 M\$ pour l'exercice précédent. Cette progression est surtout attribuable à l'intégration de Natcan, contrebalancée par une baisse des honoraires de performance liés aux actifs non traditionnels.

- Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, les charges opérationnelles ont augmenté de 26,4 M\$, ou 52,8 %, pour se monter à 76,2 M\$, comparativement à 49,9 M\$ pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Cette augmentation résulte de la montée globale de 27,1 M\$ des frais de vente, généraux et administratifs, atténuée par un recul de 0,7 M\$ des frais des gestionnaires externes au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012. La hausse s'explique par l'ajout d'un cinquième trimestre à l'exercice considéré ainsi que par l'incidence des acquisitions de Natcan et de CWM. Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, les charges opérationnelles ont augmenté de 7,8 M\$, ou 15,6 %, pour se fixer à 57,7 M\$, contre 49,9 M\$ pour la période correspondante de 2011. La hausse résulte d'une augmentation globale de 8,8 M\$ des frais de vente, généraux et administratifs, atténuée par une baisse de 1,0 M\$ des frais des gestionnaires externes au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 par suite de l'acquisition de Natcan.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA », mesure de résultat non conforme aux IFRS définie à la page 34 et présentée au tableau 2) s'établit à 39,0 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, en hausse de 18,8 M\$ par rapport aux 20,3 M\$ de l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Le BAIIA de 26,6 M\$ de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 représente une augmentation de 6,3 M\$ par rapport aux 20,3 M\$ de la période correspondante de 2011.
- Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, la Société a dégagé un bénéfice de 3,0 M\$, soit 0,06 \$ par action (de base et après dilution). La période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 s'est soldée par une perte nette de 0,06 M\$, soit néant par action (de base et après dilution), comparativement à un bénéfice de 8,8 M\$, ou 0,24 \$ par action (de base et après dilution), pour la période de 12 mois terminés le 30 septembre 2011.
- Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, le bénéfice net ajusté (mesure de résultat non conforme aux IFRS définie à la page 34) se monte à 28,4 M\$, ou 0,59 \$ par action (de base et après dilution). Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, le bénéfice net ajusté est de 19,1 M\$, ou 0,41 \$ par action (de base et après dilution). Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011, le bénéfice net ajusté s'était chiffré à 16,2 M\$, soit 0,44 \$ par action (de base et après dilution).

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

TABLEAU 1 – ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ACTIFS SOUS GESTION

Actifs sous gestion (en millions de dollars)

	Au			Variation	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	Positive (négative) d'un trimestre à l'autre	Positive (négative) d'une année à l'autre
Actifs sous gestion	<b>57 043</b>	55 221	28 920	1 823	28 123

Données de l'état du résultat net (en milliers de dollars)

	Trimestre terminé le			Variation	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	31 déc. 2011	Positive (négative) d'un trimestre à l'autre	Positive (négative) d'une année à l'autre
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion de base et autres produits d'exploitation	<b>27 034</b>	25 874	15 247	1 160	11 787
Honoraires de performance – Actifs traditionnels	<b>3 651</b>	519	799	3 132	2 852
Honoraires de performance – Actifs non traditionnels	<b>324</b>	5	85	318	239
	<b>31 009</b>	26 399	16 132	4 610	14 877
<b>Charges</b>					
Frais de vente, généraux et administratifs	<b>18 267</b>	16 278	12 554	(1 989)	(5 714)
Frais des gestionnaires externes	<b>287</b>	713	166	425	(122)
Charges opérationnelles	<b>18 555</b>	16 991	12 719	(1 565)	(5 835)
BAIIA <sup>1</sup>	<b>12 454</b>	9 408	3 413	3 046	9 042
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>259</b>	228	202	(31)	(57)
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>3 664</b>	3 600	884	(64)	(2 780)
Radiation d'immobilisations	-	-	-	-	-
Intérêts sur la dette	<b>1 006</b>	1 076	-	70	(1 006)
Accroissement de l'obligation de prix d'achat d'acquisition	<b>619</b>	625	-	6	(619)
Autres charges	<b>2 171</b>	520	906	(1 651)	(1 265)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	<b>627</b>	(1 395)	-	(2 022)	(627)
Impôt sur le revenu	<b>1 021</b>	1 746	591	725	(430)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>3 086</b>	3 008	829	77	2 257
<b>PAR ACTION</b>					
BAIIA	<b>0,22</b>	0,17	0,09	0,05	0,13
Résultat de base et dilué	<b>0,05</b>	0,05	0,02	-	0,03
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>0,16</b>	0,12	0,08	0,04	0,08

1. Le BAIIA et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir « Mesure non conforme aux IFRS » à la page 34.

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

TABLEAU 2 – ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES ACTIFS SOUS GESTION (SUITE)

Données de l'état du résultat net (en milliers de dollars)

	Période de 15 mois terminée le	Périodes de 12 mois terminées les		Variation positive (négative)	
	<b>31 déc. 2012</b>	30 sept. 2012	30 sept. 2011	De sept. 2011 à déc. 2012	De sept. 2011 à sept. 2012
<b>Produits d'exploitation</b>					
Honoraires de gestion de base et autres produits d'exploitation	<b>109 741</b>	82 707	66 202	43 539	16 505
Honoraires de performance – Actifs traditionnels	<b>5 036</b>	1 385	681	4 356	704
Honoraires de performance – Actifs non traditionnels	<b>551</b>	227	3 260	(2 709)	(3 033)
	<b>115 328</b>	84 319	70 143	45 185	14 176
<b>Charges</b>					
Frais de vente, généraux et administratifs	<b>74 236</b>	55 969	47 180	(27 056)	(8 789)
Frais des gestionnaires externes	<b>1 989</b>	1 702	2 693	704	991
Charges opérationnelles	<b>76 225</b>	57 670	49 873	(26 352)	(7 797)
BAIIA <sup>1</sup>	<b>39 103</b>	26 649	20 270	18 833	6 379
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>1 136</b>	877	812	(324)	(65)
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>12 609</b>	8 945	3 440	(9 170)	(5 506)
Radiation d'immobilisations	-	-	490	490	490
Intérêts sur la dette	<b>2 940</b>	1 934	-	(2 940)	(1 934)
Accroissement des paiements de l'obligation de prix d'achat	<b>1 863</b>	1 245	-	(1 863)	(1 245)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	<b>1 491</b>	864	-	(1 491)	(864)
Autres charges	<b>13 255</b>	11 083	2 614	10 641	(8 470)
Impôt sur le revenu	<b>2 782</b>	1 760	4 143	1 362	2 383
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>3 026</b>	(60)	8 771	(5 745)	(8 831)
<b>PAR ACTION</b>					
BAIIA	<b>0,76</b>	0,54	0,55	(0,21)	(0,01)
Résultat de base et dilué	<b>0,06</b>	0,00	0,24	(0,18)	(0,24)
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>0,58</b>	0,41	0,44	0,13	(0,04)

1. Le BAIIA et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir « Mesure non conforme aux IFRS » à la page 34.



TABLEAU 3 – DONNÉES CHOISIES DU BILAN (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	(Audité) 31 décembre 2012	(Audité) 30 septembre 2011
Encaisse, fonds détenus pour les clients et placements	12 845	1 201
Débiteurs	29 888	16 414
Autres actifs courants	1 216	716
Goodwill et immobilisations incorporelles	458 980	141 219
Participations dans des coentreprises	6 879	1 333
Autres actifs non courants	6 966	2 687
<b>Actif</b>	<b>516 774</b>	<b>163 570</b>
Passifs courants	31 293	11 258
Impôt différé	20 264	10 079
Dette à long terme	107 521	-
Juste valeur des paiements de l'obligation liée au prix d'acquisition	56 503	-
Instruments financiers dérivés	1 491	-
Autres passifs non courants	1 963	1 396
Capitaux propres	297 739	140 837
<b>Passif et capitaux propres</b>	<b>516 774</b>	<b>163 570</b>

## RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RENDEMENT GLOBAL

### ACTIFS SOUS GESTION

TABLEAU 4 – ACTIFS SOUS GESTION (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	Trimestres terminés les		Exercice de 15 mois terminé le	Période et exercice de 12 mois terminés respectivement les	
	31 décembre 2012	31 décembre 2011	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Actifs sous gestion au début de la période	55 221	29 029	29 020	29 020	30 755
Variation nette	1 252	(100)	2 025	773	1 735
Acquisitions de Natcan et de CWM	570	-	25 998	25 427	-
<b>Actifs sous gestion à la fin de la période</b>	<b>57 043</b>	<b>28 920</b>	<b>57 043</b>	<b>55 221</b>	<b>29 020</b>

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

TABLEAU 5 – ACTIFS SOUS GESTION PAR SECTEUR – VARIATIONS EN GLISSEMENT TRIMESTRIEL  
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	30 septembre 2012	Nouveau	Perdu	Marché	Acquisition	31 décembre 2012
Marchés institutionnels	30 573	328	(469)	363	-	<b>30 794</b>
Gestion privée	1 098	96	(13)	26	570	<b>1 777</b>
Solutions aux investisseurs	23 551	834	(43)	130	-	<b>24 273</b>
Actifs sous gestion à la fin de la période	55 221	1 257	(525)	520	570	<b>57 043</b>

## VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Les actifs sous gestion ont augmenté au total de 1,8 G\$, ou 3,3 %, pour se fixer à 57,0 G\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre des actifs sous gestion de 55,2 G\$ au 30 septembre 2012. Cette augmentation est attribuable à l'appréciation de la valeur de marché, conjuguée aux actifs sous gestion qui se sont ajoutés ainsi qu'à l'apport de 570 M\$ d'actifs sous gestion issus de l'addition de CWM au 1<sup>er</sup> décembre 2012.

TABLEAU 6 – ACTIFS SOUS GESTION PAR SECTEUR – VARIATION EN 15 MOIS (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	30 septembre 2011	Variation nette sur 15 mois	Acquisition	31 décembre 2012
Marchés institutionnels	22 117	2 370	6 308	<b>30 794</b>
Gestion privée	1 356	(258)	678	<b>1 777</b>
Solutions aux investisseurs	5 547	(87)	19 012	<b>24 472</b>
Actifs sous gestion à la fin de la période	29 020	2 025	25 998	<b>57 043</b>

## VARIATIONS SUR 15 MOIS

Les actifs sous gestion ont augmenté au total de 28,0 G\$, ou 96,6 %, à 57,0 G\$ au 31 décembre 2012, contre des actifs sous gestion de 29,0 G\$ au 30 septembre 2011. Cette augmentation tient principalement à l'augmentation des actifs sous gestion par suite de l'acquisition de Natcan totalisant 25,4 G\$ et de l'acquisition de CWM totalisant 0,6 G\$. Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, les actifs sous gestion ont augmenté de 26,2 G\$, ou 90,3 %, pour se fixer à 55,2 G\$ au 30 septembre 2012, contre des actifs sous gestion de 29,0 G\$ au 30 septembre 2011. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de 25,4 G\$ des actifs sous gestion par suite de l'acquisition de Natcan.

## PRODUITS

Les honoraires de gestion sont fondés sur les actifs sous gestion, et les produits d'exploitation de chaque secteur sont essentiellement basés sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil. L'analyse des produits des activités ordinaires présentée ci-après porte sur la moyenne des actifs de chaque secteur.





TABLEAU 7 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – VARIATIONS TRIMESTRIELLES (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	Trimestres terminés les			Variation	
	31 décembre 2012	30 septembre 2012	31 décembre 2011	d'un trimestre à l'autre	d'un exercice à l'autre
Marchés institutionnels	13 791	13 316	9 512	475	4 280
Gestion privée	2 271	1 878	2 247	393	23
Solutions aux investisseurs	10 961	10 680	4 488	292	7 484
Total des honoraires de gestion et autres produits	27 034	25 874	15 247	1 160	11 787
Honoraires de performance – Actifs traditionnels	3 651	519	799	3 132	2 852
Honoraires de performance – Actifs non traditionnels	324	5	85	318	239
Total des honoraires de performance	3 975	525	885	3 450	3 090
Total des produits	31 009	26 399	16 132	4 610	14 877

**COMPARAISON DES TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011**

Les produits d'exploitation du trimestre terminé le 31 décembre 2012 ont augmenté de 14,9 M\$, ou 92,2 %, pour se fixer à 31,0 M\$, contre 16,1 M\$ pour la période correspondante de 2011. Cette augmentation des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse des actifs sous gestion de base, qui a donné lieu à une hausse des honoraires de gestion de 11,8 M\$, combinée à une augmentation des honoraires de performance de 3,1 M\$.

**Honoraires de gestion : hausse de 11,8 M\$ ou 77,31 %**

La croissance des actifs sous gestion a donné lieu à une hausse de 11,8 M\$ des produits d'exploitation de la Société dans son ensemble, dont voici une ventilation par secteur :

- Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, les produits d'exploitation du secteur Marchés institutionnels se sont accrus de 4,3 M\$, ou 45,11 %, par rapport au trimestre correspondant de 2011, par suite de l'acquisition de Natcan et de la croissance des actifs sous gestion résultant des efforts de l'équipe Ventes.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Gestion privée sont restés stables pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions aux investisseurs ont progressé de 7,5 M\$, soit de plus de 100 %, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, du fait surtout de l'apport de Natcan.

**Honoraires de performance**

Le trimestre terminé le 31 décembre 2012 a enregistré une hausse des honoraires de performance liés aux actifs traditionnels de 2,9 M\$, soit une progression de plus de 100 %, combinée à une augmentation des honoraires de performance liés aux actifs non traditionnels de 0,2 M\$, soit de plus de 100 %.

**COMPARAISON DES TRIMESTRES TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012 ET LE 30 SEPTEMBRE 2012**

Les produits d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012 ont augmenté de 4,5 M\$, ou 17,46 %, pour se fixer à 31,0 M\$, contre 26,4 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012.

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

## Honoraires de gestion : hausse de 1,2 M\$ ou 4,5 %

La hausse de 1,2 M\$, ou 4,48 %, des honoraires de gestion est attribuable à l'augmentation de la moyenne trimestrielle des actifs sous gestion, laquelle a donné lieu, sur le plan des produits d'exploitation, aux variations sectorielles suivantes :

- Les produits d'exploitation du secteur Marchés institutionnels ont progressé de 0,5 M\$ par rapport au trimestre terminé le 30 septembre 2012 pour se fixer à 13,8 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, par suite surtout des nouveaux actifs sous gestion résultant des efforts de l'équipe Commercialisation et de l'équipe Ventés.
- Les produits d'exploitation du secteur Gestion privée ont augmenté de 0,4 M\$ par rapport au trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012 pour s'établir à 2,4 M\$, par suite de l'inclusion d'un mois de produits d'exploitation issus de l'acquisition de CWM.
- Les produits d'exploitation du secteur Solutions aux investisseurs se sont accrus de 0,3 M\$ par rapport au trimestre terminé le 30 septembre 2012 pour se fixer à 10,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, en raison des flux de trésorerie positifs réalisés au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2012.

## Honoraires de performance

La période a enregistré une hausse des honoraires de performance liés aux actifs traditionnels de 3,1 M\$, soit une progression de plus de 100 %, combinée à une augmentation des honoraires de performance liés aux actifs non traditionnels de 0,3 M\$, soit de plus de 100 %.

TABLEAU 8 – PRODUITS – VARIATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	Période de 15 mois terminée le	Période et exercice de 12 mois terminés respectivement les		Période de 15 mois comparée à l'exercice précédent de 12 mois		Période de 12 mois comparée à l'exercice précédent de 12 mois	
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 sept. 2011	Variation \$	Variation %	\$	%
Marchés institutionnels	59 802	46 010	39 428	20 374	51,7	6 583	16,7
Gestion privée	10 452	8 181	10 472	(21)	(0,2)	(2 291)	(21,9)
Solutions aux investisseurs	39 487	28 516	16 302	23 185	142,2	12 214	74,9
Honoraires de gestion et autres produits	109 741	82 707	66 202	43 539	65,8	16 505	24,9
Honoraires de performance – Actifs traditionnels	5 036	1 385	681	4 356	639,9	704	103,5
Honoraires de performance – Actifs non traditionnels	551	227	3 260	(2 709)	(83,1)	(3 033)	(93,0)
Honoraires de performance	5 587	1 612	3 941	1 647	41,8	(2 329)	(59,1)
Total des produits	115 328	84 319	70 142	45 185	64,4	14 177	20,2

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2012 ET L'EXERCICE DE 12 MOIS TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2011

Les produits d'exploitation pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 ont augmenté de 45,2 M\$, ou 64,4 %, par rapport aux 70,1 M\$ de l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011, pour se fixer à 115,3 M\$, par suite de l'apport d'un cinquième trimestre à l'exercice considéré et des acquisitions de Natcan et de CWM, conjugués à une hausse des actifs sous gestion et des honoraires de performance.

Exclusion faite du cinquième trimestre de 2012, analysé précédemment, et sur une base de comparaison de 12 mois, les produits d'exploitation ont augmenté de 14,2 M\$ par rapport aux 70,1 M\$ de l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011, pour se fixer à 84,3 M\$ pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, en raison de l'intégration de Natcan contrebalancée par une baisse des honoraires de performance.



### **Honoraires de gestion : hausse de 43,5 M\$ ou 65,8 %**

La hausse de 43,5 M\$, ou 65,8 %, des honoraires de gestion à 109,7 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 par rapport à l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011 s'explique surtout par les acquisitions de Natcan et de CWM, combinées aux ventes supplémentaires et aux flux de trésorerie positifs ainsi qu'à l'apport d'un trimestre supplémentaire. Ces mouvements ont donné lieu, sur le plan des produits d'exploitation, aux variations sectorielles suivantes :

- Les produits d'exploitation du secteur Marchés institutionnels ont augmenté de 20,4 M\$ par rapport à l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011 pour se fixer à 59,8 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, par suite surtout de l'intégration de Natcan et des nouvelles ventes réalisées.
- Les produits d'exploitation du secteur Gestion privée sont restés stables à 10,5 M\$ pour l'exercice de 15 mois terminé le 31 décembre 2012, comparativement à 10,5 M\$ pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Les produits ont bénéficié de l'apport d'un mois supplémentaire consécutif à l'acquisition de CWM contrebalancé par une diminution d'actifs.
- Les produits d'exploitation du secteur Solutions aux investisseurs ont connu une augmentation de 23,2 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 par rapport à l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011, augmentation principalement consécutive à l'acquisition de Natcan ainsi qu'à des flux de trésorerie positifs.

### **Honoraires de performance**

Les honoraires de performance se sont accrus de 1,6 M\$, soit de plus de 41,79 %, au cours de la période. Cette hausse de 1,6 M\$ résulte de l'augmentation des honoraires de performance liés aux actifs traditionnels de 4,4 M\$, atténuée par une baisse des honoraires de performance liés aux actifs non traditionnels de 2,7 M\$.

### **FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS**

#### **COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE CORRESPONDANT DE 2011**

Les frais de vente, généraux et administratifs se sont accrus de 5,7 M\$, ou 45,5 %, pour se fixer à 18,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre 12,6 M\$ pour la période correspondante de 2011. Cette croissance s'explique

principalement par la prise en compte des charges liées à Natcan et, notamment, une hausse de 3,6 M\$ de la charge de rémunération, une hausse des charges de commercialisation et de service à la clientèle, des commissions de référence et des charges informatiques de 1,0 M\$, une augmentation des loyers de 0,2 M\$ et la progression des frais professionnels de 0,2 M\$. Le trimestre tient également compte de charges contractuelles de 0,5 M\$ payées à la Banque Nationale relativement à des produits comptabilisés en décembre 2012 à l'égard du premier trimestre terminé le 31 mars 2012, vu que l'acquisition a été conclue en date du 1<sup>er</sup> avril 2012.

#### **COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE PRÉCÉDENT**

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 2,0 M\$, ou 12,2 %, pour s'établir à 18,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre 16,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse de 1,5 M\$ de la charge de rémunération, conjuguée à des charges contractuelles de 0,5 M\$ payées à la Banque Nationale relativement à des produits comptabilisés à l'égard du premier trimestre terminé le 31 mars 2012, vu que l'acquisition a été conclue en date du 1<sup>er</sup> avril 2012.

#### **COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 15 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS**

Les frais de vente, généraux et administratifs se sont accrus de 27,1 M\$, ou 57,3 %, à 74,2 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, par rapport à 47,2 M\$ pour l'exercice précédent de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Cette majoration s'explique par l'augmentation de 20,0 M\$ de la charge de rémunération, combinée à une hausse de 3,9 M\$ des charges de commercialisation et de service à la clientèle et des charges informatiques, ainsi qu'à des hausses de 1,3 M\$ des loyers et de 2,3 M\$ des commissions de référence et autres charges (contrebalancées par une diminution de 0,9 M\$ des frais professionnels) et à la prise en compte de charges contractuelles de 0,5 M\$ payées à la Banque Nationale relativement à des produits comptabilisés en décembre 2012 à l'égard du premier trimestre terminé le 31 mars 2012, vu que l'acquisition a été conclue en date du 1<sup>er</sup> avril 2012.

L'augmentation est principalement due à la prise en compte des charges liées à Natcan ainsi qu'à l'ajout du cinquième trimestre terminé le 31 décembre 2012 dont les effets se chiffrent à 18,3 M\$ (voir plus haut).

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 12 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Pour une meilleure comparaison, lorsqu'on ramène les données sur une base de 12 mois, les frais de vente, généraux et administratifs se sont accrus de 8,8 M\$, ou 18,6 %, à 56,0 M\$ pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, par rapport à 47,2 M\$ pour l'exercice précédent de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Cette augmentation s'explique par la hausse de la charge de rémunération de 7,0 M\$, combinée à une hausse de 2,2 M\$ des charges de commercialisation et de service à la clientèle et des charges informatiques, ainsi qu'à des augmentations de 0,5 M\$ des loyers et de 0,7 M\$ des commissions de référence et autres charges, atténuées par une baisse de 1,6 M\$ des frais professionnels. L'augmentation est surtout attribuable à la prise en compte des charges liées à Natcan.

## FRAIS DES GESTIONNAIRES EXTERNES

### COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE CORRESPONDANT DE 2011

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,1 M\$, ou 73,7 %, pour se fixer à 0,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, comparativement à 0,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011. Cette augmentation est principalement attribuable au supplément de charges entraîné par l'acquisition de Natcan.

### COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE PRÉCÉDENT

Les frais des gestionnaires externes ont diminué de 0,4 M\$, ou 59,6 %, comparativement au trimestre terminé le 30 septembre 2012, pour se fixer à 0,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012. Cette diminution s'explique par la cessation des frais de gestionnaires externes liés à certains fonds spécifiques de Natcan.

### COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 15 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Les frais des gestionnaires externes se sont repliés de 0,7 M\$, ou 26,1 %, pour s'établir à 2,0 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, contre 2,7 M\$ pour l'exercice précédent de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Ce repli est dû au rapatriement en interne d'actifs gérés à l'extérieur dans le cadre du plan de la Société, ce qui a eu pour effet de réduire les frais des gestionnaires externes.

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 12 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Ramenés à une base de comparaison sur 12 mois, les frais des gestionnaires externes se sont repliés de 1,0 M\$, ou 36,8 %, à 1,7 M\$ pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, comparativement à 2,7 M\$ pour l'exercice précédent de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Ce repli est dû au rapatriement en interne d'actifs gérés à l'extérieur dans le cadre du plan de la Société, ce qui a eu pour effet de réduire les frais des gestionnaires externes.

## DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

L'amortissement des immobilisations corporelles est resté stable à 0,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, par rapport à 0,2 M\$ pour la période de 12 mois de 2011 et à 0,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 0,3 M\$, ou 39,9 %, à 1,1 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, par rapport à 0,8 M\$ pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011, par suite surtout de l'addition d'un cinquième trimestre.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 2,8 M\$, soit de plus de 100 %, par rapport au trimestre terminé le 31 décembre 2011 pour se fixer à 3,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, du fait de l'acquisition de Natcan, et il est resté stable par rapport au précédent trimestre terminé le 30 septembre 2012.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 9,2 M\$, soit de plus de 100 %, à 12,6 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, contre 3,4 M\$ pour l'exercice précédent.

Ramené sur une base de 12 mois, l'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 5,5 M\$, soit de plus de 100 %, à 8,9 M\$ pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, contre 3,4 M\$ pour la période correspondante de 2011.

## CHARGE D'INTÉRÊTS

Par suite de l'acquisition de Natcan, le trimestre terminé le 31 décembre 2012 comprend des intérêts sur la dette à long terme et d'autres charges financières de 1,0 M\$, ainsi qu'une charge de 0,6 M\$ au titre de l'accroissement des paiements de l'obligation liée au prix d'acquisition, alors que la période correspondante de 2011 ne comprenait aucun de ces éléments et que ces éléments sont restés stables par rapport au trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012.

## AUTRES CHARGES

### COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE CORRESPONDANT DE 2011

Les autres charges ont augmenté de 1,3 M\$, soit de plus de 100 %, pour se fixer à 2,2 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre 0,9 M\$ pour la période correspondante de 2011. Cette augmentation s'explique par une hausse des frais de restructuration et indemnités de fin de contrat de travail de 1,5 M\$ liées aux acquisitions de Natcan et de CWM, atténuée par une hausse des produits des activités ordinaires de 0,2 M\$ liés à la coentreprise.

### COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE PRÉCÉDENT

Les autres charges se sont accrues de 1,7 M\$, soit de plus de 100 %, pour se fixer à 2,2 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre 0,5 M\$ pour le trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012. Cette montée est attribuable à des charges non récurrentes liées aux transactions de Natcan et de CWM, en l'occurrence des frais de restructuration et indemnités de fin de contrat de travail de 1,8 M\$, comparativement à l'inclusion, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012, d'une charge d'acquisition non récurrente ainsi que de frais de restructuration et indemnités de fin de contrat de travail liés à Natcan de 0,6 M\$.

### COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 15 MOIS ÉCOULÉE DEPUIS L'OUVERTURE DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Les autres charges ont augmenté de 10,6 M\$, soit de plus de 100 %, pour se fixer à 13,3 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, contre 2,6 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la prise en compte de charges non récurrentes de 13,5 M\$ liées aux transactions de Natcan et de CWM, contre une charge non récurrente de 3,4 M\$ au titre des coûts de restructuration et indemnités de fin de contrats de travail liés au regroupement avec Sceptre, conjuguée à une baisse de 0,8 M\$ des produits des activités ordinaires de la coentreprise Fiera Axium. Les autres charges de 2,2 M\$ du trimestre supplémentaire expliquent aussi l'augmentation.

### COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 12 MOIS ÉCOULÉE DEPUIS L'OUVERTURE DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Considérées sur une base de 12 mois, les autres charges ont augmenté de 8,5 M\$, soit de plus de 100 %, pour

se fixer à 11,1 M\$ pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, contre 2,6 M\$ pour la période correspondante de 2011. Cette augmentation tient principalement à la prise en compte de charges non récurrentes de 11,1 M\$ liées à la transaction de Natcan, contre une charge non récurrente de 3,4 M\$ attribuable à des coûts de restructuration et indemnités de fin de contrats de travail liés au regroupement avec Sceptre, conjuguée à une baisse de 0,8 M\$ des produits d'exploitation de la coentreprise Fiera Axium.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2012, la Société a conclu des instruments financiers dérivés qu'elle n'a pas désignés pour la comptabilité de couverture; ces instruments visent à échanger un taux variable contre un taux fixe de 1,835 % jusqu'en mars 2017. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur à la clôture de chaque période, et le profit ou la perte résultant de la réévaluation est comptabilisé au poste « Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés », à l'état du résultat net. La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée à l'état du résultat net correspond à une perte de 0,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, contre néant pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 et un profit de 1,4 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012.

La Société n'utilise pas les instruments financiers dérivés à des fins de spéculation, étant donné que ces instruments sont normalement achetés pour la gestion des risques et détenus jusqu'à leur échéance.

## BAIIA<sup>1</sup>

### COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE CORRESPONDANT DE 2011

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, le BAIIA a augmenté en glissement annuel de 9,0 M\$, soit de plus de 100 %, pour se fixer à 12,5 M\$, par suite surtout d'une hausse des produits d'exploitation de 14,9 M\$, atténuée par une augmentation de 5,8 M\$ des charges opérationnelles.

Le BAIIA du trimestre terminé le 31 décembre 2012 a été alimenté par une hausse des honoraires de gestion de base par rapport à la période correspondante de 2011, suite aux acquisitions de Natcan et de CWM. Ces éléments ont été contrebalancés par une augmentation globale des charges opérationnelles, en l'occurrence les frais de vente, généraux et administratifs et les charges des gestionnaires externes dans le cadre de l'intégration des activités de Natcan et de CWM.

1. Le BAIIA n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir « Mesure non conforme aux IFRS » à la page 34.

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

## COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE PRÉCÉDENT

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, le BAIIA s'est accru de 3,0 M\$, ou 32,4 %, par rapport au trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012 pour se fixer à 12,5 M\$. Cette augmentation résulte de la combinaison d'une hausse des produits de 4,6 M\$ et d'une augmentation des charges opérationnelles de 1,6 M\$.

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 15 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, le BAIIA s'est accru de 18,8 M\$, ou 92,9 %, pour s'établir à 39,1 M\$, contre 20,3 M\$ pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, les produits d'exploitation ont progressé de 45,2 M\$ et ont été atténués par une hausse de 26,4 M\$ des charges opérationnelles. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle aussi, pour 12,5 M\$, de l'ajout d'un cinquième trimestre.

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 12 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Le BAIIA pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 s'est accru de 6,4 M\$, ou 31,5 %, pour se fixer à 26,6 M\$, contre 20,3 M\$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011. Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, les produits d'exploitation ont augmenté de 14,2 M\$ et ont été atténués par une hausse de 7,8 M\$ des charges opérationnelles.

## RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ<sup>1</sup>

TABLEAU 9 – RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	Exercice de 12 mois terminé le 30 sept. 2011	Période de 12 mois terminée le 30 sept. 2012	Trimestre supplémentaire	Période de 15 mois terminée le 31 déc. 2012
Résultat net	8 771	(60)	3 086	3 026
Éléments hors trésorerie	5 060	11 413	4 623	16 037
Éléments non récurrents après impôt	2 345	7 739	1 596	9 334
Résultat net ajusté	16 176	19 092	9 305	28 397
Résultat net ajusté par action	0,44	0,41	0,16	0,58

1. Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 34. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

## COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE CORRESPONDANT DE 2011

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, la Société a dégagé un bénéfice de 3,1 M\$, soit 0,05 \$ par action (de base et après dilution). Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, la Société avait dégagé un bénéfice de 0,8 M\$, ou 0,02 \$ par action (de base et après dilution). Cette progression de 2,3 M\$ du résultat net s'explique par une augmentation des honoraires de gestion de base de 11,8 M\$, conjuguée à la hausse des honoraires de performance de 3,1 M\$, lesquelles ont été contrebalancées par une augmentation globale des charges opérationnelles de 5,8 M\$. La variation du résultat net du trimestre terminé le 31 décembre 2012 par rapport à celui de la période correspondante terminée le 31 décembre 2011 s'explique par l'ajout de 2,8 M\$ à l'amortissement des immobilisations incorporelles, par des frais d'acquisition et de restructuration de 1,5 M\$ liés aux transactions de Natcan et de CWM, par l'ajout d'une charge d'intérêts de 1,0 M\$ sur la dette à long terme, par une augmentation de la charge d'impôt de 0,4 M\$ et par la charge de 0,6 M\$ au titre de l'accroissement des paiements de l'obligation liée au prix d'acquisition, conjuguée à la perte de juste valeur de 0,6 M\$ sur les instruments financiers dérivés.

## COMPARAISON ENTRE LE TRIMESTRE CONSIDÉRÉ ET LE TRIMESTRE PRÉCÉDENT

Par rapport au trimestre terminé le 31 décembre 2012, le bénéfice de la Société est resté stable à 3,1 M\$, ou 0,05 \$ par action (de base et après dilution), compte tenu d'une hausse des honoraires de gestion de base de 1,2 M\$ conjuguée à une hausse des honoraires de performance de 3,5 M\$, contrebalancées par une augmentation globale des charges opérationnelles de 1,6 M\$. La stabilité du résultat net de 3,0 M\$ s'explique en outre par une hausse des frais d'acquisition et de restructuration de 1,8 M\$ liés aux transactions de Natcan et de CWM, par une perte de 0,6 M\$ sur la juste valeur des instruments financiers dérivés par opposition à un profit de 1,4 M\$ au trimestre précédent (variation défavorable de 2,0 M\$), et par la baisse de la charge d'impôt de 0,7 M\$.

Le résultat net a été amputé de 4,6 M\$, ou 0,08 \$ par action, en raison d'éléments hors trésorerie, et de 1,6 M\$, ou 0,03 \$ par action, en raison de charges non récurrentes (nettes d'impôt) pour le trimestre. Après le rajout de ces éléments au bénéfice net de 3,1 M\$, ou 0,05 \$ par action, de la Société, le bénéfice net ajusté (mesure non conforme aux IFRS définie à la page 34) pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012 se chiffre à 9,3 M\$, soit 0,16 \$ par action (de base et après dilution).

Le bénéfice net ajusté avait été de 2,8 M\$, ou 0,08 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 et de 6,6 M\$, ou 0,12 \$ par action, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012.

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 15 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, la Société a dégagé un bénéfice net de 3,0 M\$, ou 0,06 \$ par action (de base et après dilution). Pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011, la Société avait dégagé un bénéfice net de 8,8 M\$, ou 0,24 \$ par action (de base et après dilution). Ce repli du résultat net s'explique par une augmentation des produits d'exploitation de 45,2 M\$, contrebalancée par une hausse globale des charges opérationnelles de 26,4 M\$. Le repli du résultat net est aussi la conséquence de l'augmentation de 9,2 M\$ de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de hausses de 5,9 M\$ des frais d'acquisition et de 4,2 M\$ des frais de restructuration et indemnités de fin de contrats de travail consécutives à la transaction de Natcan, comparativement aux 3,4 M\$ de

frais de restructuration qui avaient découlé de la transaction de Sceptre au cours de l'exercice précédent, de l'ajout d'une charge d'intérêts de 2,9 M\$ sur la dette à long terme, d'une charge de 1,9 M\$ au titre de l'accroissement des paiements de l'obligation liée au prix d'acquisition, et de la variation de 1,4 M\$ de la juste valeur des instruments financiers dérivés, outre la baisse de 1,4 M\$ de la charge d'impôt.

Le résultat net de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 s'est ressenti d'éléments hors trésorerie de 16,0 M\$, ou 0,33 \$ par action, et de charges non récurrentes (nettes d'impôt) de 9,3 M\$, ou 0,19 \$ par action. Après le rajout de ces éléments au résultat net de 3,0 M\$, ou 0,06 \$ par action, de la Société, le bénéfice net ajusté (mesure non conforme aux IFRS définie à la page 34) de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 se chiffre à 28,4 M\$, ou 0,59 \$ par action.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011 avait été de 16,2 M\$, ou 0,44 \$ par action.

## COMPARAISON ENTRE LA PÉRIODE DE 12 MOIS DE L'EXERCICE CONSIDÉRÉ ET L'EXERCICE PRÉCÉDENT DE 12 MOIS

Pour une meilleure comparaison entre les résultats nets, ceux-ci sont présentés pour 12 mois.

Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, la perte nette de la Société se chiffre à 0,1 M\$, soit néant par action (de base et après dilution). Pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011, la Société avait dégagé un bénéfice net de 8,8 M\$, ou 0,24 \$ par action (de base et après dilution). Ce repli de 8,8 M\$ du résultat net s'explique par une hausse globale des charges opérationnelles de 7,8 M\$ et une baisse des honoraires de performance de 2,3 M\$. Le repli du résultat net s'explique en outre par la hausse de 5,5 M\$ de l'amortissement des immobilisations incorporelles, par une hausse de 4,3 M\$ des frais d'acquisition et l'ajout de frais de restructuration de 6,7 M\$ liés à la transaction de Natcan comparativement à des frais de restructuration de 3,4 M\$ consécutifs à la transaction de Sceptre au cours de l'exercice précédent, par l'ajout d'une charge d'intérêts de 1,9 M\$ sur la dette à long terme, par une charge de 1,2 M\$ au titre de l'accroissement des paiements de l'obligation liée au prix d'acquisition, et par une variation de 0,9 M\$ de la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Enfin, la hausse de 16,5 M\$ des honoraires de gestion de base et la baisse de 2,4 M\$ de la charge d'impôt ont contrebalancé les éléments ci-dessus, contribuant à la variation du résultat net de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 par rapport à l'exercice précédent.



# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

Le résultat net s'est senti d'éléments hors trésorerie de 11,4 M\$, ou 0,25 \$ par action, et de charges non récurrentes (nettes d'impôt) de 7,7 M\$, ou 0,17 \$ par action, au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012. Après le rajout de ces éléments à la perte nette de 0,1 M\$, ou néant par action, de la Société, le bénéfice net ajusté (mesure non conforme aux IFRS définie à la page 34) de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 se chiffre à 19,1 M\$, ou 0,41 \$ par action.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011 avait été de 16,2 M\$, ou 0,44 \$ par action.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

L'information trimestrielle présentée ci-dessous n'a pas été auditée, mais elle a été établie selon les IFRS. Sont présentés ci-après les actifs sous gestion, le total des produits des activités ordinaires, le BAIIA et le résultat net de la Société sur une base consolidée, y compris les montants par action, pour chacun des huit trimestres les plus récents.

TABLEAU 10 – RÉSULTATS TRIMESTRIELS (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES ACTIFS SOUS GESTION, QUI SONT EXPRIMÉS EN MILLIONS DE DOLLARS)

	T5 31 déc. 2012	T4 30 sept. 2012	T3 30 juin 2012	T2 31 mars 2012	T1 31 déc. 2011	T4 30 sept. 2011	T3 30 juin 2011	T2 31 mars 2011
Actifs sous gestion	57 043	55 221	53 915	28 691	28 920	29 020	30 060	29 452
Total des produits	31 009	26 399	26 257	15 531	16 131	16 072	17 578	17 936
BAIIA	12 454	9 408	10 424	3 403	3 411	3 993	5 064	4 310
Résultat net	3 086	3 008	(3 463)	(435)	829	1 246	2 812	1 897
PAR ACTION								
BAIIA <sup>1</sup>	0,22	0,17	0,18	0,09	0,07	0,11	0,12	0,11
Résultat de base et dilué	0,05	0,05	(0,06)	(0,01)	0,02	0,03	0,08	0,05
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	0,16	0,12	0,13	0,07	0,08	0,08	0,12	0,12

1. Le BAIIA et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 34. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

## ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES TENDANCES

### ACTIFS SOUS GESTION

Les actifs sous gestion se sont accrus au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2012 en raison de l'acquisition de CWM en décembre 2012, de l'appréciation de la valeur de marché et de l'augmentation des actifs sous gestion par suite des efforts déployés par l'équipe Commercialisation et l'équipe Ventes. L'acquisition des actifs sous gestion de Natcan en avril 2012 avait contribué à l'augmentation des actifs sous gestion du trimestre terminé le 30 juin 2012, alors que, précédemment, après le regroupement avec Sceptre le 1<sup>er</sup> septembre 2010, les actifs sous gestion étaient demeurés assez stables.





## PRODUITS

Les produits d'exploitation du trimestre terminé le 31 décembre 2012 ont augmenté par suite de la hausse des honoraires de performance, de flux de trésorerie positifs et de l'appréciation de la valeur de marché ainsi que de la prise en compte d'un mois de produits supplémentaires dans la foulée de l'acquisition de CWM. Le trimestre précédent terminé le 30 septembre 2012 avait été stable par rapport au trimestre terminé le 30 juin 2012, lequel avait été caractérisé par l'acquisition de Natcan, qui avait ajouté 10,8 M\$ de produits supplémentaires.

## BAIIA

Le BAIIA a fluctué, pour s'établir dans une fourchette de 3,4 M\$ à 12,4 M\$. Le trimestre considéré terminé le 31 décembre 2012 a bénéficié des honoraires de performance et de la hausse des honoraires de gestion de base tirés des actifs sous gestion par suite des efforts déployés par l'équipe Ventes. L'acquisition de Natcan, le 2 avril 2012, a entraîné une hausse du BAIIA, tandis que le regroupement avec Sceptre, le 1<sup>er</sup> septembre 2010, avait contribué à la croissance du BAIIA des trimestres postérieurs à la fusion. Le BAIIA des trimestres allant du 30 septembre 2011 au 31 mars 2012 a diminué en raison de la hausse des charges opérationnelles, hausse qui s'explique par le relèvement de la charge de rémunération attribuable à l'excellente performance de nos équipes de placement, en particulier dans les domaines des titres à revenu fixe et des actions mondiales, ainsi que par la poursuite de nos investissements dans des initiatives stratégiques, comme

l'établissement d'une succursale aux États-Unis et d'un fonds de placements immobiliers, et les frais de mise en route qui en ont découlé.

## RÉSULTAT NET

Le résultat net a fluctué, se situant dans une fourchette allant d'une perte de 3,5 M\$ à un bénéfice de 3,1 M\$. Le résultat net a augmenté à la suite du regroupement avec Sceptre, le 1<sup>er</sup> septembre 2010, mais il a depuis fléchi ces derniers trimestres en raison de diverses initiatives et de charges non récurrentes liées à la transaction de Natcan, notamment pour le trimestre terminé le 30 juin 2012. De plus, le trimestre considéré est resté stable par rapport au trimestre terminé le 30 septembre 2012.

## RÉSULTAT NET AJUSTÉ

Le résultat net ajusté par action est un bon indicateur de la capacité de l'entreprise à générer des flux de trésorerie. Après l'acquisition de Sceptre, le résultat net ajusté de la Société a été constant, correspondant à un bénéfice net ajusté trimestriel d'environ 0,12 \$ par action. Le premier trimestre postérieur à l'acquisition de Natcan s'est soldé par un bénéfice net ajusté de 0,13 \$ par action, le trimestre suivant terminé le 30 septembre 2012 a dégagé un bénéfice net ajusté de 0,12 \$ par action, et le trimestre considéré terminé le 31 décembre 2012 s'est soldé par un bénéfice net ajusté de 0,16 \$ par action, par suite surtout des honoraires de performance supplémentaires enregistrés pendant le trimestre.

## LIQUIDITÉ

Le tableau ci-après fournit un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

**TABLEAU 11 – SOMMAIRE DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 30 SEPTEMBRE 2011 :**

(en milliers de dollars – audité)	31 décembre	30 septembre
	2012	2011
	15 mois	12 mois
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	17 888	8 442
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(107 631)	534
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	95 793	(10 187)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 050	(1 211)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	(34)	1 177
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>6 016</b>	<b>(34)</b>

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 ont totalisé 17,9 M\$, contre 8,4 M\$ pour l'exercice de 12 mois terminé le 30 septembre 2011. L'écart s'explique surtout par l'acquisition de Natcan en avril 2012 et par l'ajout d'un trimestre supplémentaire à l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement de 107,6 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 résultent principalement d'un paiement de 92,4 M\$ en contrepartie de la récente acquisition de Natcan, en plus d'un apport de 5,1 M\$ au capital de Fiera Immobilier, coentreprise immobilière de la Société.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 95,8 M\$ pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 résultent principalement d'une dette à long terme additionnelle de 108,0 M\$ contractée à la suite de l'acquisition de Natcan le 2 avril, lequel financement a été contrebalancé par des charges d'intérêts et charges financières de 2,8 M\$ et des versements de dividendes de 19,4 M\$. De plus, un produit de 1,5 M\$ tiré de l'émission de titres de capitaux propres explique les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de la période considérée.

## DETTE À LONG TERME

Après l'acquisition de Natcan du 2 avril 2012, la dette à long terme de la Société se chiffre à 108 M\$. L'emprunt non garanti porte intérêt au taux d'acceptation bancaire majoré d'une prime variable et vient à échéance en mars 2017; il est remboursable en versements trimestriels de 2 M\$ à partir de juin 2015 jusqu'en mars 2017. Le 1<sup>er</sup> mai 2012, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt, dont le montant notionnel se chiffre à 108 M\$, qui consiste en l'échange d'un taux variable contre un taux fixe de 1,835 % jusqu'en mars 2017, payable en mensualités.

Aux termes de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives portant sur des ratios financiers minimaux. Ces clauses restrictives comprennent un ratio de la dette à long terme au BAIIA et un ratio de couverture des intérêts. Le BAIIA, qui n'est pas une mesure conforme aux IFRS, représente en l'occurrence, sur une base consolidée, le résultat net de l'emprunteur avant intérêts, impôts, amortissements, charges non récurrentes et charges ponctuelles liées aux acquisitions et autres éléments hors trésorerie.

## EMPRUNT BANCAIRE

La Société a un emprunt bancaire non garanti autorisé de 10 M\$, portant intérêt au taux préférentiel majoré d'une prime variant de 0 % à 1 %, ou au taux des acceptations bancaires majoré d'une prime variant de 1 % à 2 %, venant à échéance en mars 2017. Les clauses restrictives sont les mêmes que celles visant la dette à long terme.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2012 et au 30 septembre 2011, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, que ce soit en lien avec une garantie, un dérivé (excepté le swap de taux d'intérêt mentionné à la rubrique « Dette à long terme » ci-dessus) ou une entité à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas à en conclure d'autres.

## POURSUITES JUDICIAIRES

Fiera Capital peut se trouver engagée dans divers litiges et réclamations dans le cadre de ses activités normales. Bien que la Société ne puisse prédire l'issue des litiges et des réclamations en cours au 31 décembre 2012, la direction, en se fondant sur l'information disponible et sur son évaluation du bien-fondé de ces litiges et réclamations, estime que le règlement de ces litiges et réclamations n'aura pas d'incidence importante ou défavorable sur la situation financière ou les résultats opérationnels consolidés de la Société.

## AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

L'entreprise a contribué aux régimes à cotisations déterminées pour ses employés. Les cotisations pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 s'élèvent à 1,3 M\$ (0,8 M\$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011).

Dans le cadre du regroupement d'entreprises présenté à la note 4, la Société a assumé le rôle de promoteur des régimes de retraite individuels (les RRI) qui ont été établis par la Société pour certains anciens employés. En vertu des lois sur les régimes de retraite, tant que les RRI sont en cours, la Société n'est pas tenue légalement de verser des contributions destinées à couvrir les déficits de solvabilité aux termes des RRI. Toutefois, la Société a, de par la loi, une obligation en ce qui concerne la capitalisation du déficit courant. Ces RRI ont un cycle d'évaluation triennal. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et la prochaine évaluation actuarielle sera le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2011, les RRI de deux anciens employés de direction avaient un déficit de financement continu de 1 577 \$. Le besoin de financement, le cas échéant, sera confirmé à la date de cessation des régimes.



## CAPITAL-ACTIONS

Au 31 décembre 2012, la Société avait en circulation 35 368 114 actions de catégorie A à droit de vote subalterne et 21 207 964 actions de catégorie B à droit de vote spécial, soit au total 56 576 078 actions, contre 15 367 666 actions de catégorie A à droit de vote subalterne et 21 207 964 actions de catégorie B à droit de vote spécial, pour un total de 36 575 630 actions en circulation au 30 septembre 2011.

Le 6 octobre 2011, le conseil d'administration a mis en place un régime d'achat d'actions du personnel dans le but d'attirer et de retenir les employés admissibles en les invitant à participer à la croissance et au développement de la Société. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu du régime a été fixé à 1,5 million d'actions de catégorie A à droit de vote subalterne. Le conseil peut déterminer la date de souscription ainsi que le nombre d'actions que chaque employé admissible peut souscrire. Le prix de souscription est établi selon le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société négociées à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date de souscription.

## RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Suit le tableau des transactions ayant eu lieu au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et de l'exercice terminé le 30 septembre 2011 au sein des régimes d'options sur actions de la Société.

TABLEAU 12 – OPTIONS

	31 décembre 2012		30 septembre 2011	
	Nombre d'actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Option en cours au début de l'exercice	1 630 072	5,93	1 135 878	4,25
Attribuées	986 939	8,22	709 028	8,39
Exercées	(181 401)	4,16	(139 573)	5,54
Expirées	-	-	(7 200)	6,15
Perdus par renonciation	(145 217)	8,13	(68 061)	4,10
En circulation à la fin de l'exercice	2 290 393	6,92	1 630 072	5,93
Options exerçables à la fin de l'exercice	707 172	5,88	320 875	4,75

## CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du cinquième trimestre terminé le 31 décembre 2012, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Fiera Capital n'a fait l'objet d'aucune modification qui a eu ou dont il est raisonnable de penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction de la Société, sous la supervision du chef de la direction et du premier vice-président, Finances, a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière (au sens du Règlement 52-109) en date du 31 décembre 2012. En s'appuyant sur cette évaluation, le chef de la direction et le premier vice-président, Finances, ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures de communication de l'information et de ces contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient satisfaisants et efficaces en date du 31 décembre 2012.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques auxquels elle était exposée au 31 décembre 2012.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société de conserver et d'accroître ses actifs, constitue le principal inducteur de performance des résultats courants.

Le bilan consolidé présente le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque. Même si certains de ces facteurs peuvent avoir une incidence sur la valeur des actifs sous gestion des clients, l'analyse qui suit porte essentiellement sur le propre portefeuille de placements de la Société.

Le risque de perte auquel s'expose la Société à l'égard de ses instruments financiers découle principalement du risque de marché, qui comprend le risque de taux d'intérêt et le risque lié aux fluctuations du marché boursier, le risque de crédit et le risque de liquidité.

### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de variations défavorables des taux et des cours du marché, comme les taux d'intérêt, les fluctuations des marchés boursiers et d'autres variations pertinentes des taux et des cours du marché. Le risque de marché est directement tributaire de la volatilité et de la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents sont négociés. Les paragraphes suivants décrivent les principales expositions au risque de marché de la Société ainsi que la manière dont ces expositions sont actuellement gérées.

### RISQUE LIÉ AUX FLUCTUATIONS DU MARCHÉ BOURSIER

Les fluctuations de la valeur des titres de participation ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des gains et des pertes liés aux titres de participation et aux titres de fonds mutuels et fonds communs du portefeuille de la Société et elles entraînent des modifications liées aux gains et aux pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur

les marchés des capitaux propres et obligataires et, par conséquent, sur la valeur des actifs financiers disponibles à la vente détenus, soit les titres de fonds communs.

Le portefeuille de placements de la Société est géré par cette dernière selon un mandat visant à maintenir un niveau de risque moyen. L'expertise particulière de la Société est la gestion de placements et, dans le cadre de ses activités quotidiennes, elle possède des ressources pour évaluer et gérer les risques liés à un portefeuille. Le portefeuille de titres de participation et de titres liés aux actions de la Société au 31 décembre 2012 comprenait des placements dans des fonds mutuels et fonds communs gérés par la Société ayant une juste valeur de 6,5 M\$. Les placements dans des fonds mutuels et fonds communs comprennent un portefeuille de placements canadiens très diversifiés et ils n'ont pas d'échéances précises.

Une variation de 10 % de la valeur des placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres liés à des capitaux propres compris dans les autres éléments du résultat global au 31 décembre 2012 aurait eu pour effet de faire monter ou baisser les autres éléments du résultat global de 0,7 M\$.

### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une obligation et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds détenus pour des clients et les billets à court terme est limité, car les contreparties sont des banques à charte avec des hautes cotes de crédit attribuées par les agences de notation nationales.

### RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt de la Société découle de la dette à long terme et de l'emprunt bancaire. La dette à long terme émise à taux variables et l'emprunt bancaire exposent la Société au risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie, qui est partiellement compensé par les sommes d'argent détenues à taux variable.

La Société gère son risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie grâce à des swaps de taux d'intérêt flottant-à-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont l'effet économique de la conversion de dette à taux flottant en dette à taux fixe. La Société a obtenu sa dette à long terme à taux flottant et l'a troquée en dette à taux fixes qui sont inférieurs à ceux disponibles si la Société avait emprunté à taux fixe directement. En vertu du swap de taux

d'intérêt, la Société convient avec la contrepartie d'échanger, à des intervalles spécifiés, la différence entre le taux fixe du contrat et les montants des intérêts à taux flottant calculés en fonction des montants notionnels convenus.

### RISQUE DE CHANGE

La Société réalise moins de 1 % de ses revenus principalement en dollars US et est donc peu exposée aux fluctuations des taux de change. La Société ne gère pas activement ce risque. Voir la note 6. Instruments financiers des états financiers consolidés pour plus d'information.

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

La Société vise à disposer de liquidités suffisantes pour faire face à ses échéances. La Société surveille le solde de sa trésorerie et ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations. Voir la note 6. Instruments financiers des états financiers consolidés pour plus d'information.

### ÉTABLISSEMENT DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers représente le montant de la contrepartie que des parties bien informées et consentantes, libres de toute restriction, auraient accepté dans des conditions de concurrence normale. Les méthodes et hypothèses ci-après ont servi à l'établissement de la juste valeur.

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de la valeur comptable, car la dette à long terme comporte des modalités, y compris des taux d'intérêt variables, qui sont semblables à celles que la Société peut obtenir pour des instruments assortis de modalités comparables.

Les instruments financiers dérivés consistent principalement en swaps. La Société détermine la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le prix d'achat ou de vente, suivant le cas, pratiqué sur le marché actif le plus avantageux auquel la Société a un accès immédiat. S'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier dérivé, la Société détermine la juste valeur en employant des techniques d'évaluation et en utilisant les informations disponibles sur le marché concernant les transactions sur d'autres instruments quasi identiques, une analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres techniques, s'il y a lieu. La Société s'assure, autant que possible, que sa technique d'évaluation intègre tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix, et que cette technique est

conforme aux méthodes économiques reconnues pour la fixation du prix d'instruments financiers. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable des instruments financiers dérivés classés comme couvertures de flux de trésorerie correspondait à 1,5 M\$.

### GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués et de la dette à long terme, y compris la partie courante de cette dernière, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes, tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur au titre de l'emprunt contracté.

Afin de maintenir sa structure du capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, et acquérir ou céder des actifs pour accroître sa performance et sa marge de manœuvre financières.

Pour se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société doit conserver un fonds de roulement d'au moins 0,3 M\$, comme il est précisé dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et les dispenses d'inscription*.

Au 31 décembre 2012, tous covenants et exemptions à l'égard des dettes ont été respectés.

### MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

#### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Nos états financiers consolidés présentent nos résultats et notre situation financière selon les IFRS. Ils ont été établis conformément aux normes IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à nos méthodes comptables. Auparavant, nos états financiers annuels et nos états financiers intermédiaires consolidés étaient préparés selon les PCGR du Canada. L'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence importante sur notre performance globale, sur nos décisions stratégiques ni sur les tendances fondamentales qui sous-tendent nos activités.

## INCIDENCE DE LA TRANSITION AUX IFRS

IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, fournit des directives au sujet de la première application des IFRS. L'analyse des IFRS et la comparaison que nous avons établie par rapport aux méthodes comptables que nous utilisons sous le régime des PCGR du Canada ont permis de déterminer que nos méthodes étaient généralement conformes aux IFRS sous plusieurs aspects, mais elles ont aussi mis en lumière un certain nombre de différences importantes. Nos états financiers consolidés audités et notre rapport de gestion pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011 fournissent plus de précisions sur ces différences et sur les ajustements s'y rapportant.

IFRS 1 prévoit des exceptions obligatoires ainsi que des exemptions facultatives. Nous avons choisi d'appliquer certaines des exemptions facultatives en vue de réduire la complexité du passage aux IFRS. La note 13 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 fournit plus de précisions sur les exemptions à IFRS 1 dont nous nous sommes prévalus ainsi qu'un rapprochement entre nos résultats de 2011 auparavant dressés selon les PCGR du Canada et ceux établis selon les IFRS. Le rapprochement porte notamment sur le total des capitaux propres au 1<sup>er</sup> octobre 2010, au 31 décembre 2010 et au 30 septembre 2011, de même que sur le résultat net et le résultat global pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010 et l'exercice terminé le 30 septembre 2011. Nos méthodes comptables conformes aux IFRS sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés.

## MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA correspond à la somme du résultat net plus les intérêts sur la dette et les autres charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements et la perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, les primes de maintien en poste et certains frais d'acquisition.

Le résultat net ajusté correspond à la somme du résultat net, des éléments hors trésorerie (dont la dotation aux amortissements et la perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles) et des charges non récurrentes (dont les primes spéciales et certains frais d'acquisition et de restructuration).

Nous avons inclus des mesures non conformes aux IFRS pour fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de notre rendement financier et opérationnel. Nous estimons que les mesures non conformes aux IFRS constituent

d'importantes mesures complémentaires du rendement financier et opérationnel, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une incidence moindre sur notre rendement financier et opérationnel, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. Notre direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison du rendement financier et opérationnel d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assumer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des informations présentées en conformité avec les IFRS. Par exemple, une partie ou la totalité des mesures non conformes aux IFRS ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et de capital sur notre dette et d) des versements d'impôt qui représentent une réduction de notre trésorerie disponible. Nous considérons les éléments exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de notre rendement, mais certains de ces éléments pourraient persister et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est appropriée. Cependant, ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse; elles ne doivent pas être examinées isolément ni se substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, il est possible que d'autres entreprises calculent les mesures non conformes aux IFRS différemment. Ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.



## RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque, dont les suivants.

### LES CLIENTS NE S'ENGAGENT PAS DANS UNE RELATION À LONG TERME

Les conventions aux termes desquelles Fiera Capital gère les actifs de ses clients, conformément aux pratiques du secteur, peuvent être résiliées moyennant un court préavis. Les clients qui investissent dans des parts des Fonds peuvent aussi faire racheter leurs parts moyennant un court préavis. Par conséquent, rien ne garantit que Fiera Capital sera en mesure d'atteindre un niveau d'actif sous gestion déterminé ni de le maintenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur la capacité de Fiera Capital d'attirer et de retenir des clients, et sur ses frais de gestion, sa rémunération liée au rendement et sa rentabilité d'ensemble.

La perte de tout client important ou d'un nombre important de clients existants pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Fiera Capital.

### UN FAIBLE RENDEMENT DES PLACEMENTS POURRAIT ENTRAÎNER LA PERTE DE CLIENTS EXISTANTS, UNE INCAPACITÉ À ATTIRER DE NOUVEAUX CLIENTS, UNE DIMINUTION DE L'ACTIF SOUS GESTION ET UNE BAISSSE DES REVENUS

Un faible rendement des placements, que ce soit par rapport aux concurrents de Fiera Capital ou autrement, pourrait faire en sorte que des clients existants décident de retirer leurs fonds pour investir dans des produits offrant un meilleur rendement et pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de Fiera Capital d'attirer les investissements de nouveaux clients et de clients existants, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur l'actif sous gestion, les frais de gestion et les perspectives de rentabilité et de croissance de Fiera Capital. De plus, la capacité de Fiera Capital de gagner une rémunération liée au rendement est directement liée au rendement de ses placements et, par conséquent, un faible rendement des placements pourrait faire en sorte que Fiera Capital gagne une rémunération liée au rendement moindre, voire aucune rémunération liée au rendement. Fiera Capital ne peut garantir qu'elle sera en mesure d'obtenir des rendements relatifs positifs, de retenir des clients existants ou d'attirer de nouveaux clients.

### DÉPENDANCE ENVERS UN CLIENT IMPORTANT

Dans le cadre de l'opération avec Natcan, Fiera Capital a conclu une convention relative aux actifs sous gestion avec Natcan et Banque Nationale. Après l'opération avec Natcan, Banque Nationale est devenue le plus important client de Fiera Capital avec un actif sous gestion de 21,2 G\$ en date du 31 décembre 2012, ce qui représente environ 37 % de l'actif sous gestion de 57 G\$ de Fiera Capital. La résiliation de la convention ou le défaut de la renouveler pourrait entraîner une réduction importante de l'actif sous gestion de Fiera Capital, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur ses activités, sa situation financière éventuelle et ses résultats d'exploitation.

### LA PERTE D'EMPLOYÉS CLÉS EN RAISON DE PRESSIONS CONCURRENTIELLES POURRAIT ENTRAÎNER UNE PERTE DE CLIENTS ET UNE BAISSSE DES REVENUS

Les activités de Fiera Capital dépendent des employés hautement qualifiés et souvent hautement spécialisés qu'elle embauche. Le rôle de ces personnes au sein des équipes de gestion de placement, de gestion du risque et du service à la clientèle de Fiera Capital est important pour attirer et retenir des clients. Fiera Capital consacre d'importantes ressources au recrutement, à la formation et à la rémunération de ces personnes. Toutefois, compte tenu de la croissance du total des actifs sous gestion dans le secteur de la gestion de placements, du nombre de nouvelles sociétés qui se lancent dans le secteur et de l'importance des rendements pour vendre des produits financiers, il y a une demande accrue pour des professionnels aguerris dans les domaines des placements et du service à la clientèle. La rémunération de ces professionnels a tendance à augmenter à un taux bien supérieur à celui de l'inflation et supérieur aux taux observés dans d'autres secteurs. Fiera Capital s'attend à ce que ces coûts continuent de représenter une part importante de ses dépenses.

Fiera Capital a pris, et continuera de prendre, des mesures pour encourager ses employés clés à demeurer au sein de Fiera Capital. Ces mesures comprennent le maintien d'un régime d'options d'achat d'actions, d'un régime incitatif à court terme et du régime d'achat d'actions à l'intention des employés, et la création d'un environnement de travail qui favorise l'épanouissement des employés. Nous sommes confiants que ces mesures visant à faire de nous un employeur de choix permettront de fidéliser ces personnes même si nous faisons face à une concurrence accrue pour des professionnels d'expérience. Nous sommes également confiants que Fiera Capital sera en mesure d'embaucher en temps opportun de nouveaux employés de grande qualité possédant les compétences recherchées.



## INTÉGRATION DES SOCIÉTÉS ACQUISES

La concrétisation des avantages prévus liés à toute acquisition réalisée ou qui pourrait être réalisée par Fiera Capital dépendra, en partie, de la capacité de la direction de Fiera Capital à réaliser les bénéfices et les économies escomptés dans le cadre de l'intégration de Fiera Capital et des sociétés acquises. L'intégration des sociétés pourrait présenter d'importants défis, et la direction de Fiera Capital pourrait ne pas être en mesure de réussir l'intégration ou de la réaliser sans heurt ou sans dépenser des sommes importantes. Il est possible que le processus d'intégration provoque le départ d'employés clés, des perturbations de leurs activités courantes respectives ou des disparités concernant les normes, les contrôles, les procédures et les politiques qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité de la direction de Fiera Capital de maintenir des liens avec des clients, des fournisseurs et des employés ou de dégager les avantages prévus d'une acquisition.

L'intégration de Fiera Capital et des sociétés acquises exige de la part de la direction des efforts importants, du temps et des ressources, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction d'autres occasions stratégiques et des questions opérationnelles au cours de ce processus. Rien ne garantit que la direction de Fiera Capital réussisse à intégrer les activités de chacune des sociétés acquises ou à réaliser les synergies ou les autres avantages prévus d'une acquisition. Toute incapacité de la direction à intégrer avec succès les activités de Fiera Capital et des sociétés visées par une acquisition, y compris les systèmes de technologie de l'information et de communication de l'information financière, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Fiera Capital.

## DES PRESSIONS CONCURRENTIELLES POURRAIENT RÉDUIRE LES REVENUS

Le secteur de la gestion des placements est concurrentiel. Certains des concurrents actuels ou éventuels de Fiera Capital ont ou pourraient avoir des ressources techniques et financières, des ressources de marketing et de distribution et d'autres ressources plus importantes que celles de Fiera Capital. Rien ne garantit que Fiera Capital soit en mesure d'atteindre ou de maintenir un niveau donné d'actifs sous gestion ou de revenus dans cet environnement concurrentiel. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la rentabilité de Fiera Capital et rien ne garantit que cette dernière soit en mesure d'être concurrentielle. De plus, la capacité de Fiera Capital de maintenir la structure de ses frais de gestion et de sa

rémunération liée au rendement dépend de sa capacité à offrir aux clients des produits et des services concurrentiels. Rien ne garantit que Fiera Capital ne subira pas de pressions concurrentielles pour baisser les frais qu'elle exige ou qu'elle sera en mesure de maintenir sa structure de frais ou de retenir des clients dans l'avenir avec cette structure de frais. Une importante réduction des frais de gestion ou de la rémunération liée au rendement de Fiera Capital pourrait avoir une incidence défavorable sur les revenus.

## CONFLITS D'INTÉRÊTS ET RISQUE POUR LA RÉPUTATION

Le défaut de Fiera Capital de gérer et de traiter de façon appropriée les conflits d'intérêts pourrait porter atteinte à sa réputation et avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité. Certains des Fonds et des comptes gérés ont des objectifs de placement qui se chevauchent, et des conflits pourraient survenir quant à la façon de répartir les occasions de placement entre eux. Il est possible que des conflits réels, éventuels ou perçus puissent entraîner l'insatisfaction des investisseurs, des actions en justice ou des mesures d'application de la loi. Les réclamations relatives aux conflits d'intérêts pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la réputation de Fiera Capital et, par voie de conséquence, sur les activités de celle-ci, notamment en raison de toute perte de clients qui y est liée.

Le risque pour la réputation est la possibilité qu'une mauvaise publicité, vraie ou fausse, puisse entraîner une baisse des bénéfices de Fiera Capital ou une diminution de sa clientèle en raison de l'incidence de cette publicité sur l'image d'entreprise de Fiera Capital. Le risque pour la réputation est inhérent à presque toutes les opérations commerciales de Fiera Capital, même si elles respectent toutes les exigences juridiques et réglementaires. Le risque pour la réputation ne peut être géré séparément, puisqu'il découle souvent du risque lié à l'exploitation, du risque lié à la réglementation et d'autres risques inhérents aux activités de Fiera Capital. Pour cette raison, la gestion du risque pour la réputation de Fiera Capital est intégrée dans tous les autres domaines de la gestion du risque et est une composante clé du code de déontologie que tous les employés de Fiera Capital doivent respecter.

## LES CHANGEMENTS DANS LE SECTEUR DE LA GESTION DE PLACEMENTS POURRAIENT ENTRAÎNER UNE BAISSÉ DES REVENUS

La capacité de Fiera Capital de générer des revenus a été grandement influencée par la croissance qu'a connue le secteur de la gestion de placements et par le rendement relatif de Fiera



Capital au sein de ce secteur. La croissance passée du secteur de la gestion de placements pourrait ne pas se poursuivre et une conjoncture économique défavorable et d'autres facteurs, y compris toute baisse importante des marchés financiers, pourraient avoir une incidence défavorable sur la popularité des services de Fiera Capital ou faire en sorte que les clients se retirent des marchés ou réduisent leurs investissements. Si, par suite d'une baisse de la croissance dans le secteur de la gestion de placements ou d'autres changements dans ce secteur, des investisseurs renonçaient à faire appel aux services de Fiera Capital, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de Fiera Capital d'attirer des clients et entraîner une baisse de ses revenus.

**LES ERREURS OU LES COMPORTEMENTS RÉPRÉHENSIBLES DES EMPLOYÉS POURRAIENT ENTRAÎNER DES SANCTIONS RÉGLEMENTAIRES OU NUIRE À LA RÉPUTATION DE FIERA CAPITAL, CE QUI POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE IMPORTANTE SUR LES ACTIVITÉS, LA SITUATION FINANCIÈRE OU LA RENTABILITÉ DE FIERA CAPITAL**

Au cours des dernières années, il y a eu un certain nombre de causes très médiatisées relativement à des fraudes ou d'autres comportements répréhensibles d'employés du secteur des services financiers et, malgré les nombreuses mesures prises par Fiera Capital pour empêcher de tels événements (y compris par l'instauration de son code de déontologie), il est possible que des employés de Fiera Capital aient des comportements répréhensibles. Ces comportements pourraient comprendre le fait d'engager la responsabilité de Fiera Capital relativement à des opérations dont les montants sont supérieurs aux limites autorisées ou qui présentent des risques inacceptables, ou le fait de cacher à Fiera Capital des activités non autorisées ou ayant échoué, ce qui, dans un cas comme dans l'autre, peut comporter des risques ou des pertes inconnus et non gérés. Il pourrait aussi s'agir d'une mauvaise utilisation de renseignements confidentiels, ce qui pourrait entraîner des sanctions réglementaires et nuire de façon importante à la réputation de Fiera Capital. Fiera Capital pourrait également subir une perte à la suite d'une erreur commise par un employé. Il n'est pas toujours possible d'empêcher un employé d'avoir des comportements répréhensibles ou de faire des erreurs, et les précautions adoptées par Fiera Capital pour prévenir et déceler ce genre d'activités peuvent ne pas être efficaces dans tous les cas, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

**RISQUE LIÉ À LA RÉGLEMENTATION ET RISQUE DE LITIGES**

Fiera Capital peut exercer ses activités dans la mesure où elle se conforme aux lois sur les valeurs mobilières des territoires dans lesquels elle exerce ses activités et qu'elle continue de respecter les conditions d'inscription en vertu de ces lois. Tout changement apporté au cadre réglementaire en matière de valeurs mobilières ou tout défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ces lois ou règles ou à l'un ou l'autre de ces règlements pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités de Fiera Capital. Il y a également la possibilité que les lois ou les règlements régissant les activités de Fiera Capital ou, plus particulièrement, ses produits ou ses services d'investissement, puissent être modifiés ou interprétés d'une manière qui pourrait être défavorable pour Fiera Capital. L'environnement réglementaire en matière de valeurs mobilières évolue rapidement et des ressources humaines supplémentaires pourraient être requises pour faire face à la rigueur accrue des normes d'efficacité opérationnelle du secteur de la gestion de placements et aux pressions concurrentielles exercées pour l'élaboration de produits et de services innovateurs. La mise en œuvre d'autres obligations en matière de présentation de rapports et d'autres procédures visant les fonds de placement pourrait exiger des dépenses supplémentaires. La non-conformité à ces règlements pourrait entraîner des amendes, une interruption temporaire ou permanente des activités de Fiera Capital ou de certains des employés de Fiera Capital, ou une atteinte à la réputation de Fiera Capital, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Malgré l'efficacité des mesures mises en place par Fiera Capital pour surveiller et gérer les politiques et les procédures de conformité, Fiera Capital, et l'un ou l'autre de ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, pourraient être tenus responsables ou devoir payer des amendes, ce qui pourrait limiter la capacité de la société d'exercer ses activités. Fiera Capital a souscrit différents types d'assurances pour couvrir certains risques éventuels et elle évalue régulièrement le caractère adéquat de ces assurances. Au cours des dernières années, le coût pour obtenir de telles assurances a augmenté tandis que le nombre d'assureurs diminuait. En raison de l'instauration du régime de responsabilité civile applicable au marché secondaire, il pourrait être encore plus difficile à l'avenir d'obtenir de l'assurance à des conditions raisonnables.

Le risque de litiges est inhérent au secteur de la gestion de placements dans lequel Fiera Capital exerce ses activités. Le risque de litiges ne peut être éliminé, même en l'absence

de cause légale d'action. À cet égard, les risques juridiques auxquels sont exposés Fiera Capital, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et ses mandataires comprennent la possibilité d'être tenus responsables de ne pas avoir respecté les lois sur les valeurs mobilières, d'avoir manqué à une obligation fiduciaire et d'avoir mal utilisé les fonds des investisseurs. De plus, en raison de l'instauration du régime de responsabilité civile applicable au marché secondaire dans certains territoires, les actionnaires insatisfaits pourraient plus facilement faire des réclamations contre Fiera Capital, ses administrateurs et ses dirigeants.

## ENDETTEMENT

La convention de crédit modifiée et mise à jour contient des clauses restrictives qui limitent la capacité de Fiera Capital d'exécuter certains types d'opérations et elle impose des restrictions importantes en matière d'exploitation, ce qui pourrait empêcher Fiera Capital de saisir certaines occasions d'affaires et de prendre certaines mesures pouvant servir ses intérêts.

### CES CLAUSES RESTRICTIVES PEUVENT L'EMPÊCHER DE FAIRE CE QUI SUIT, ENTRE AUTRES :

- Contracter, créer, prendre en charge ou permettre qu'existe une dette additionnelle au titre de sommes empruntées (au sens de la convention de crédit modifiée et mise à jour);
- Créer, prendre en charge, maintenir, permettre que soient en cours certains cautionnements;
- Racheter ou rembourser des actions de Fiera Capital, ou verser des dividendes sur celles-ci;
- Effectuer des investissements et des prêts;
- Créer, contracter, prendre en charge ou permettre qu'existent certains privilèges; effectuer certaines fusions, acquisitions, ventes d'actifs ou opérations de cessions-bails;
- Aliéner des actifs;
- Modifier de quelque façon que ce soit la nature de ses activités commerciales;
- Modifier de quelque façon que ce soit les documents constitutifs de Fiera Capital, ses chartes, ses règlements administratifs ou son territoire de constitution;
- Modifier une disposition importante des contrats importants (au sens des présentes);
- Regrouper, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité des actifs.

Ces restrictions peuvent nous empêcher de prendre des mesures qui, selon nous, seraient dans l'intérêt de notre entreprise et pourraient faire en sorte qu'il soit difficile pour Fiera Capital d'exécuter sa stratégie d'affaires ou de livrer une concurrence efficace aux sociétés qui ne sont pas assujetties à de telles restrictions.

En outre, la convention de crédit modifiée et mise à jour prévoit que Fiera Capital doit respecter certains critères et ratios financiers et qu'un changement de contrôle constituera un cas de défaut.

Compte tenu du bilan solide de Fiera Capital, ces clauses restrictives n'empêchent pas Fiera Capital d'exercer ses activités commerciales de la façon dont elle le fait en ce moment, mais rien ne garantit que dans l'avenir, la capacité de Fiera Capital à apporter des changements à ses activités commerciales ou concurrentielles ou à procéder à des fusions, des acquisitions ou des aliénations d'actifs ne sera pas limitée. En outre, le défaut de respecter ces clauses restrictives, notamment le défaut de respecter les critères ou les ratios financiers, pourrait vraisemblablement occasionner un cas de défaut aux termes de la convention de crédit modifiée et mise à jour.

De plus, une partie de la dette de Fiera Capital, notamment les emprunts effectués aux termes de la convention de crédit modifiée et mise à jour, portent intérêt à des taux variables et exposent Fiera Capital à un risque de taux d'intérêt. En cas d'augmentation des taux d'intérêt, les obligations liées aux services de la dette à taux variable de Fiera Capital augmenteraient même si le montant emprunté demeurait le même, et le revenu net et les flux de trésorerie diminueraient.

### LE DÉFAUT DE GÉRER LES RISQUES DANS DES MODÈLES DE PORTEFEUILLE POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE IMPORTANTE SUR LES ACTIVITÉS, LA SITUATION FINANCIÈRE OU LA RENTABILITÉ DE FIERA CAPITAL

Fiera Capital surveille, évalue et gère les principaux risques associés à l'exercice de ses activités. Ces risques comprennent les risques externes associés au marché, auxquels tous les investisseurs sont soumis, ainsi que les risques internes découlant de la nature des activités de Fiera Capital. Certaines méthodes de gestion du risque de Fiera Capital sont fondées sur l'utilisation des données concernant les fluctuations passées des marchés. Par conséquent, ces méthodes pourraient ne pas permettre de prédire l'exposition aux risques futurs, laquelle pourrait être beaucoup plus importante que ce que les résultats passés indiquent.



D'autres méthodes de gestion du risque reposent sur l'analyse de renseignements concernant des marchés, des clients ou d'autres aspects, qui sont des renseignements auxquels a accès le public en général ou Fiera Capital en particulier. Ces renseignements pourraient ne pas être exacts, complets, à jour ou évalués de façon appropriée dans tous les cas. La gestion des risques opérationnels, juridiques et liés à la réglementation nécessite, entre autres choses, des politiques et des procédures visant à enregistrer adéquatement et à vérifier un nombre important d'opérations et d'événements, et ces politiques et procédures pourraient ne pas être totalement efficaces. Le défaut de Fiera Capital de gérer les risques dans ses modèles de portefeuille pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité.

#### **UNE CROISSANCE RAPIDE DE L'ACTIF SOUS GESTION DE FIERA CAPITAL POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE SUR LE RENDEMENT DE SES PLACEMENTS OU SUR SA CAPACITÉ À POURSUIVRE SA CROISSANCE**

Un des éléments importants du rendement des placements est la capacité de trouver de bonnes occasions de placement pour les nouveaux actifs de clients. Si Fiera Capital n'est pas en mesure de trouver en temps opportun suffisamment d'occasions de placement pour les nouveaux actifs de clients, le rendement de ses placements pourrait baisser ou Fiera Capital pourrait choisir de limiter sa croissance et de réduire le rythme auquel elle reçoit de nouveaux actifs de clients. Si l'actif sous gestion de Fiera Capital augmente rapidement, celle-ci pourrait ne pas être en mesure de tirer avantage des occasions de placement qui se sont présentées à elle par le passé ou de trouver suffisamment d'occasions de placement pour atteindre les rendements absolus qu'elle vise.

#### **ÉVALUATION**

L'évaluation des Fonds comporte une part d'incertitude. Bien que les Fonds soient audités par des auditeurs indépendants, au sens du code de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, afin de déterminer si les états financiers des Fonds sont présentés fidèlement conformément aux PCGR du Canada ou aux IFRS, l'évaluation de certains titres des Fonds et d'autres placements peut comporter des incertitudes et faire appel au jugement. Si de telles évaluations se révèlent inexactes, la valeur liquidative d'un Fonds pourrait être erronée. Il pourrait ne pas être toujours possible d'obtenir de sources indépendantes de l'information sur le cours de certains titres des Fonds et d'autres placements. De plus, les

Fonds pourraient détenir des placements qui, par leur nature, pourraient être très difficiles à évaluer de façon précise. C'est notamment le cas pour les investissements à risque détenus par Fiera Capital dans des sociétés de portefeuille fermées. Fiera Capital pourrait devoir engager des coûts importants pour rectifier les erreurs de prix découlant d'inexactitudes quant à la valeur de placements.

#### **POSSIBILITÉ DE DEVOIR ABSORBER LES FRAIS D'EXPLOITATION POUR LE COMPTE D'OPC**

Si l'actif sous gestion dans les Fonds diminue au point où exiger le paiement intégral des frais d'exploitation aux Fonds ferait en sorte que le ratio des frais de gestion ou les Fonds eux-mêmes deviennent non concurrentiels, Fiera Capital peut choisir d'absorber une partie de ces frais, ce qui entraînera une hausse des frais pour Fiera Capital et une baisse de sa rentabilité.

#### **LE DÉFAUT DE METTRE EN PLACE DES POLITIQUES, DES PROCÉDURES ET DES MESURES EFFICACES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION POURRAIT ENTRAÎNER UNE INTERRUPTION DES OPÉRATIONS ET DES PERTES FINANCIÈRES QUI POURRAIENT AVOIR UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE IMPORTANTE SUR LES ACTIVITÉS, LA SITUATION FINANCIÈRE OU LA RENTABILITÉ DE FIERA CAPITAL**

Fiera Capital compte sur l'efficacité de ses politiques, procédures et mesures en matière de sécurité de l'information pour protéger ses systèmes informatiques et de télécommunications ainsi que les données qui sont sauvegardées dans ceux-ci ou qui sont transmises au moyen de ceux-ci. Un incident en matière de sécurité de l'information causé par une source externe, tel qu'une attaque par un pirate informatique ou un virus ou un ver informatique, ou par une source interne, tel que l'impossibilité de contrôler l'accès aux systèmes importants, pourrait causer une interruption importante des opérations de Fiera Capital ou entraîner la communication ou la modification de renseignements sensibles ou confidentiels. Un tel incident pourrait entraîner une perte financière importante, des mesures d'application de la loi, le non-respect de contrats conclus avec des clients, une atteinte à la réputation ou une responsabilité légale, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Les services administratifs fournis par Fiera Capital dépendent de logiciels fournis par des tiers fournisseurs. Tout défaut de la part d'un fournisseur clé, la perte des produits de ces fournisseurs ou des problèmes ou des erreurs liés à ces

# Rapport de gestion

TRIMESTRE ET PÉRIODE DE 15 MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

produits auraient vraisemblablement une incidence défavorable importante sur la capacité de Fiera Capital à fournir ces services administratifs. Des modifications des prix convenus avec ces tiers fournisseurs en raison de mises à niveau ou d'autres circonstances pourraient également avoir une incidence défavorable sur la rentabilité de Fiera Capital.

## **DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Fiera Capital dépend de la disponibilité de son personnel, de l'accessibilité de ses locaux et du bon fonctionnement de ses systèmes informatiques et de télécommunications. Un sinistre tel que des dégâts d'eau, une explosion ou une panne d'électricité prolongée pourrait causer une interruption importante des opérations de Fiera Capital et entraîner une perte financière importante, une perte en capital humain, des mesures d'application de la loi, le non-respect de contrats conclus avec des clients, une atteinte à la réputation ou des responsabilités légales, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

## **IL POURRAIT NE PAS ÊTRE POSSIBLE D'OBTENIR UNE COUVERTURE D'ASSURANCE SUFFISANTE À DES CONDITIONS AVANTAGEUSES**

Fiera Capital a souscrit différents types d'assurances, notamment des assurances erreurs et omissions, des assurances responsabilité commerciale générale et une police d'assurance des institutions financières. Le caractère adéquat de ces assurances est évalué périodiquement, notamment en comparant les coûts avec les avantages. Toutefois, rien ne garantit que les demandes de règlement ne dépassent pas les garanties ou que l'assureur honore les demandes de règlement. Un jugement contre Fiera Capital d'un montant supérieur à la couverture d'assurance souscrite ou pour lequel aucune assurance n'est offerte pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital. Rien ne garantit qu'à l'avenir Fiera Capital puisse obtenir des couvertures d'assurance suffisantes à des conditions avantageuses.

## AUX ACTIONNAIRES DE CORPORATION FIERA CAPITAL

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Corporation Fiera Capital inc., qui comprennent les bilans consolidés au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010, ainsi que les états consolidés du résultat net, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011, de même qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Corporation Fiera Capital au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et l'exercice terminé le 30 septembre 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*Deloitte* S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>

Montréal, Canada  
Le 20 mars 2013

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A103322

# Rapport des dirigeants aux actionnaires

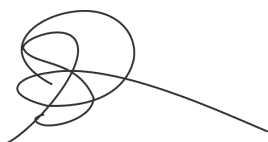
Les dirigeants de Corporation Fiera Capital sont responsables de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés et de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes généralement acceptées et s'appuient sur les données et le jugement des dirigeants.

En s'acquittant de leurs responsabilités, les dirigeants ont élaboré des systèmes de contrôle interne ainsi que des politiques et procédures destinées à fournir l'assurance raisonnable selon laquelle les actifs de la Société sont protégés, que les transactions sont exécutées en fonction des autorisations appropriées, et que les registres comptables sont fiables et reflètent avec exactitude les transactions commerciales de la Société.

Relevant du conseil d'administration, le comité de vérification est composé d'administrateurs indépendants qui rencontrent à intervalles réguliers les dirigeants et les auditeurs, afin de discuter de l'information financière et du contrôle interne de la Société. Le comité de vérification examine l'information financière préparée par les dirigeants ainsi que les résultats du rapport des auditeurs, avant de recommander au conseil d'administration les états financiers consolidés pour fins d'approbation. Les auditeurs indépendants ont un accès illimité au comité de vérification. De plus, les auditeurs indépendants de la Société, à savoir Deloitte s.e.n.c.r.l., sont responsables d'auditer les états financiers consolidés et de soumettre une opinion sur ces derniers. Leur rapport est présenté ci-joint.

Les dirigeants reconnaissent qu'ils sont responsables de diriger les affaires de la société dans le meilleur intérêt des actionnaires.

Bien sincèrement,



**Sylvain Brosseau**

Président et  
chef de l'exploitation



**Jean-Guy Desjardins**

Président du conseil,  
chef de la direction et  
chef des placements

# États consolidés du résultat net

(En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Périodes terminées le	31 décembre	30 septembre
		2012	2011
		15 mois	12 mois
		\$	\$
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Honoraires de gestion		109 261	65 630
Honoraires de performance		5 587	3 941
Autres revenus		480	572
		<b>115 328</b>	<b>70 143</b>
<b>CHARGES</b>			
Frais de vente, généraux et administratifs <small>NOTE 19</small>		74 236	47 180
Gestionnaires externes		1 989	2 693
Amortissement des immobilisations corporelles		1 136	812
Amortissement des immobilisations incorporelles		12 609	3 440
Radiation d'immobilisations corporelles		-	633
Renversement d'incitatifs à la location non amortis		-	(143)
Perte à la cession d'actifs		6	8
Intérêt sur la dette à long terme et autres frais de financement		2 940	-
Accroissement de l'obligation de prix d'achat		1 864	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés		1 491	-
		<b>96 271</b>	<b>54 623</b>
Résultat avant quote-part du bénéfice des coentreprises, coûts d'acquisition, provisions de restructuration et autres coûts, et impôts sur le revenu		<b>19 057</b>	<b>15 520</b>
Quote-part du bénéfice des coentreprises		(201)	(744)
Coûts d'acquisition		5 937	-
Provisions de restructuration et autres coûts <small>NOTE 4</small>		7 513	3 350
Bénéfices avant impôts sur le revenu		<b>5 808</b>	<b>12 914</b>
Impôts sur le revenu <small>NOTE 13</small>		2 782	4 143
<b>Résultat net pour la période</b>		<b>3 026</b>	<b>8 771</b>
<b>Résultat par action <small>NOTE 16</small></b>			
De base		<b>0,06</b>	0,24
Dilué		<b>0,06</b>	0,24

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# États consolidés du résultat global

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes terminées le	31 décembre	30 septembre
		2012	2011
		15 mois	12 mois
		\$	\$
<b>RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE</b>		<b>3 026</b>	<b>8 771</b>
Autres éléments du résultat global :			
Éléments susceptibles d'être reclassés postérieurement au résultat net :			
(Perte) gain non réalisé(e) sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts)		(60)	5
Ajustement de reclassement des gains inclus dans le bénéfice net		-	(8)
Quote-part des autres éléments du résultat global des coentreprises		108	12
Autres éléments du résultat global pour la période		48	9
<b>Résultat global pour la période</b>		<b>3 074</b>	<b>8 780</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.




# Bilans consolidés

(En milliers de dollars canadiens)	Aux	31 décembre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
		2012	2011	2010
		\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>				
<b>Actif courant</b>				
Encaisse		6 016	-	1 177
Fonds détenus pour des clients		297	218	1 798
Placements <b>NOTE 7</b>		6 532	983	4 514
Débiteurs <b>NOTE 8</b>		29 888	16 414	15 942
Avance à une coentreprise		342	-	-
Charges payées d'avance		874	716	481
		<b>43 949</b>	<b>18 331</b>	<b>23 912</b>
<b>Actif non courant</b>				
Frais reportés		402	224	199
Impôts différés <b>NOTE 13</b>		1 364	50	53
Placement dans les coentreprises <b>NOTE 5</b>		6 879	1 333	56
Immobilisations corporelles <b>NOTE 9</b>		5 200	2 413	2 598
Immobilisations incorporelles <b>NOTE 10</b>		180 230	50 749	53 408
Goodwill <b>NOTE 10</b>		278 750	90 470	89 905
		<b>516 774</b>	<b>163 570</b>	<b>170 131</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>Passif courant</b>				
Découvert bancaire		-	34	-
Emprunt bancaire <b>NOTE 11</b>		9 800	-	-
Créditeurs et charges à payer <b>NOTE 12</b>		16 501	8 867	11 227
Provisions de restructuration <b>NOTE 4</b>		1 764	1 982	2 916
Sommes dues à des sociétés liées		2 003	149	108
Dépôts-clients		297	218	1 798
Honoraires de gestion perçus d'avance		928	8	-
		<b>31 293</b>	<b>11 258</b>	<b>16 049</b>
<b>Passif non courant</b>				
Obligations reportées relatives à des baux		599	320	302
Incitatifs à la location		1 052	706	945
Impôts différés <b>NOTE 13</b>		20 264	10 079	10 073
Provisions de restructuration à long terme <b>NOTE 4</b>		312	137	1 451
Dette à long terme <b>NOTE 14</b>		107 521	-	-
Obligations de prix d'achat <b>NOTE 4</b>		56 503	-	-
Instrument financier dérivé <b>NOTES 14 et 6</b>		1 491	-	-
Autres passifs à long terme		-	233	-
		<b>219 035</b>	<b>22 733</b>	<b>28 820</b>
<b>ACTIONS</b>				
Capital-actions <b>NOTE 15</b>		307 759	135 587	134 496
Surplus d'apport		2 668	1 703	1 088
(Déficit) bénéfiques non répartis		(12 753)	3 530	5 719
Cumul des autres éléments du résultat global <b>NOTE 15</b>		65	17	8
		<b>297 739</b>	<b>140 837</b>	<b>141 311</b>
		<b>516 774</b>	<b>163 570</b>	<b>170 131</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil

  
Jean-Guy Desjardins, administrateur

  
Sylvain Brosseau, administrateur

# États consolidés des variations des capitaux propres

(En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Périodes terminées le	31 décembre	30 septembre
		2012	2011
		15 mois	12 mois
		\$	\$
<b>CAPITAL-ACTIONS</b>			
Solde au début de la période		135 587	134 496
Options sur actions exercées		967	1 091
Capital-actions émis aux fins du regroupement d'entreprises <b>NOTE 4</b>		170 487	-
Capital-actions émis aux fins du plan d'achat d'actions d'employés		718	-
<b>Solde à la fin de la période</b>		<b>307 759</b>	<b>135 587</b>
<b>SURPLUS D'APPORT</b>			
Solde au début de la période		1 703	1 088
Charge liée à la rémunération à base d'actions		1 176	933
Options sur actions exercées		(211)	(318)
<b>Solde à la fin de la période</b>		<b>2 668</b>	<b>1 703</b>
<b>(DÉFICIT) BÉNÉFICES NON RÉPARTIS</b>			
Solde au début de la période		3 530	5 719
Résultat net		3 026	8 771
Gain sur dilution <b>NOTE 5</b>		112	-
Dividendes		(19 421)	(10 960)
<b>Solde à la fin de la période</b>		<b>(12 753)</b>	<b>3 530</b>
<b>CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>			
Solde au début de la période		17	8
Autres éléments du résultat global		48	9
<b>Solde à la fin de la période</b>		<b>65</b>	<b>17</b>
Dividende par action		0,40	0,30

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# États consolidés des flux de trésorerie

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes terminées le	31 décembre	30 septembre
		2012	2011
		15 mois	12 mois
		\$	\$
Flux de trésorerie générés par (utilisés dans)			
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net		3 026	8 771
Ajustements pour :			
Amortissement des immobilisations corporelles		1 136	812
Amortissement des immobilisations incorporelles		12 609	3 440
Amortissement des frais reportés		260	99
Amortissement des frais de financement		83	-
Radiation d'immobilisations corporelles		-	633
Renversement d'incitatifs à la location non amortis		-	(143)
Accroissement des obligations de prix d'achat		1 864	-
Incitatifs à la location		(185)	(157)
Obligations reportées relatives à des baux		274	18
Rémunération à base d'actions		1 176	933
Intérêts débiteurs		2 838	-
Variation de la juste valeur de l'instrument financier dérivé		1 491	-
Charge d'impôts		2 782	4 143
Impôts payés		(4 551)	(5 387)
Impôts recouvrés		-	2 052
Quote part des gains (pertes) des coentreprises		(201)	(744)
Honoraires de gestion perçus d'avance		888	-
Autres		(109)	8
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement <b>NOTE 20</b>		(5 493)	(6 036)
<b>Trésorerie nette générée en activités d'exploitation</b>		<b>17 888</b>	<b>8 442</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Regroupements d'entreprises (moins les espèces acquises de 310 \$ en 2012) <b>NOTE 4</b>		(92 393)	(361)
Placements		(5 500)	3 520
Avance à une coentreprise		(342)	-
Investissement dans une coentreprise <b>NOTE 5</b>		(5 125)	(875)
Dividende payé par une coentreprise <b>NOTE 5</b>		-	354
Acquisition d'immobilisations corporelles		(2 393)	(1 260)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(2 336)	(781)
Incitatifs à la location		531	61
Frais reportés		(73)	(124)
<b>Trésorerie nette (utilisée) générée en activités d'investissement</b>		<b>(107 631)</b>	<b>534</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Emprunt bancaire		9 800	-
Paiement de dividendes		(19 421)	(10 960)
Émission de capital-actions		1 474	773
Dettes à long terme <b>NOTE 14</b>		108 000	-
Intérêt payé sur la dette à long terme		(2 838)	-
Frais de financement		(562)	-
Remboursement d'une somme payable à un actionnaire		(660)	-
<b>Trésorerie nette (utilisée) générée en activités de financement</b>		<b>95 793</b>	<b>(10 187)</b>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		6 050	(1 211)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de la période		(34)	1 177
Trésorerie et équivalents de trésorerie – fin de la période		6 016	(34)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent le découvert bancaire.

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

*Cette page a été laissée vide de façon intentionnelle.*



## NOTE 1 DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Corporation Fiera Capital (Corporation Fiera Capital ou la Société) a été constituée en tant que Fry Investment Management Limitée en 1955 et est constituée en vertu des lois de la province de l'Ontario. La Société est une société de gestion de placements indépendante offrant des services complets, une vaste gamme de produits, des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada.

La Société a modifié sa dénomination sociale pour Corporation Fiera Capital, tel qu'il a été approuvé par les actionnaires lors de l'assemblée annuelle et spéciale de Corporation Fiera Capital tenue le 29 mars 2012.

Corporation Fiera Capital est inscrite comme courtier sur le marché dispensé et gestionnaire de portefeuille dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada et comme conseiller en placement auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Corporation Fiera Capital est également inscrite comme gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario et au Québec. De plus, puisque Corporation Fiera Capital gère des portefeuilles d'instruments dérivés, elle est inscrite comme gestionnaire d'opérations sur marchandises en vertu de la *Loi sur la vente à terme sur marchandises* (Ontario), comme conseiller en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* (Manitoba) et, au Québec, comme conseiller chargé de la gestion de portefeuilles d'instruments dérivés en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec).

La Société a changé la date de fin de son exercice, qui était le 30 septembre, pour le 31 décembre. Ce changement a été effectué pour assurer une meilleure concordance avec les processus opérationnels de la Société. En conséquence, les montants présentés aux états financiers ne sont pas totalement comparables.

## NOTE 2 BASE DE PRÉSENTATION ET D'ADOPTION DES IFRS

La Société a préparé ses états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) tels qu'ils sont énoncés dans la partie I du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (le *Manuel de l'ICCA*). En 2010, le *Manuel de l'ICCA* a été révisé pour y intégrer les Normes internationales d'information financière (IFRS) qui exigent que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes appliquent ces normes en début d'exercice le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après. Ainsi, la Société a commencé à publier ses états financiers consolidés sur cette base à partir de la période terminée le 31 décembre 2012. Dans ces états financiers, le terme « PCGR du Canada » se réfère aux PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS. Ces états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les IFRS et l'IFRS 1, *Première adoption des normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Sous réserve de certains choix de transition et des exceptions décrites à la note 25, la Société a constamment appliqué les principes comptables utilisés dans la préparation de son bilan d'ouverture selon les IFRS à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2010 et tout au long des périodes présentées, comme si toutes les conventions avaient toujours été en vigueur. La note 25 décrit l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de la Société, incluant la nature et les effets des changements importants de conventions comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011, préparés selon les PCGR du Canada.

Les conventions appliquées dans ces états financiers consolidés sont basées sur les IFRS émises et en circulation au 31 décembre 2012. La date à laquelle le Conseil d'administration approuve les états financiers et autorise leur publication est le 20 mars 2013.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également que la direction exerce un jugement pour appliquer les conventions comptables. Les éléments auxquels s'applique un degré de jugement ou de complexité plus élevé, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont importants pour les états financiers consolidés sont présentés à la note 3.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## **NOTE 3** CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES, JUGEMENTS ET INCERTITUDES RELATIVES À LA MESURE

Les conventions comptables significatives utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

### **BASE D'ÉVALUATION**

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et des placements disponibles à la vente évalués à la juste valeur, comme il a été discuté dans la section « *Instruments financiers* ».

### **CONSOLIDATION**

Les états financiers de la Société consolident les comptes de la Société et ses filiales. Toutes les transactions intersociétés, les soldes et les gains et pertes latents provenant de transaction intersociétés sont éliminés à la consolidation.

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales en propriété exclusive, Fiera Sceptre Funds Inc. (FSFI) qui est enregistrée auprès de diverses commissions provinciales des valeurs mobilières en tant que courtier en fonds mutuels et maintient l'adhésion à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, et Sceptre Fund Management Inc. (SFMI).

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle et a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, sont considérés lors de l'évaluation à savoir si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu par la Société et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle le contrôle cesse.

Les conventions comptables des filiales ont été modifiées au besoin pour assurer la cohérence avec les conventions adoptées par la Société.

### **INVESTISSEMENTS DANS DES COENTREPRISES**

Une coentreprise est une entente contractuelle en vertu de laquelle la Société et les autres parties entreprennent une activité économique qui est sous contrôle conjoint (p. ex., lorsque les décisions stratégiques concernant les politiques financières et opérationnelles liées aux activités de la coentreprise requièrent le consentement unanime des parties qui se partagent le contrôle).

La Société possède des intérêts dans les coentreprises suivantes : Fiera Axiom Infrastructure Inc. (Fiera Axiom) est une entité spécialisée dans les investissements en infrastructure et Fiera Immobilier limitée (Fiera Immobilier) est une entité spécialisée dans les investissements immobiliers, dans lesquelles la Société a un contrôle conjoint. Les résultats financiers des placements de la Société dans ses coentreprises sont inclus dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

À la suite de la date d'acquisition, la quote-part du résultat net des coentreprises de la Société est reconnue dans l'état consolidé du résultat net. Les mouvements cumulatifs postérieurs à l'acquisition sont ajustés à la valeur comptable de l'investissement. Lorsque la quote-part des pertes de la Société dans les coentreprises est égale ou supérieure à sa participation dans les coentreprises, y compris toutes les créances non garanties, la Société ne reconnaît pas d'autres pertes à moins qu'elle ait contracté une obligation juridique ou implicite, ou effectué des paiements au nom d'une coentreprise.

Les conventions comptables des coentreprises ont été modifiées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les conventions adoptées par la Société.

La Société évalue, à chaque fin d'exercice, s'il existe des preuves objectives que sa participation dans la coentreprise est dépréciée. Si elle est dépréciée, la valeur comptable de la quote-part de la Société de la coentreprise est dévaluée à sa valeur recouvrable estimée (étant le plus élevé de la juste valeur moins les coûts de vente et de la valeur d'utilité) et est imputée à l'état consolidé du résultat net. Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les dépréciations sont renversées dans les années suivantes si la valeur recouvrable de l'investissement augmente par la suite et si l'augmentation peut être objectivement liée à un événement survenu après que la dépréciation a été comptabilisée.

### **REGROUPEMENT D'ENTREPRISES**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés dans l'état du résultat net.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs pris en charge sont comptabilisés à la juste valeur, sauf en ce qui concerne les actifs ou passifs d'impôts différés, qui sont comptabilisés et évalués conformément à l'IAS 12. Les variations subséquentes des justes valeurs sont portées en ajustement du coût de l'acquisition si elles constituent un



ajustement effectué au cours de la période d'évaluation. La période d'évaluation est la période se situant entre la date d'acquisition et la date à laquelle toutes les informations importantes requises pour déterminer les justes valeurs sont disponibles, et elle ne peut pas excéder 12 mois. Toutes les autres variations subséquentes sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. Le calcul de la juste valeur nécessite la formulation d'hypothèses liées aux immobilisations incorporelles acquises, aux immobilisations corporelles et à la contrepartie conditionnelle. La contrepartie conditionnelle qui est classée comme un passif est évaluée à chaque date de clôture subséquente, et le gain ou la perte correspondant est comptabilisé en résultat net.

Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la somme de la contrepartie transférée sur les montants nets des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge. Si, après la réévaluation, le montant net des actifs identifiables et des passifs pris en charge excède la somme de la contrepartie transférée, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat net à titre de gain sur l'acquisition à prix avantageux.

## MONNAIES ÉTRANGÈRES

La Société a préparé et présenté les états financiers consolidés en dollars canadiens, sa monnaie fonctionnelle.

Les transactions en devises étrangères sont converties en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. En règle générale, les gains et pertes de change découlant du règlement de transactions en devises étrangères et de la conversion au taux de change de fin d'exercice des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont exprimés en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur à la date de leur comptabilisation initiale.

## CONSTATATION DES PRODUITS

Les revenus d'honoraires de gestion sont constatés lorsque les services qui en découlent sont rendus et lorsque les honoraires peuvent être déterminés. Les honoraires sont facturés trimestriellement selon la moyenne quotidienne des actifs sous gestion, d'autres sont calculés et facturés mensuellement ou trimestriellement selon la valeur des actifs sous gestion à la fin du trimestre ou du mois, ou selon la moyenne du solde des actifs sous gestion au début et à la fin du trimestre.

Les honoraires de performance sont comptabilisés uniquement aux dates d'évaluation du rendement indiquées dans les ententes relatives aux comptes individuels et dépendent de l'excédent du rendement du compte par rapport aux éléments de référence faisant l'objet d'une entente pour la période concernée.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux obligations contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs sont expirés ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes en fonction du but pour lequel les instruments ont été acquis :

## CLASSEMENT

Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds détenus pour des clients	Prêts et créances
Placements	
Billets à court terme	Juste valeur par le biais du résultat net
Placements dans des fonds mutuels et des fonds communs de placement	Disponibles à la vente
Débiteurs	Prêts et créances
Avance à une coentreprise	Prêts et créances
Découvert bancaire	Passifs financiers au coût amorti
Emprunt bancaire	Passifs financiers au coût amorti
Créditeurs et charges à payer	Passifs financiers au coût amorti
Sommes dues à des sociétés liées	Passifs financiers au coût amorti
Dépôts-clients	Passifs financiers au coût amorti
Dettes à long terme	Passifs financiers au coût amorti
Obligation de prix d'achat	Passifs financiers au coût amorti
Instrument financier dérivé	Juste valeur par le biais du résultat net

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## **ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET**

Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but de vendre ou de racheter à court terme. Les instruments détenus par la Société qui sont classés dans cette catégorie sont des billets à court terme, classés dans les investissements au bilan consolidé, ainsi que des instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers de cette catégorie sont évalués initialement et subséquemment à leur juste valeur. Les coûts de transaction sont imputés dans les états consolidés du résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les gains et les pertes découlant des variations de juste valeur sont présentés dans les états consolidés du résultat net dans les produits financiers ou en charges dans la période où ils se produisent. Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme actif courant, sauf pour la partie qui devrait être réalisée ou réglée au-delà de 12 mois à compter de la date du bilan consolidé, laquelle est présentée comme un élément non courant.

## **PRÊTS ET CRÉANCES**

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds détenus pour des clients, les débiteurs et les prêts à des sociétés liées, et sont inclus dans les actifs courants en raison de leur nature à court terme. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant qui devrait être reçu, moins, lorsqu'elle est significative, une provision pour réduire les prêts et créances à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour dépréciation.

## **DISPONIBLES À LA VENTE**

Les placements disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction et sont ensuite comptabilisés à leur juste valeur. Les gains ou les pertes découlant des variations de juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les placements disponibles à la vente sont classés comme non courants à moins que le placement arrive à échéance dans les 12 prochains mois ou que les gestionnaires s'attendent à céder ces placements dans les 12 prochains mois.

Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net lorsque le droit de la Société de recevoir le paiement est établi. Lorsqu'un investissement disponible à la vente est vendu ou déprécié, les gains ou pertes accumulés sont reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux états consolidés du résultat net.

## **PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI**

Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent le découvert bancaire, l'emprunt bancaire, les créditeurs et charges à payer, les sommes dues à des sociétés liées, les dépôts-clients, la dette à long terme et la juste valeur des obligations de prix d'achat. Les créditeurs et charges à payer, les sommes dues à des sociétés liées et les dépôts-clients sont comptabilisés initialement au montant prévu devant être payé, moins, lorsqu'elle est significative, une provision pour réduire les créditeurs à la juste valeur. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La dette à long terme et la juste valeur des obligations de prix d'achat sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des frais de transaction encourus, et sont ultérieurement comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie peuvent comprendre l'encaisse et les bon du Trésor à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition, et le découvert bancaire.

## **FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET DÉPÔTS-CLIENTS**

Les fonds détenus pour des clients se composent de dépôts-clients reçus au cours de l'exercice suivant le règlement d'un recours collectif en faveur de certains clients pour lesquels la Société a agi à titre de mandataire. Les entrées et sorties relatives à ces dépôts ne sont pas considérées comme des activités d'exploitation.

## **PLACEMENTS**

Les placements dans des billets à court terme sont comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés selon le cours acheteur. Les placements dans des parts de fonds mutuels et de fonds communs sont comptabilisés à la valeur liquidative présentée par le gestionnaire de fonds.





## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet élément iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsqu'il a été remplacé. Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés aux états consolidés du résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties sur une base linéaire, comme suit :

Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée de vie utile des actifs sont revues annuellement et ajustées si nécessaire. Les gains et les pertes aux cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans le résultat net.

## IMMOBILISATION INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles avec une durée de vie indéterminée telles que les contrats de gestion avec des fonds communs sont comptabilisées au coût. La Société s'attend à la fois à ce que le renouvellement de ces contrats et les flux de trésorerie générés par ces actifs se poursuivent indéfiniment. En conséquence, la Société n'a pas à amortir ces immobilisations incorporelles, mais elle les soumet à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent que les actifs pourraient être dépréciés.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont comptabilisées au coût. Les autres immobilisations incorporelles se composent notamment du nom commercial, des logiciels et de l'entente de non-concurrence. Les durées d'utilisation prévues des relations avec les clients à durée de vie déterminée sont analysées chaque année et déterminées sur la base de l'analyse des taux d'attrition historiques et projetés de clients et d'autres facteurs qui peuvent influencer les avantages économiques futurs prévus que la Société générera des relations avec la clientèle.

L'amortissement des actifs à durée de vie déterminée est basé sur leurs durées de vie utile estimées selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Contrats de gestion d'actifs	10 ans
Relations avec les clients	20 ans
Autres	2 à 8 ans

## DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Les immobilisations corporelles et les immobilisations à durée de vie déterminée sont soumises à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs à durée de vie indéterminée sont soumis, au minimum, à un test de dépréciation annuel. Afin de mesurer les montants recouvrables, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel il existe des flux de trésorerie pouvant être identifiés distinctement (unités génératrices de trésorerie ou UGT). La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur d'un actif diminuée de ses coûts de vente et de la valeur d'utilité (à savoir la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus de l'actif concerné ou d'une UGT). Une dépréciation est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

La Société évalue les renversements de perte de valeur potentiels lorsque des événements ou circonstances justifient un tel examen.

## GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part de la Société de l'actif net identifiable acquis à la date d'acquisition. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment, et comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas renversables. Les gains et les pertes à la cession d'une entité incluent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité cédée.

Aux fins du test de dépréciation du goodwill, l'UGT qui représente le niveau le plus bas pour lequel la direction surveille le goodwill est le secteur d'exploitation (note 24).

## CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés comme contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu du contrat de location simple (déduction faite de toutes les mesures incitatives reçues du bailleur) sont imputés aux états consolidés du résultat net sur une base linéaire sur la durée du bail.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## FRAIS REPORTÉS

Les frais reportés sont constitués des coûts d'assurance, du loyer et des charges payées d'avance à long terme, et sont amortis suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats.

## OBLIGATIONS REPORTÉES RELATIVES À DES BAUX

La Société a un contrat d'exploitation pour la location des bureaux qui contient une clause de prix échelonnés. La Société constate la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail et, conséquemment, comptabilise à titre d'obligations reportées l'écart entre la charge locative comptabilisée et le montant payable en vertu du contrat de location.

## INCITATIFS À LA LOCATION

Les incitatifs relatifs aux baux représentent des allocations reçues des bailleurs des immeubles pour améliorations locatives et sont amortis sur la durée des baux.

## IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les impôts sur le résultat comprennent les impôts exigibles et différés. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat, excepté s'ils se rapportent à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas les impôts sur le résultat sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les impôts exigibles sont les impôts à payer prévus sur le revenu imposable pour l'exercice, établis en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période considérée, ainsi que tout ajustement à l'impôt payable à l'égard des exercices précédents.

En général, les impôts différés sont comptabilisés au titre de différences temporaires entre les bases fiscales des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les impôts différés sont déterminés sur une base non actualisée en utilisant les taux d'imposition et les lois qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan consolidé et qui sont censés s'appliquer lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé est réglé. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les actifs pourront être récupérés.

Les impôts différés sont établis en fonction des différences temporaires découlant des investissements dans les filiales et coentreprises, sauf dans le cas des filiales pour lesquelles le montant du renversement des différences temporaires est contrôlé par la Société et qu'il est probable que les différences temporaires ne soient pas renversables dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés comme étant des éléments non courants.

## AVANTAGES SOCIAUX

### AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Les employés de la Société ont des droits en vertu des régimes de retraite de la Société qui sont des régimes de retraite à cotisations déterminées. Le coût des régimes de retraite à cotisations déterminées est comptabilisé au résultat net lorsque les contributions deviennent exigibles.

### PLANS DE BONIFICATION

La Société comptabilise une provision et une charge pour les bonis en fonction de différents plans, qui sont payables à diverses dates au cours de l'exercice, lorsqu'elle est contractuellement obligée ou quand une pratique antérieure a créé une obligation implicite.

## RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société octroie des options d'achat d'actions à certains employés. Le Conseil d'administration peut déterminer quand chaque option peut devenir exerçable et peut déterminer que les options sont exerçables par échelonnement ou en fonction d'une période d'acquisition établie.

La charge de rémunération à base d'actions est comptabilisée au moyen de la méthode de la juste valeur. Conformément à cette méthode, la charge de rémunération des options sur actions est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes et est constatée au cours de la période d'acquisition des droits. Lorsque les options sont exercées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée est retirée du surplus d'apport et créditée au capital-actions.

## RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

La charge liée à l'attribution de nouvelles unités d'actions différées (UAD) est constatée lorsque les unités d'actions différées sont émises. Les variations de la juste valeur des UAD émises précédemment causées par les fluctuations du prix des actions de la Société sont constatées de façon continue dans l'état consolidé du résultat net. Le nombre d'UAD attribuées à un administrateur est calculé en divisant la valeur en dollars de la tranche de ses honoraires versés sous forme d'UAD par le cours de clôture des actions de la Société à la Bourse de Toronto pour le jour ouvrable

précédant immédiatement la date de l'attribution. Les UAD sont attribuées le troisième jour ouvrable suivant la publication des résultats trimestriels de la Société. Au 1er septembre 2010, le Conseil d'administration a cessé de compenser ses directeurs en UAD. Toutes les anciennes UAD gardent cependant leurs anciens droits et privilèges et les administrateurs admissibles sont désormais rémunérés en argent.

### **UNITÉS D'ACTIONS ASSUJETTIES À DES RESTRICTIONS**

Le Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (UAR) a été mis sur pied afin de fournir à certaines personnes déterminées la possibilité d'acquérir des actions de catégorie A à droit de vote subalterne de la Société et d'inciter ces personnes à devenir des employés de la Société ou de ses sociétés affiliées, et pour qu'elles puissent participer à la croissance et au développement de l'entreprise. Le nombre maximum d'actions pouvant être émises aux termes de ce plan est de 10 % des actions émises et en circulation de la Société, calculé sur une base non diluée. La date de souscription est le troisième anniversaire de la date d'attribution. Le Conseil peut déterminer le nombre d'actions que chaque employé admissible peut souscrire. La charge d'UAR est inscrite à la juste valeur selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 ans.

### **PRIMES DE DÉPART**

La Société comptabilise ces primes de départ lorsqu'elle s'est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi des salariés actifs selon un plan formalisé et détaillé sans possibilité d'un retrait, ou de fournir des avantages à la suite d'une offre faite pour encourager un départ volontaire. Les indemnités payables plus de 12 mois après la fin de la période considérée sont actualisées à leur valeur actuelle.

### **PROVISIONS DE RESTRUCTURATION**

Les provisions sont évaluées en fonction des meilleures estimations par la direction de la sortie de fonds nécessaire pour régler l'obligation à la fin de la période couverte et sont évaluées à leurs valeurs actuelles, si l'incidence de l'actualisation est significative.

### **RÉSULTAT PAR ACTION**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs. Le nombre d'actions tient compte de la possibilité d'exercice d'options sur actions et d'autres instruments dilutifs au moyen de la méthode du rachat d'actions. Les dilutions potentielles du nombre d'actions de la Société comprennent les options d'achat d'actions offertes aux employés.

### **CAPITAL-ACTIONS**

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées en capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

### **DIVIDENDES**

Les dividendes sur les actions sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société dans la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration de la Société.

### **SURPLUS D'APPORT**

Le surplus d'apport est défini comme une rémunération à base d'actions comptabilisée à la juste valeur.

### **JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET ESTIMATIONS**

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction ait recours au jugement dans l'application de ses conventions comptables, de ses estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les estimations et autres jugements sont évalués en permanence et sont basés sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont censés être raisonnables dans les circonstances. Ce qui suit décrit les jugements comptables les plus significatifs et les estimations que la Société a effectués pour la préparation des états financiers.

### **UNITÉ GÉNÉRATRICE DE TRÉSORERIE**

La Société a une unité génératrice de trésorerie (UGT) pour les besoins de l'évaluation de la valeur comptable du goodwill alloué et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée.

### **DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE**

La Société effectue chaque année un test de dépréciation du goodwill pour savoir s'il a subi une dépréciation. Les montants recouvrables de l'UGT ont été déterminés en

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

fonction de la valeur d'utilité. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations. Ces estimations comprennent les taux de croissance hypothétiques pour les flux de trésorerie futurs, le nombre d'années utilisées dans le modèle de flux de trésorerie, le taux d'actualisation et autres estimations. La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée est basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, dont le calcul nécessite la formulation d'estimations concernant les flux de trésorerie futurs ainsi que les taux d'actualisation et les pourcentages de marge.

## **DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE DÉTERMINÉE ET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation pour déterminer la recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'utilisation prévues des relations avec les clients d'une durée de vie déterminée sont analysées chaque année et déterminées sur la base de l'analyse des taux d'attrition historiques et projetés des clients et d'autres facteurs qui peuvent influencer l'avantage économique futur escompté que la Société générera à partir des relations avec les clients.

## **REGROUPEMENT D'ENTREPRISES**

Le processus de répartition de prix d'achat résultant d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction estime la juste valeur des actifs acquis liés aux immobilisations incorporelles aux immobilisations corporelles acquises, et aux passifs pris en charge tels que les obligations de prix d'achat exigibles au fil du temps et les taux d'actualisation connexes.

## **PROVISIONS DE RESTRUCTURATION**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou constructive découlant d'un regroupement d'entreprises. Le montant de la provision comptabilisée représente la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la fin de la période concernée, qui tient compte des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont actualisées au moyen d'un taux avant impôts courant lorsque l'incidence de la valeur temps de l'argent est importante. L'augmentation de provision résultant du passage du temps est comptabilisée comme des charges financières.

## **IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

Le calcul de la charge d'impôts exige beaucoup de jugement dans l'interprétation des lois et des règlements fiscaux, qui sont en constante évolution. Il y a de nombreuses transactions et de nombreux calculs pour lesquels la détermination de la charge d'impôts est incertaine. La Société reconnaît les passifs pour les audits d'impôt prévus en se fondant sur des estimations selon lesquelles des impôts supplémentaires seraient dus. Lorsque le résultat fiscal définitif de ces questions est différent des montants qui ont été initialement comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés pour la période dans laquelle une telle détermination est faite.

Les actifs et passifs d'impôts différés exigent du jugement pour déterminer les montants qui doivent être comptabilisés. Des jugements significatifs sont nécessaires lors de l'évaluation du calendrier de la reprise des différences temporaires pour lesquelles les taux d'impôts futurs sont appliqués. Le montant des actifs d'impôts différés, qui est limité au montant qui est plus probable qu'improbable d'être réalisé, est estimé en tenant compte du calendrier, des sources et du niveau de bénéfice imposable futur.

## **NORMES COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR**

Sauf indication contraire, ces normes nouvelles et modifiées susceptibles d'être pertinentes mais qui n'ont pas été adoptées par la Société, s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 excepté pour l'IFRS 9 qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. L'adoption anticipée de ces normes est permise. La Société évalue actuellement l'incidence qu'auront ces normes sur ses états financiers consolidés, mais elle ne s'attend pas à ce que cette incidence soit importante.

## **IFRS 7 (RÉVISÉE), INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR, ET IAS 32, INSTRUMENTS FINANCIERS : PRÉSENTATION**

Le 16 décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des exigences communes en matière d'informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d'autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur le bilan d'une société. Les nouvelles exigences sont énoncées dans la norme intitulée *Informations à fournir – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers* (modifications à IFRS 7). Les modifications à IFRS 7 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.



## IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et elle traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers. Cette nouvelle norme remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation préconisés par l'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* pour les instruments d'emprunt, par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories : le coût amorti et la juste valeur par le biais des profits et pertes. L'IFRS 9 remplace aussi les modèles servant à évaluer les instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais des profits et pertes soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur placement, sont comptabilisés en résultat net; toutefois, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Les dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées à l'IFRS 9 en octobre 2010, et elles correspondent essentiellement aux dispositions énoncées dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à l'exception du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme des passifs comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net seront généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

## IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec la Société émettrice et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la Société émettrice. Selon les IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera le SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et des parties de IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

## IFRS 11 – PARTENARIATS

L'IFRS 11, *Partenariats*, exige d'un coentrepreneur qu'il classe sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en

équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'opération conjointe. Selon les IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans des coentreprises. L'IFRS 11 remplacera l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*, et le SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

## IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, indique quelles sont les informations à fournir au sujet des intérêts dans d'autres entités, telles que des filiales, des coentreprises, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées. La norme reprend certaines obligations d'information existantes et introduit de nouvelles obligations importantes relatives à la nature des intérêts détenus dans les autres entités et aux risques connexes.

## IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive sur les évaluations de la juste valeur et les informations à fournir à l'égard de toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif si une transaction ordonnée entre des intervenants du marché avait lieu à la date d'évaluation. Les IFRS actuellement en vigueur présentent les directives relatives à l'évaluation et à la présentation de la juste valeur de façon dispersée entre différentes normes précises qui exigent les évaluations de la juste valeur, mais dont les directives relatives à la base d'évaluation et aux obligations d'information ne sont pas cohérentes dans bien des cas.

## NOTE 4 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

### GESTION DE PORTEFEUILLE NATCAN INC.

Le 2 avril 2012, Corporation Fiera Capital et la Banque Nationale du Canada (Banque Nationale ou la Banque) ont annoncé la clôture de la transaction en vertu de laquelle Corporation Fiera Capital a acquis de la Banque Nationale la quasi-totalité des actifs de Gestion de portefeuille Natcan Inc. (Natcan), en vertu des conditions suivantes :

La Banque a reçu, par l'entremise de Natcan, 19 732 299 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne de

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Corporation Fiera Capital, lesquelles ont une valeur attribuée de 170 487 \$, une somme en espèces de 85 553 \$, ainsi qu'un montant de 74 500 \$ qui sera versé graduellement après la clôture, à moins que la Banque Nationale et les membres du même groupe qu'elle ne respectent pas certains seuils minimaux d'actifs sous gestion.

Les actions de contrepartie ont été comptabilisées à la juste valeur à la date de transaction, soit 8,64 \$ l'action.

Les 19 732 299 actions de catégorie A sur lesquelles la Banque exerce un contrôle et une emprise représentent environ 56,11 % des actions de catégorie A émises et en circulation et 35 % du nombre total des actions de catégorie A et des actions avec droit de vote spécial de catégorie B dans le capital de

Corporation Fiera Capital qui sont émises et en circulation à la transaction. La Banque a aussi reçu une option lui permettant d'acquérir, à un prix établi le jour de l'exercice, d'autres actions de catégorie A de Corporation Fiera Capital représentant 2,5 % du nombre total d'actions en circulation à la fin de septembre 2013 et 2014. Si les options sont intégralement exercées, la Banque détiendra 40 % des actions en circulation de Corporation Fiera Capital. La Banque aura aussi le droit de protéger sa participation dans Corporation Fiera Capital aux termes des droits antidilutifs.

La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises à l'aide de la méthode de l'acquisition; en conséquence, les actifs et passifs sont comptabilisés à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition, comme suit :

	\$
Actif courant	332
Immobilisations corporelles	193
Frais reportés	365
Immobilisations incorporelles	132 302
Goodwill	186 518
Créditeurs et charges à payer	(332)
Impôts différés	(10 698)
	<b>308 680</b>
<b>Contrepartie</b>	<b>\$</b>
Contrepartie en espèces	85 553
Obligations de prix d'achat	52 640
Capital-actions émis	170 487
	<b>308 680</b>

L'écart d'acquisition est attribuable aux synergies significatives devant résulter de l'acquisition de Natcan. Une petite portion de l'écart d'acquisition comptabilisé est reconnue comme étant déductible d'impôt.

La direction de Corporation Fiera Capital a identifié certaines immobilisations incorporelles acquises auprès de Natcan, qui ont été comptabilisées séparément de l'écart d'acquisition. Ces immobilisations incorporelles comprennent des contrats de gestion d'actifs conclus avec la Banque Nationale du Canada et des sociétés du même groupe qu'elle (assortis d'une durée de sept ans et d'une option de renouvellement de trois ans) d'une valeur de 84 800 \$, ainsi que des relations clients d'une valeur de 47 500 \$.

## CANADIAN WEALTH MANAGEMENT GROUP INC.

Le 30 novembre 2012, Corporation Fiera Capital a acquis 100 % des actions de Canadian Wealth Management Group Inc. (CWM) de Société Générale Private Banking. CWM est une filiale de Société Générale Private Banking établie à Calgary. Le montant de la transaction se compose d'un montant de 7 150 \$ en espèces et d'une contrepartie conditionnelle de 2 000 \$ payable en décembre 2013 si un certain niveau d'actifs sous gestion est atteint.

Le 31 décembre 2012, l'entreprise a procédé à la liquidation de CWM et ses filiales dans la Société.

La répartition du prix d'achat indiquée ci-dessous est préliminaire et basée sur les meilleures estimations de la direction. La répartition de prix d'achat final devrait être achevée dès que la direction aura rassemblé toutes les informations importantes disponibles afin de pouvoir finaliser cette allocation.



Les justes valeurs estimatives des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date d'acquisition sont les suivantes :

	\$
Encaisse	310
Autres actifs courants	1 219
Immobilisations corporelles	1 337
Immobilisations incorporelles	7 452
Goodwill	1 762
Créditeurs et charges à payer	(1 318)
Somme due à un actionnaire	(660)
Impôts différés	(952)
	<b>9 150</b>
<hr/>	
<b>Contrepartie</b>	<b>\$</b>
Contrepartie en espèces	7 150
Obligation de prix d'achat	2 000
	<b>9 150</b>

#### **SCEPTRE INVESTMENT COUNSEL INC.**

Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, Fiera Capital Inc. (Fiera Capital) a exécuté le plan d'arrangement (l'Arrangement), en vertu duquel les activités de Sceptre Investment Counsel Limited (Sceptre) et de Fiera Capital Inc. ont été regroupées afin de former un important gestionnaire de portefeuille indépendant coté en Bourse sous le nom Fiera Sceptre Inc. (Fiera Speptre). Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2011, la Société a achevé la répartition de prix d'achat et ajusté le goodwill pour un montant de 565 \$.

L'impact de ces acquisitions au cours de la période de 15 mois sur les honoraires de gestion, les honoraires de performance et le résultat net est comme suit :

	\$
Honoraires de gestion	32 273
Honoraires de performance	2 545
Perte nette	(3 173)

Si le regroupement d'entreprises avait été effectué le 1<sup>er</sup> octobre 2011, les honoraires de gestion, les honoraires de performance et le résultat net consolidé auraient été comme suit :

	\$
Honoraires de gestion	137 135
Honoraires de performance	5 587
Bénéfice net	23 018

La Société considère que les chiffres pro forma sont une mesure approximative du rendement financier de l'entreprise combinée sur une période de 15 mois et qu'ils fournissent une base de comparaison avec les résultats financiers des exercices futurs.

Le bénéfice net pro forma ci-dessus prend en considération les frais de vente, généraux et administratifs, les charges des gestionnaires externes, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts sur la dette à long terme, l'accroissement des obligations de prix d'achat et la variation de la juste valeur des instruments financiers, ainsi que l'élimination des coûts d'acquisition, de la provision de restructuration et des incidences fiscales connexes.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## PROVISION DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS

En ce qui concerne les regroupements d'entreprises considérés et ceux conclus dans le passé, la Société a comptabilisé des provisions de restructuration liées à des baux pour des locaux libérés par la Société et des coûts liés au licenciement de certains employés dans le cadre de l'intégration des différentes entreprises.

Au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012, une provision de restructuration de 4 336 \$ et des coûts d'intégration liés aux regroupements d'entreprises et des bonis spéciaux totalisant 3 177 \$ ont été comptabilisés, ce qui porte le total des provisions de restructuration et autres coûts à 7 513 \$ (3 350 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011).

Les changements dans les provisions de restructuration au cours des périodes sont les suivants :

	Coût de départ	Baux pour locaux	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2010	2 189	1 384	3 573
Addition (inversion) au cours de la période	313	(89)	224
Payé lors de la période	(1 972)	(383)	(2 355)
Solde au 30 septembre 2011	530	912	1 442
Addition au cours de la période	4 336	-	4 336
Payé lors de la période	(2 790)	(912)	(3 702)
Solde au 31 décembre 2012	2 076	-	2 076

## NOTE 5 PLACEMENTS DANS DES COENTREPRISES

La Société détient un investissement dans deux coentreprises (Fiera Axiom et Fiera Immobilier) et l'évolution de ses participations au cours des périodes est la suivante :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
Solde d'ouverture	1 333	56
Dividendes	-	(354)
Souscription du capital	5 125	875
Quote-part des bénéfices	201	744
Gain sur dilution	112	-
Quote-part des autres éléments du résultat global	108	12
Solde de fermeture	6 879	1 333

Durant le mois de février 2012, la Société a augmenté sa part de propriété dans Fiera Axiom de 35 % à 36 %, à la suite d'un rachat d'actions de la coentreprise. Par contre, en octobre et novembre en 2012, un actionnaire de la coentreprise a exercé ses options, résultant en une baisse de la participation à 35 % et un gain sur dilution de 112 \$.

Durant le mois de décembre 2011, la Société a souscrit des actions avec droit de vote dans une nouvelle coentreprise, Fiera Immobilier, pour un montant de 1 \$ représentant 50 % des actions avec droit de vote. En avril 2012, Fiera Immobilier a acquis Roycom Inc., une société spécialisée dans l'investissement immobilier. L'engagement de Corporation Fiera Capital pour cette acquisition est de 5 125 \$ sous forme de souscription de capital dans Fiera Immobilier. Après cette transaction, la quote-part de Corporation Fiera Capital représente 46 % des actions avec droit de vote.



La quote-part de la Société dans les résultats de ses coentreprises et de leurs actifs et passifs est la suivante :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
	\$	\$	\$
<b>Bilan</b>			
Actif courant	1 662	1 837	1 018
Actif à long terme	8 664	812	477
Passifs courants	2 356	1 287	1 389
Passifs à long terme	1 673	30	34

	31 décembre 2012	30 septembre 2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
<b>État du résultat net</b>		
Revenu	4 758	2 755
Charges	4 557	2 011
Résultat net	201	744

## NOTE 6 INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et de ses passifs financiers, la Société est exposée aux risques suivants relatifs à l'utilisation d'instruments financiers : le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de liquidité. L'analyse suivante permet d'évaluer les risques au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Les activités de la Société consistent à gérer des actifs de placement, et le niveau d'actifs sous gestion constitue le principal inducteur de rendement des résultats de la Société. Le niveau d'actifs sous gestion est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société de maintenir ses actifs existants et d'en attirer de nouveaux.

Le bilan consolidé de la Société inclut un portefeuille de placements, et la valeur de ces placements est exposée à divers facteurs de risque. Bien que certains de ces risques aient également une incidence sur la valeur des actifs sous gestion de clients, l'analyse suivante concerne uniquement le propre portefeuille de placements de la Société.

L'exposition de la Société à des pertes potentielles sur ses placements sous forme d'instruments financiers découle principalement du risque de marché, incluant les risques liés aux fluctuations des marchés boursiers, du risque de crédit, du risque de taux d'intérêt et du risque de liquidité.

### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de variations défavorables des taux et des cours du marché, comme les taux d'intérêt, les fluctuations des marchés boursiers et d'autres variations pertinentes des taux et des cours du marché. Le risque de marché est directement tributaire de la volatilité et de la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents sont négociés. Les paragraphes suivants décrivent les principales expositions au risque de marché de la Société ainsi que la manière dont ces expositions sont actuellement gérées.

### RISQUE LIÉ AUX FLUCTUATIONS DU MARCHÉ BOURSIER

Les fluctuations de la valeur des titres de participation ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des gains et des pertes liés aux titres de participation et aux titres de fonds mutuels et fonds communs du portefeuille de la Société et entraînent des modifications liées aux gains et aux pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés des capitaux propres et obligataires et, par conséquent, sur la valeur des actifs financiers disponibles à la vente détenus, soit les titres de fonds communs.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Le portefeuille de placements de la Société est géré par cette dernière selon un mandat visant à maintenir un niveau de risque moyen. L'expertise particulière de la Société est la gestion de placements et, dans le cadre de ses activités quotidiennes, elle possède des ressources pour évaluer et gérer les risques liés à un portefeuille. Le portefeuille de titres de participation et de titres liés aux actions de la Société au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010 comprenait des placements dans des fonds mutuels et fonds communs gérés par la Société ayant une juste valeur de 6 532 \$ au 31 décembre 2012, de 983 \$ au 30 septembre 2011 et de 1 014 \$ au 1<sup>er</sup> octobre 2010. Les placements dans des fonds mutuels et fonds communs comprennent un portefeuille de placements canadiens très diversifiés et n'ont pas d'échéances précises.

L'incidence d'une variation de 10 % de la valeur du placement de la Société dans des titres de participation et des titres liés aux actions sur les autres éléments du résultat global au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010 consiste en une augmentation ou une diminution des autres éléments du résultat global de 653 \$, de 98 \$ et de 101 \$, respectivement.

## RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une obligation et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds détenus pour des clients et les billets à court terme est limité car les contreparties sont des banques à charte avec des hautes cotes de crédit attribuées par les agences de notation nationales.

Les principaux actifs financiers de la Société qui sont assujettis au risque de crédit comprennent l'encaisse, les fonds détenus pour des clients, les placements et les débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers aux bilans consolidés représente le risque de crédit maximal à la date des bilans consolidés.

Le risque de crédit de la Société est principalement imputable à ses créances clients. Les montants sont présentés dans les bilans consolidés, déduction faite de la provision pour créances douteuses, laquelle a fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction de l'expérience antérieure et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle. Afin de réduire le risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des limites de crédit. Sauf en ce qui concerne la Banque Nationale et ses sociétés affiliées qui représentent 21 % au 31 décembre 2012, aucun client ne représente 10 % des honoraires de gestion et des comptes-clients de la Société au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

## RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt de la Société découle de la dette à long terme et de l'emprunt bancaire. La dette à long terme et l'emprunt bancaire émis à taux variables exposent la Société au risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie, qui est partiellement compensé par les sommes d'argent détenues à taux variable.

La Société gère son risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie grâce à des swaps de taux d'intérêt flottant-à-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont l'effet économique de la conversion de dette à taux flottant en dette à taux fixe. La Société a obtenu sa dette à long terme à taux flottant et l'a troquée en dette à taux fixes qui sont inférieurs à ceux disponibles si la Société avait emprunté à taux fixe directement. En vertu du swap de taux d'intérêt, la Société convient avec la contrepartie d'échanger, à des intervalles spécifiés, la différence entre le taux fixe du contrat et les montants des intérêts à taux flottant calculés en fonction des montants notionnels convenus.

## RISQUE DE CHANGE

La Société réalise moins de 1 % de son chiffre d'affaires principalement en dollars américains et est donc très peu exposée aux fluctuations des devises. La Société ne gère pas activement ce risque.



Les bilans consolidés incluent les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés dans les devises suivantes :

	2012 \$	2011 \$	2010 \$
Dollars américains			
Espèces	160	36	93
Débiteurs	75	2	2

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

L'objectif de la Société est de détenir suffisamment de liquidité pour régler ses passifs à l'échéance. La Société surveille le solde de son encaisse et les flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses engagements.

La Société génère assez de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et a suffisamment de financement disponible par le biais de son emprunt bancaire pour financer ses activités et respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Au 31 décembre 2012, les passifs financiers de la Société étaient les suivants :

	Valeur comptable \$	Engagements contractuels liés aux flux de trésorerie				
		Total	2013	2014	2015	Autres
		\$	\$	\$	\$	\$
Emprunt bancaire	9 800	9 800	9 800	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	16 501	16 501	16 501	-	-	-
Provisions de restructuration	2 076	2 076	1 764	312	-	-
Sommes dues à des sociétés liées	2 003	2 003	2 003	-	-	-
Dettes à long terme	108 000	108 000	-	-	6 075	101 925
Obligations de prix d'achat	56 503	76 500	10 500	8 500	8 500	49 000
	194 883	214 880	40 568	8 812	14 575	150 925

## JUSTE VALEUR

### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

Les justes valeurs de l'encaisse, des fonds détenus pour des clients, des débiteurs, de l'emprunt bancaire, des créditeurs et charges à payer, des sommes dues à des sociétés liées et des dépôts-clients correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Le coût de l'investissement dans des fonds mutuels et des fonds communs de placement est de 6 580 \$ au 31 décembre 2012, de 973 \$ au 30 septembre 2011 et de 1 022 \$ au 1<sup>er</sup> octobre 2010, tandis que la juste valeur est de 6 532 \$ au 31 décembre 2012, de 985 \$ au 30 septembre 2011 et de 1 014 \$ au 1<sup>er</sup> octobre 2010. Les gains (pertes) non réalisés sont de (48 \$) au 31 décembre 2012, de 12 \$ au 30 septembre 2011 et de 8 \$ au 1<sup>er</sup> octobre 2010, et ils sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Les instruments financiers dérivés sont composés essentiellement de contrats de swap de taux d'intérêt. La Société établit la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le cours acheteur ou le cours vendeur, selon ce qui est approprié, sur le marché actif le plus avantageux auquel la Société a un accès immédiat. Si le marché d'un instrument financier dérivé n'est pas actif, la Société établit la juste valeur par l'application de techniques d'évaluation, l'utilisation des informations disponibles sur des transactions portant sur des instruments identiques en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres techniques, le cas échéant. La Société s'assure, dans la mesure du possible, d'intégrer les facteurs que des intervenants sur le marché prenaient en considération pour fixer un prix, et que la technique d'évaluation est conforme aux méthodes économiques acceptées pour la fixation du prix d'instruments financiers.

La valeur comptable des instruments financiers dérivés se détaille comme suit :

	Passifs		
	31 décembre 2012	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
Instruments financiers dérivés classés comme juste valeur par le biais du résultat net			
Contrat de swap de taux d'intérêt	1 491	-	-

## HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés sont classés en utilisant une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

Instruments financiers par catégorie :

### 31 DÉCEMBRE 2012

	Prêts et créances	Disponibles à la vente	JVBRN <sup>1</sup>	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>					
Encaisse	6 016	-	-	-	6 016
Fonds détenus pour des clients	297	-	-	-	297
Placements	-	6 532	-	-	6 532
Débiteurs	29 888	-	-	-	29 888
Avance à une coentreprise	342	-	-	-	342
<b>Total</b>	<b>36 543</b>	<b>6 532</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>43 075</b>
<b>Passif</b>					
Emprunt bancaire	-	-	-	9 800	9 800
Créditeurs et charges à payer	-	-	-	16 501	16 501
Sommes dues à des sociétés liées	-	-	-	2 003	2 003
Dépôts-clients	-	-	-	297	297
Dette à long terme	-	-	-	107 521	107 521
Obligation de prix d'achat	-	-	-	56 503	56 503
Instrument financier dérivé	-	-	1 491	-	1 491
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 491</b>	<b>196 404</b>	<b>197 900</b>

1. Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette catégorie comprend les actifs et les instruments financiers désignés comme des passifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

30 SEPTEMBRE 2011

	Prêts et créances	Disponibles à la vente	JVBRN <sup>1</sup>	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>					
Fonds détenus pour des clients	218	-	-	-	218
Placements	-	983	-	-	983
Débiteurs	16 414	-	-	-	16 414
<b>Total</b>	<b>16 632</b>	<b>983</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 615</b>
<b>Passif</b>					
Découvert bancaire	-	-	-	34	34
Créditeurs et charges à payer	-	-	-	8 867	8 867
Sommes dues à des sociétés liées	-	-	-	149	149
Dépôts clients	-	-	-	218	218
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 268</b>	<b>9 268</b>

1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2010

	Prêts et créances	Disponibles à la vente	JVBRN <sup>1</sup>	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>					
Encaisse	1 177	-	-	-	1 177
Fonds détenus pour des clients	1 798	-	-	-	1 798
Placements	-	1 014	3 500	-	4 514
Débiteurs	15 942	-	-	-	15 942
<b>Total</b>	<b>18 917</b>	<b>1 014</b>	<b>3 500</b>	<b>-</b>	<b>23 431</b>
<b>Passif</b>					
Créditeurs et charges à payer	-	-	-	11 227	11 227
Sommes dues à des sociétés liées	-	-	-	108	108
Dépôts clients	-	-	-	1 798	1 798
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 133</b>	<b>13 133</b>

1. Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette catégorie comprend les actifs et les instruments financiers désignés comme des passifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Le tableau suivant classe les actifs financiers et passifs financiers qui sont comptabilisés dans les bilans consolidés à la juste valeur dans une hiérarchie qui repose sur l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. Les niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

- Niveau 1 : L'évaluation se fonde sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : Techniques d'évaluation fondées sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : Les techniques d'évaluation utilisent les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La Société ne détient pas d'instruments financiers classés dans le niveau 3. Aucun transfert d'un niveau à un autre n'a été effectué au cours de ces périodes.

Le tableau suivant présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés, classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessus :

	31 décembre 2012		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$

## Actifs financiers

Placements dans des fonds mutuels et des fonds communs de placement gérés par la Société	821	5 711	6 532
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>821</b>	<b>5 711</b>	<b>6 532</b>

## Passifs financiers

Instrument financier dérivé à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 491	1 491
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>1 491</b>	<b>1 491</b>

	30 septembre 2011		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$

## Actifs financiers

Placements dans des fonds mutuels et fonds communs gérés par la Société	783	200	983
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>783</b>	<b>200</b>	<b>983</b>

	1 <sup>er</sup> octobre 2010		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$

## Actifs financiers

Placements dans des fonds mutuels et fonds communs gérés par la Société	742	272	1 014
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>742</b>	<b>272</b>	<b>1 014</b>



## NOTE 7 PLACEMENTS

	31 décembre 2012	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
	\$	\$	\$
Billets à court terme	-	-	3 500
Placements dans des fonds mutuels et des fonds communs de placement gérés par la Société	6 532	983	1 013
	<b>6 532</b>	<b>983</b>	<b>4 514</b>

## NOTE 8 DÉBITEURS

	31 décembre 2012	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
	\$	\$	\$
Comptes clients et autres	19 776	14 875	14 146
Comptes clients – sociétés liées à ses actionnaires	9 635	1 536	1 497
Comptes clients – Coentreprise	477	3	299
	<b>29 888</b>	<b>16 414</b>	<b>15 942</b>

Le classement par échéance des débiteurs est le suivant :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
	\$	\$	\$
Comptes clients			
Courant	18 720	13 325	12 097
Entre 61 et 119 jours	149	261	436
Plus de 120 jours	120	129	118
Total des comptes clients	<b>18 989</b>	<b>13 715</b>	<b>12 651</b>
Sociétés liées (courant)	10 112	1 539	1 796
Autres	787	1 160	1 495
	<b>29 888</b>	<b>16 414</b>	<b>15 942</b>

Il n'existe aucune provision pour créances douteuses.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## NOTE 9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier et matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2010</b>				
Coût	2 076	2 995	2 101	7 172
Amortissement cumulé	(1 580)	(2 320)	(674)	(4 574)
Valeur comptable nette	496	675	1 427	2 598
<b>Exercice terminé le 30 septembre 2011<sup>1</sup></b>				
Valeur comptable nette au début	496	675	1 427	2 598
Acquisitions	434	327	499	1 260
Cessions	(115)	-	(518)	(633)
Amortissement pour l'exercice	(263)	(301)	(248)	(812)
Valeur comptable nette à la fin	552	701	1 160	2 413
<b>Au 30 septembre 2011<sup>1</sup></b>				
Coût	2 245	3 054	1 645	6 944
Amortissement cumulé	(1 693)	(2 353)	(485)	(4 531)
Valeur comptable nette	552	701	1 160	2 413
<b>Période terminée le 31 décembre 2012</b>				
Valeur comptable nette au début	552	701	1 160	2 413
Acquisitions	695	300	1 398	2 393
Regroupement d'entreprises	502	314	714	1 530
Amortissement pour l'exercice	(320)	(428)	(388)	(1 136)
Valeur comptable nette	1 429	887	2 884	5 200
<b>Au 31 décembre 2012<sup>1</sup></b>				
Coût	3 368	1 870	3 736	8 974
Amortissement cumulé	(1 939)	(983)	(852)	(3 774)
Valeur comptable nette	1 429	887	2 884	5 200

1. Au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et de l'exercice terminé le 30 septembre 2011, la Société a cédé du mobilier et matériel de bureau ayant un coût comptable de 74 \$ (266 \$ pour septembre 2011) et un amortissement cumulé de 74 \$ (151 \$ pour septembre 2011). La Société a également cédé du matériel informatique ayant un coût comptable de 1 798 \$ (268 \$ pour septembre 2011) et un amortissement cumulé de 1 798 \$ (268 \$ pour septembre 2011). De plus, la Société a cédé des améliorations locatives ayant un coût comptable de 21 \$ (955 \$ pour septembre 2011) et un amortissement cumulé de 21 \$ (437 \$ pour septembre 2011).





## NOTE 10 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Goodwill \$	De durée de vie indéterminée	De durée de vie déterminée			Total \$	
			Contrats de gestion d'actifs \$	Contrats de gestion d'actifs \$	Relations avec les clients \$		Autres \$
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2010</b>							
Coût	89 905	6 170	-	45 280	4 330	55 780	
Amortissement cumulé	-	-	-	(1 392)	(980)	(2 372)	
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>89 905</b>	<b>6 170</b>	<b>-</b>	<b>43 888</b>	<b>3 350</b>	<b>53 408</b>	
<b>Exercice terminé le 30 septembre 2011<sup>1</sup></b>							
Valeur comptable nette au début	89 905	6 170	-	43 888	3 350	53 408	
Acquisitions	-	-	-	-	781	781	
Regroupement d'entreprises	565	-	-	-	-	-	
Amortissement pour l'exercice	-	-	-	(2 266)	(1 174)	(3 440)	
<b>Valeur comptable nette à la fin</b>	<b>90 470</b>	<b>6 170</b>	<b>-</b>	<b>41 622</b>	<b>2 957</b>	<b>50 749</b>	
<b>Au 30 septembre 2011</b>							
Coût	90 470	6 170	-	45 280	5 021	56 471	
Amortissement cumulé	-	-	-	(3 658)	(2 064)	(5 722)	
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>90 470</b>	<b>6 170</b>	<b>-</b>	<b>41 622</b>	<b>2 957</b>	<b>50 749</b>	
<b>Période terminée le 31 décembre 2012<sup>1</sup></b>							
Valeur comptable nette au début	90 470	6 170	-	41 622	2 957	50 749	
Acquisitions	-	-	-	-	2 336	2 336	
Regroupement d'entreprises	188 280	-	84 800	54 905	49	139 754	
Amortissement pour la période	-	-	(6 360)	(4 670)	(1 579)	(12 609)	
<b>Valeur comptable nette à la fin</b>	<b>278 750</b>	<b>6 170</b>	<b>78 440</b>	<b>91 857</b>	<b>3 763</b>	<b>180 230</b>	
<b>Au 31 décembre 2012</b>							
Coût	278 750	6 170	84 800	100 185	6 711	197 866	
Amortissement cumulé	-	-	(6 360)	(8 328)	(2 948)	(17 636)	
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>278 750</b>	<b>6 170</b>	<b>78 440</b>	<b>91 857</b>	<b>3 763</b>	<b>180 230</b>	

1. Au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et de l'exercice terminé le 30 septembre 2011, la Société a cédé des logiciels ayant un coût comptable de 695 \$ (90 \$ pour septembre 2011) et un amortissement cumulé de 695 \$ (90 \$ pour septembre 2011).

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## TESTS DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

Lors du test de dépréciation du goodwill au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010, la Société a comparé le montant total recouvrable des actifs inclus dans l'UGT à leurs valeurs comptables. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité de l'UGT (entité dans son ensemble) à l'aide de prévisions de trésorerie quinquennales approuvées par la direction, qui font un usage maximal des données de marché observables. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire quinquennale, la valeur terminale a été établie à l'aide de taux de croissance à long-terme. Les hypothèses clés sont les suivantes :

	2012	2011	2010
	%	%	%
Marge brute prévue	40,0	44,0	38,0
Taux de croissance moyen pondéré	5,1	11,7	12,0
Taux d'actualisation	11,0	15,5	15,5

Des changements raisonnables dans les hypothèses clés ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable du goodwill tombe au-dessous de la valeur comptable.

## TESTS DE DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES DE DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE

Lors du test de dépréciation des immobilisations incorporelles de durée de vie indéterminée au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010, la Société a comparé le montant total recouvrable des actifs à leurs valeurs comptables respectives. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité à l'aide de prévisions de trésorerie de durée de vie indéterminée approuvées par la direction, qui font un usage maximal des marchés observables. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire, la valeur terminale a été établie à l'aide de taux de croissance à long-terme. Les hypothèses clés sont les suivantes :

	2012	2011	2010
	%	%	%
Marge brute prévue	40,0	30,0	28,0
Taux de croissance moyen pondéré	2,5	-	-
Taux d'actualisation	11,0	15,0	15,0

La marge brute prévue est basée sur l'expérience et représente la marge obtenue dans la période précédant la période budgétaire. Le taux d'actualisation est appliqué aux provisions de trésorerie quinquennales et calculé en fonction du coût moyen pondéré du capital.

Des changements raisonnables dans les hypothèses clés ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles de durée de vie indéterminée tombe au-dessous de la valeur comptable.

## NOTE 11 EMPRUNT BANCAIRE

La Société a un emprunt bancaire non garanti autorisé de 10 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré d'une prime variant de 0 % à 1 %, ou au taux des acceptations bancaires majoré d'une prime variant de 1 % à 2 %, venant à échéance en mars 2017. Les clauses restrictives sont les mêmes que celles visant la dette à long terme.



## NOTE 12 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2012	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
	\$	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	6 124	2 744	3 754
Salaires, vacances et primes de départ à payer	447	436	2 745
Bonis et commissions à payer	9 033	5 110	4 662
Taxes	897	577	66
	<b>16 501</b>	<b>8 867</b>	<b>11 227</b>

## NOTE 13 IMPÔTS

Le tableau suivant présente le détail de la charge d'impôts :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
Impôts exigibles	5 561	4 134
Impôts différés (économie)	(2 779)	9
	<b>2 782</b>	<b>4 143</b>

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts de la Société et les montants qui auraient été obtenus au moyen des taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
Bénéfice avant impôts	5 808	12 914
Charge d'impôts calculée selon le taux d'imposition combiné prévu par la loi	1 586	3 816
Rémunération à base d'actions	314	268
Coûts d'acquisition non déductibles	586	-
Autres montants non déductibles	100	(99)
Ajustement des actifs et des passifs d'impôts différés en raison des modifications apportées au taux d'imposition pratiquement en vigueur	196	158
	<b>2 782</b>	<b>4 143</b>

Le taux d'imposition moyen pondéré applicable est de 27,3 % (29,5 % en 2011).

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Le tableau suivant présente la variation des actifs et passifs d'impôts différés au cours des périodes, sans tenir compte de la compensation des soldes au sein de la même juridiction fiscale :

	Immobilisations corporelles	Baux et incitatifs à la location	Provisions de restructuration	Report de perte en avant	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>						
1 <sup>er</sup> octobre 2010	550	333	816	-	164	1 863
Imputé aux résultats	(550)	(62)	(512)	-	(71)	(1 195)
<b>30 septembre 2011</b>	-	<b>271</b>	<b>304</b>	-	<b>93</b>	<b>668</b>
Imputé aux résultats	-	<b>169</b>	<b>(194)</b>	-	<b>482</b>	<b>457</b>
Regroupements d'entreprises	-	-	-	<b>1 173</b>	-	<b>1 173</b>
<b>31 décembre 2012</b>	-	<b>440</b>	<b>110</b>	<b>1 173</b>	<b>575</b>	<b>2 298</b>

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Passif</b>				
1 <sup>er</sup> octobre 2010		(11 874)	(9)	(11 883)
Imputé aux résultats		(1 252)	9	1 186
<b>30 septembre 2011</b>		<b>(10 622)</b>	-	<b>(10 697)</b>
Imputé aux résultats		<b>2 460</b>	-	<b>2 322</b>
Regroupements d'entreprises		<b>(12 660)</b>	-	<b>(12 823)</b>
<b>31 décembre 2012</b>		<b>(20 822)</b>	-	<b>(21 198)</b>

L'avantage fiscal découlant de certaines pertes autres qu'en capital relatif à un regroupement d'entreprises, qui s'élève à environ 220 \$, n'a pas été comptabilisé.

## NOTE 14 DETTE À LONG TERME

	2012	2011
	\$	\$
Emprunt non garanti portant intérêt au taux préférentiel plus une majoration pouvant varier de 0 % à 1 % ou au taux des acceptations bancaires plus une majoration pouvant varier de 1,00 % à 2,00 % (1,75 % au 31 décembre 2012) venant à échéance le 31 mars 2017, remboursable par versements trimestriels de 2 025 \$ commençant en juin 2015 et se terminant en mars 2017	108 000	-
Frais de financement reportés	(479)	-
	<b>107 521</b>	-

Le 1<sup>er</sup> mai 2012, la Société a souscrit à une entente de swap de taux d'intérêt d'un montant notionnel de 108 000 \$ qui consiste à échanger son taux variable pour un taux fixe de 1,835 % finissant en mars 2017, payable en versements mensuels (se reporter à la note 6).

Selon les conditions de la convention d'emprunt, la Société est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions se composent du ratio de la dette financée sur le bénéfice avant impôts, intérêt et amortissement (BAIIA) comme défini plus bas et du ratio de couverture d'intérêt.

Le BAIIA, une mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la convention d'emprunt, sur une base consolidée, comme étant la somme du bénéfice de l'emprunteur avant intérêt, impôts, amortissement, dépenses non récurrentes et dépenses uniques liés aux acquisitions et autres éléments non monétaires, et doit inclure divers éléments.

Au 31 décembre 2012, toutes les exigences et exemptions liées aux clauses restrictives avaient été respectées.

Les paiements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

Années	\$
2015	6 075
2016	8 100
2017	93 825
	<u>108 000</u>

## NOTE 15 CAPITAL-ACTIONS ET CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Autorisé, en nombre illimité,  
 Actions de catégorie A, avec droit de vote subalterne et participantes  
 Actions de catégorie B, avec droit de vote spécial et participantes  
 Les actions n'ont pas de valeur nominale.

	Actions de catégorie A avec droit de vote subalterne		Actions de catégorie B avec droit de vote spécial		Nombre	Total \$
	Nombre	\$	Nombre	\$		
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2010	15 078 721	100 510	21 357 336	33 986	36 436 057	134 496
Transfert des actions de catégorie B avec droit de vote spécial à des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne	149 372	238	(149 372)	(238)	-	-
Options sur actions exercées	139 573	1 091	-	-	139 573	1 091
<b>Au 30 septembre 2011</b>	<b>15 367 666</b>	<b>101 839</b>	<b>21 207 964</b>	<b>33 748</b>	<b>36 575 630</b>	<b>135 587</b>
Options sur actions exercées	<b>181 401</b>	<b>967</b>	-	-	<b>181 401</b>	<b>967</b>
Actions émises dans le cadre du regroupement d'entreprises (note 4)	<b>19 732 299</b>	<b>170 487</b>	-	-	<b>19 732 299</b>	<b>170 487</b>
Actions émises pour une contrepartie en espèces <sup>1</sup>	<b>86 748</b>	<b>718</b>	-	-	<b>86 748</b>	<b>718</b>
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>35 368 114</b>	<b>274 011</b>	<b>21 207 964</b>	<b>33 748</b>	<b>56 576 078</b>	<b>307 759</b>

1. Durant le mois de juin 2012, dans le cadre du Régime d'achat d'actions d'employés, la Société a émis 86 748 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne pour un montant de 718 \$ en espèces.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Le tableau suivant présente les composantes du cumul des autres éléments du résultat global :

	Actifs financiers disponibles à la vente
	\$
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2010	8
Gain non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente	(3)
Quote-part des autres éléments du résultat global de la coentreprise	12
Au 30 septembre 2011	17
Gain non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente	(60)
Quote-part des autres éléments du résultat global de la coentreprise	108
Au 31 décembre 2012	65

## NOTE 16 RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le résultat par action ainsi que le rapprochement du nombre d'actions utilisées pour calculer le résultat de base et dilué par action :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
Résultat net pour les périodes	3 026	8 771
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	48 562 458	36 531 305
Effet dilutif des options sur actions	387 944	441 516
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	48 950 402	36 972 821
Résultat de base et dilué par action	0,06	0,24

Pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et l'exercice terminé le 30 septembre 2011, le calcul des conversions hypothétiques n'inclut pas les 1 566 750 options (709 028 en 2011) ayant un effet antidilutif.

## NOTE 17 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

a) En vertu du régime d'options d'achat d'actions, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions, et l'échéance maximale des options est de dix ans. Le Conseil d'administration de la Société peut déterminer le moment où chaque option peut devenir exerçable et peut déterminer si les options sont exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition.

Un résumé des changements survenus au cours de la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 et de l'exercice terminé le 30 septembre 2011 dans les régimes d'options d'achat d'actions de la Société est présenté ci-dessous :

	31 décembre 2012		30 septembre 2011	
	Nombre d'actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré
	\$	\$	\$	\$
Options en circulation au début	1 630 072	5,93	1 135 878	4,25
Accordées	986 939	8,22	709 028	8,39
Exercées	(181 401)	4,16	(139 573)	5,54
Expirées	-	-	(7 200)	6,15
Annulées	(145 217)	8,13	(68 061)	4,10
Options en circulation à la fin	2 290 393	6,92	1 630 072	5,93
Options exerçables à la fin	707 172	5,88	320 875	4,75

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées utilisées au cours des 15 mois terminés le 31 décembre 2012 et de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011 afin de déterminer la charge de rémunération à base d'actions selon le modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes :

	31 décembre 2012	30 septembre 2011
Rendement des actions (%)	3,79 à 4,23	3,76 à 3,85
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,58 à 1,91	2,25
Durée de vie prévue (années)	7,5	5
Volatilité attendue pour le prix de l'action (%)	46 à 47	50
Juste valeur moyenne pondérée (\$)	2,69	2,75 à 2,83
Charge de rémunération à base d'actions (\$)	1 176	933

La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique du prix de l'action de la Société. Le taux d'intérêt sans risque utilisé est égal au rendement des obligations du gouvernement du Canada à la date d'attribution comportant une durée égale à la durée de vie prévue des options.

Le tableau suivant résume les options sur actions en cours :

Fourchette du prix d'exercice	Option en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre	Durée de vie moyenne contractuelle restante (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
\$			\$		\$
3,67	613 810	7	3,67	313 728	3,67
5,42 à 6,37	109 833	2	5,72	109 833	5,72
7,56 à 8,50	1 566 750	9	8,28	283 611	8,39

Se reporter à la note 19 pour le total des charges liées aux options sur actions attribuées aux administrateurs et aux employés qui ont été comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## b) Régime d'unités d'actions différées

Au cours de 2007, le Conseil d'administration de la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (le régime d'UAD) en vue d'harmoniser davantage les intérêts entre les administrateurs et les actionnaires en liant une tranche de la rémunération annuelle des administrateurs à la valeur future des actions au lieu de leur verser une rémunération en espèces. En vertu du régime d'UAD, chaque administrateur recevait, à la date de chaque trimestre représentant le troisième jour ouvrable suivant la publication par la Société de ses résultats pour le trimestre précédent, un nombre d'UAD dont la valeur équivalait à un maximum de 100 % de ses honoraires de base pour le trimestre en cours, en autant qu'un minimum de 50 % de ces honoraires de base soit versé sous forme d'UAD. Le nombre d'UAD attribuées à un administrateur était calculé en divisant la valeur en dollars de la tranche de ses honoraires à verser sous forme d'UAD par le cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto du jour ouvrable précédant immédiatement la date de l'attribution. Dans l'éventualité où un administrateur quittait ses fonctions, la Société lui verserait un montant en espèces égal au cours de clôture des actions de catégorie A le jour de son départ multiplié par le nombre d'UAD qu'il détiendrait à cette date. Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, le Conseil d'administration de la Société a cessé de compenser ses directeurs en UAD. Toutes les anciennes UAD gardent cependant leurs droits et privilèges et les administrateurs sont désormais rémunérés en argent.

Au 31 décembre 2012, la direction a enregistré une provision d'environ 238 \$ pour les 31 933 unités (192 \$ pour les 30 325 unités au 30 septembre 2011 et 237 \$ pour les 29 318 unités au 1<sup>er</sup> octobre 2010) en circulation en vertu du régime d'unités d'actions différées.

## c) Régime d'achat d'actions d'employés

Le 6 octobre 2011, le Conseil d'administration de la Société a adopté un Régime d'achat d'actions d'employés (RAAE) afin d'attirer et de retenir des employés admissibles en leur permettant de participer à la croissance et au développement de la Société. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu de ce plan est de 1,5 million d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne. Le Conseil d'administration de la Société peut déterminer la date de souscription et le nombre d'actions

que chaque employé admissible peut souscrire. Le prix de souscription est déterminé par le prix moyen pondéré en fonction du volume (PMPV) des actions de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse précédant la date de souscription.

## d) Régime d'unités d'actions différées

Le 11 décembre 2012, le Conseil d'administration de la Société a adopté le Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (UAR) afin de fournir à certaines personnes déterminées la possibilité d'acquérir des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne de la Société et d'inciter ces personnes à devenir des employés de la Société ou de ses sociétés affiliées, et pour qu'ils puissent participer à la croissance et au développement de l'entreprise. Le nombre maximal d'actions de catégorie A pouvant être émises aux termes de ce plan est de 10 % des actions émises et en circulation de la Société, calculé sur une base non diluée. La date de souscription est le troisième anniversaire de la date d'attribution. Le Conseil peut déterminer le nombre d'actions que chaque employé admissible peut souscrire. La charge d'UAR est inscrite à la juste valeur selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 ans.

## NOTE 18 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société a contribué aux régimes à cotisations déterminées pour ses employés. Les cotisations pour la période de 15 mois terminée le 31 décembre 2012 s'élevaient à 1 252 \$ (819 \$ pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011).

Dans le cadre du regroupement d'entreprises présenté à la note 4, la Société a assumé le rôle de promoteur des régimes de retraite individuels (les RRI) qui ont été établis par la Société pour certains anciens employés. En vertu des lois sur les régimes de retraite, tant que les RRI sont en cours, la Société n'est pas tenue légalement de verser des contributions destinées à couvrir les déficits de solvabilité aux termes des RRI. Ces RRI ont un cycle d'évaluation triennal. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et la prochaine évaluation actuarielle sera le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2011, les RRI de deux anciens employés de direction avaient un déficit de financement continu de 1 577 \$. Le besoin de financement, le cas échéant, sera confirmé à la date de cessation des régimes.





## NOTE 19 FRAIS SELON LEUR NATURE

Le tableau suivant présente les frais de vente, généraux et administratifs :

	31 décembre	30 septembre
	2012	2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
Salaires et charges sociales	53 976	33 981
Frais de voyage et de marketing	4 046	2 324
Frais de référence	3 343	2 011
Loyers	3 151	1 899
Services techniques	3 103	1 338
Honoraires professionnels	2 472	3 400
Autres	4 145	2 227
	<b>74 236</b>	<b>47 180</b>

Le tableau suivant présente les salaires et les avantages sociaux :

	31 décembre	30 septembre
	2012	2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
Salaires	48 937	30 865
Charges de retraite	1 252	819
Rémunération à base d'actions	1 176	933
Autres	2 611	1 364
	<b>53 976</b>	<b>33 981</b>

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs et les principaux cadres de la Société. La rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit comme suit :

Salaires et autres avantages à court terme	4 638	4 658
Paiements à base d'actions	427	404

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

## NOTE 20 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31 décembre	30 septembre
	2012	2011
	15 mois	12 mois
	\$	\$
<b>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement</b>		
Débiteurs	(12 678)	(1 258)
Charges payées d'avance	265	(239)
Créditeurs et charges à payer	4 972	(16 570)
Sommes dues à des sociétés liées	1 854	41
Provisions de restructuration	94	1 982
Honoraires de gestion perçus d'avance	-	8
	(5 493)	(6 036)

## NOTE 21 ENGAGEMENTS

La Société loue des bureaux et de l'équipement en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables qui viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2021. Les loyers futurs s'élèveront à 32 750 \$ et comprennent les paiements suivants au cours des prochains exercices :

Années	\$
2013	6 449
2014	6 011
2015	5 544
2016	4 132
2017 et par la suite	10 614

## NOTE 22 GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société comprend le capital-actions, les bénéfices non répartis et la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement nécessaires et de maximiser le rendement aux actionnaires en optimisant le ratio passif-capitaux propres et en respectant les obligations réglementaires et certaines clauses restrictives exigées par le prêteur des fonds.

Afin de conserver sa structure du capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance ou acquérir ou vendre des actifs pour améliorer son rendement financier et sa souplesse financière.

Afin de se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal de 275 000 \$, tel qu'il est défini dans le *Règlement 31-103* sur les obligations et dispenses d'inscription.

## NOTE 23 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a effectué les transactions suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liées :

	2012	2011
	\$	\$
Honoraires de gestion	30 653	7 741
Honoraires de performance	2 238	-
Frais de vente, généraux et administratifs		
Salaires et charges sociales	1 015	581
Frais de référence	971	-
Autres	482	49
Intérêts sur la dette à long terme	2 863	-
Accroissement des obligations de prix d'achat	1 864	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	1 491	-
Coût d'intégration	1 031	-

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. L'emprunt bancaire, la dette à long terme et les instruments financiers dérivés constituent les montants dus aux actionnaires et aux sociétés qui leur sont liées au 31 décembre 2012.

La Société a effectué les transactions suivantes avec une coentreprise : autres produits de 151 \$ au 31 décembre 2012 (248 \$ au 30 septembre 2011), remboursement de salaires de 30 \$ au 31 décembre 2012 (34 \$ au 30 septembre 2012) et remboursement d'autres charges de 92 \$ au 31 décembre 2012 (62 \$ au 30 septembre 2011).

## NOTE 24 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société opère dans un secteur d'exploitation (services de gestion au Canada) et, par conséquent, aucune information sectorielle supplémentaire n'est présentée.

Le décideur en chef des opérations a déterminé que les services de gestion de placements au Canada représentent le secteur d'activité de la Société et que la quasi-totalité des actifs non courants sont situés au Canada.

## NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS

L'incidence de la transition de la Société aux IFRS, décrite à la note 2, est résumée dans cette note par un rapprochement des bilans consolidés, des capitaux propres et du résultat global présentés antérieurement en vertu des PCGR du Canada et des IFRS, par des ajustements aux états consolidés des flux de trésorerie et par des informations additionnelles pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011 et au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Pour préparer les présents états financiers consolidés conformément à IFRS 1, la Société a appliqué les exemptions de transition obligatoires et exemptions suivantes à l'exigence d'appliquer les IFRS de façon rétrospective et intégrale :

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

	Comme il est décrit dans les notes explicatives
Regroupement d'entreprises	(aa)
Estimations	(bb)
Rémunération à base d'actions	(cc)

## (aa) Regroupements d'entreprises

Conformément aux dispositions transitoires des IFRS, la Société a choisi d'appliquer les IFRS visant les regroupements d'entreprises de façon prospective à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010. Par conséquent, les regroupements d'entreprises effectués avant cette date ont été comptabilisés sans qu'aucun ajustement ne soit apporté.

## (bb) Estimations

Conformément à l'IFRS 1, les estimations liées à une entité effectuées conformément aux IFRS à la date de transition aux IFRS doivent être conformes aux estimations à cette même date effectuées en vertu des anciens PCGR du Canada, sauf si des éléments probants objectifs montrent que les estimations étaient erronées. Nos estimations en vertu des IFRS au 1<sup>er</sup> octobre 2010 sont conformes à celles effectuées en vertu des PCGR du Canada pour la même date.

## (cc) Rémunération à base d'actions

L'IFRS 1 encourage, mais n'oblige pas, les premiers adoptants à appliquer l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux instruments de capitaux propres attribués au plus tard le 7 novembre 2002, ou aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et acquis avant la plus tardive des dates suivantes : la date de transition aux IFRS et le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Nous avons choisi de ne pas appliquer l'IFRS 2 aux attributions pour lesquelles les droits ont été acquis avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

## RAPPROCHEMENT DES IFRS ET DES PCGR DU CANADA

Les rapprochements suivants fournissent une évaluation quantitative de l'incidence de la transition aux IFRS et fournissent des explications sur l'incidence de la transition concernant les capitaux propres et le résultat global :

a) Rapprochement des capitaux propres comme présentés précédemment en vertu des PCGR du Canada et comme présentés en vertu des IFRS.

	Note	30 septembre 2011	1 <sup>er</sup> octobre 2010
		\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		137 610	137 897
Renversement total des pertes de dépréciation sur les immobilisations incorporelles, déduction faite des impôts	(c)	3 227	3 414
<b>Capitaux propres selon les IFRS</b>		<b>140 837</b>	<b>141 311</b>

**RAPPROCHEMENT DES BILANS CONSOLIDÉS COMME PRÉSENTÉS PRÉCÉDEMMENT EN VERTU DES PCGR DU CANADA ET COMME PRÉSENTÉS EN VERTU DES IFRS**

	1 <sup>er</sup> octobre 2010				
	Note	PCGR du Canada	Ajustements liés à la coentreprise	Ajustements IFRS et reclassement	IFRS
		\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>					
<b>Actif courant</b>					
Encaisse	(a)	2 118	(941)	-	1 177
Fonds détenus pour des clients		1 798	-	-	1 798
Placements		4 514	-	-	4 514
Débiteurs	(a)	15 897	45	-	15 942
Charges payées d'avance	(a)	496	(15)	-	481
Impôts différés	(a) (e)	56	(3)	(53)	
		24 879	(914)	(53)	23 912
<b>Actif non courant</b>					
Placements à long terme	(a)	369	(369)	-	-
Placements dans des coentreprises	(a)	-	56	-	56
Immobilisations corporelles	(a)	2 706	(108)	-	2 598
Immobilisations incorporelles	(c)	48 795	-	4 613	53 408
Goodwill		89 905	-	-	89 905
Frais reportés		199	-	-	199
Impôts différés	(e)	-	-	53	53
		166 853	(1 335)	4 613	170 131
<b>Passifs</b>					
<b>Passif courant</b>					
Créditeurs et charges à payer	(a)	14 507	(364)	(2 916)	11 227
Provisions de restructuration	(d)	-	-	2 916	2 916
Sommes dues à des sociétés liées		108	-	-	108
Dépôts-clients		1 798	-	-	1 798
Revenu différé	(a)	58	(58)	-	-
Honoraires de gestion perçus d'avance	(a)	307	(307)	-	-
Sommes dues aux actionnaires de la coentreprise	(a)	573	(573)	-	-
		17 351	(1 302)	-	16 049
<b>Passif non courant</b>					
Obligations reportées relatives à des baux		302	-	-	302
Incitatifs à la location	(a)	978	(33)	-	945
Impôts différés	(c)	8 874	-	1 199	10 073
Provisions de restructuration à long terme	(d)	-	-	1 451	1 451
Autres passifs à long terme	(d)	1 451	-	(1 451)	-
		28 956	(1 335)	1 199	28 820
<b>Capitaux propres</b>					
Capital-actions		134 496	-	-	134 496
Surplus d'apport		1 088	-	-	1 088
Bénéfices non répartis	(c)	2 305	-	3 414	5 719
Cumul des autres éléments du résultat global		8	-	-	8
		137 897	-	3 414	141 311
		166 853	(1 335)	4 613	170 131

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

RAPPROCHEMENT DES BILANS CONSOLIDÉS COMME PRÉSENTÉS PRÉCÉDEMMENT EN VERTU DES PCGR DU CANADA ET COMME PRÉSENTÉS EN VERTU DES IFRS

	30 septembre 2011				
	Note	PCGR du Canada	Ajustements liés à la co-entreprise	Ajustements IFRS et reclassement	IFRS
		\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>					
<b>Actif courant</b>					
Encaisse	(a)	1 715	(1 715)	-	-
Fonds détenus pour des clients		218	-	-	218
Placements		983	-	-	983
Débiteurs	(a)	16 468	(54)	-	16 414
Charges payées d'avance	(a)	735	(19)	-	716
Impôts différés	(a) (e)	64	(14)	(50)	-
		20 183	(1 802)	(50)	18 331
<b>Actif non courant</b>					
Placements à long terme	(a)	714	(714)	-	-
Placements dans des coentreprises	(a)	-	1 333	-	1 333
Immobilisations corporelles	(a)	2 507	(94)	-	2 413
Immobilisations incorporelles	(a) (c)	46 383	(4)	4 370	50 749
Goodwill		90 470	-	-	90 470
Frais reportés		224	-	-	224
Impôts différés	(e)	-	-	50	50
		160 481	(1 281)	4 370	163 570
<b>Passifs</b>					
<b>Passif courant</b>					
Découvert bancaire	(a)	-	34	-	34
Créditeurs et charges à payer	(a) (d)	11 527	(678)	(1 982)	8 867
Provisions de restructuration	(d)	-	-	1 982	1 982
Sommes dues à des sociétés liées	(a)	195	(46)	-	149
Dépôts-clients		218	-	-	218
Revenu différé	(a)	18	(18)	-	-
Honoraires de gestion perçus d'avance	(a)	551	(543)	-	8
		12 509	(1 251)	-	11 258
<b>Passif non courant</b>					
Obligations reportées relatives à des baux		320	-	-	320
Incitatifs à la location	(a)	736	(30)	-	706
Impôts différés	(c)	8 936	-	1 143	10 079
Provisions de restructuration à long terme	(d)	-	-	137	137
Autres passifs à long terme	(d)	370	-	(137)	233
		22 871	(1 281)	1 143	22 733
<b>Capitaux propres</b>					
Capital-actions		135 587	-	-	135 587
Surplus d'apport		1 703	-	-	1 703
Bénéfices non répartis	(c)	303	-	3 227	3 530
Cumul des autres éléments du résultat global		17	-	-	17
		137 610	-	3 227	140 837
		160 481	(1 281)	4 370	163 570

b) Rapprochement du résultat global comme présenté précédemment en vertu des PCGR du Canada et comme présenté en vertu des IFRS :

	Note	Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011
		\$
Résultat étendu selon les PCGR du Canada		8 967
Ajustements du résultat net	(c)	(187)
<b>Résultat global selon les IFRS</b>		<b>8 780</b>

Rapprochement des états consolidés du résultat net comme présenté précédemment en vertu des PCGR du Canada et comme présenté en vertu des IFRS :

	30 septembre 2011				
	Note	PCGR du Canada	Ajustements liés à la coentreprise	Autres incidences de la transition aux IFRS	IFRS
<b>Produits d'exploitation</b>					
Honoraires de gestion de base	(a)	68 165	(2 535)	-	65 630
Honoraires de performance		3 941	-	-	3 941
Intérêts et autres revenus	(a)	656	(84)	-	572
		72 762	(2 619)	-	70 143
<b>Charges</b>					
Frais de vente, généraux et administratifs	(a)	48 771	(1 591)	-	47 180
Gestionnaires externes		2 693	-	-	2 693
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)	830	(18)	-	812
Amortissement des immobilisations incorporelles	(a) (c)	3 199	(2)	243	3 440
Radiation d'immobilisations corporelles		633	-	-	633
Renversement d'incitatifs à la location non amortis		(143)	-	-	(143)
Perte à la cession de placement		8	-	-	8
Autres charges opérationnelles		3 350	-	-	3 350
Quote-part du résultat d'une coentreprise	(a)	-	(744)	-	(744)
Résultat avant impôts sur le résultat		13 421	(264)	(243)	12 914
Impôts sur le résultat	(a) (c)	4 463	(264)	(56)	4 143
<b>Résultat net pour l'exercice</b>		<b>8 958</b>	<b>-</b>	<b>(187)</b>	<b>8 771</b>
Autres éléments du résultat global		9	-	-	9
<b>Résultat global</b>		<b>8 967</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 780</b>
<b>Bénéfice par action</b>					
De base					0,25
Dilué					0,24

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2011

Notes explicatives des différences et ajustements

a) Consolidation proportionnelle de la coentreprise

Selon les PCGR du Canada, les placements dans des coentreprises étaient comptabilisés selon la méthode de consolidation proportionnelle. Les IFRS permettent actuellement d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle et la méthode de la mise en équivalence. Toutefois, l'IFRS 11, *Partenariats*, qui remplacera IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, permettra uniquement de comptabiliser les participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Ainsi, la Société a choisi d'appliquer la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses participations dans les coentreprises Fiera Axium Infrastructure et Fiera Immobilier.

La déconsolidation des soldes des bilans consolidés, des résultats et des flux de trésorerie établis selon les PCGR du Canada est présentée dans les rapprochements inclus dans cette note comme des ajustements liés à la coentreprise.

La quote-part de la Société dans l'actif, le passif et les résultats dans la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et est présentée à la note 5.

- b) Conformément aux dispositions transitoires aux IFRS, la Société a choisi de classer la trésorerie comme des prêts et créances en vertu de la norme IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. Selon les PCGR du Canada, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient classés comme étant détenus à des fins de transaction.
- c) Conformément aux PCGR du Canada, la Société a comptabilisé une dépréciation de 3 300 \$ (2 395 \$ net des impôts de 905 \$) et de 1 556 \$ (1 130 \$ net des impôts de 426 \$) en 2006 et en 2008, respectivement, relativement aux immobilisations incorporelles acquises auprès de YMG (lesquelles étaient réputées avoir une durée d'utilité indéterminée au moment où la dépréciation a été comptabilisée). Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée ont fait l'objet de tests de dépréciation individuels en vertu des PCGR du Canada, dans le cadre desquels leur valeur comptable a été comparée à leur juste valeur.

Conformément aux IFRS, les actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie indépendantes doivent être évalués afin de déterminer la recouvrabilité concernant l'UGT. L'UGT représente les actifs regroupés au niveau le plus bas qui génèrent des entrées de trésorerie indépendantes. À la transition, la Société a déterminé que son UGT était l'entité dans son ensemble et a déterminé que la valeur recouvrable excédait la valeur comptable de l'UGT, sur une base rétrospective. En conséquence, la Société a augmenté de 4 613 \$ (net d'un amortissement de 243 \$) ses relations clients au 1<sup>er</sup> octobre 2010 ainsi que le passif d'impôts différés de 1 199 \$, pour une augmentation nette des bénéfices non répartis de 3 344 \$ au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

En conséquence, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement de 243 \$ et une diminution de la charge d'impôts différés de 56 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011, et une diminution du résultat net de 187 \$.

d) Provisions

Selon IAS 1, *Présentation des états financiers*, les provisions doivent être présentées distinctement au bilan.

e) Impôts différés

Selon IAS 12, *Impôts sur le résultat*, il ne convient pas de classer les soldes d'impôts différés comme courants, quel que soit le classement des actifs ou des passifs auxquels les impôts sur le résultat différé correspondent ou le moment prévu de l'inversion des différences temporelles. Selon les PCGR du Canada, les impôts différés liés aux actifs courants ou aux passifs courants étaient classés comme courants. Par conséquent, les impôts différés courants comptabilisés selon les PCGR du Canada ont été reclassés comme non courants selon les IFRS.

## AJUSTEMENTS AUX ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La transition des PCGR du Canada aux IFRS n'a eu aucune incidence significative sur les flux de trésorerie générés par la Société, toutefois, en vertu des IFRS, les flux de trésorerie liés aux intérêts payés et aux dividendes sont classés comme activités de financement d'une manière cohérente pour chaque période. Selon les PCGR du Canada, les flux de trésorerie liés aux paiements d'intérêts étaient classés comme des activités d'exploitation.





**NOTE 26** **ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS  
À LA DATE DU BILAN**

Le 18 janvier 2013, la Société a annoncé la conclusion d'une entente avec GMP Capital Inc. (GMP) aux fins de l'acquisition de certains actifs de gestion alternative de placement de GMP Investment Management, y compris des actifs appartenant au Fonds diversifié Alpha de GMP et au Fonds canadien PCAA, lesquels représentent un total de 570 M\$ d'actifs sous gestion. En vertu des modalités de l'entente, les membres clés de l'équipe de GMP Investment Management se joindront à l'équipe de la nouvelle filiale de Corporation Fiera Capital dans laquelle l'équipe de gestion détiendra une participation de 45 %. Le prix d'achat comprend une contrepartie en espèces de 10 750 \$ payable à la clôture de la transaction, plus un montant payable à la fin de chacune des trois prochaines années, qui est égal à 25 % des honoraires de performance établis en fonction des actifs acquis, sous réserve de certains seuils minimaux d'actifs sous gestion. La clôture de la transaction devrait avoir lieu au cours du trimestre se terminant le 30 juin 2013.

Le dernier jour ouvrable de la période de 36 mois suivant la clôture de l'acquisition des actifs de GMP par la filiale de Corporation Fiera Capital, les membres clés de l'équipe de direction GMP Investment Management pourront se prévaloir d'une option leur permettant de vendre la totalité, et non moins de la totalité, de leur participation dans la filiale de Corporation Fiera Capital. La contrepartie sera versée en espèces ou sous forme d'actions de catégorie A de Corporation Fiera Capital.

En décembre 2012, Corporation Fiera Capital a annoncé la conclusion d'une entente avec UBS Gestion globale d'actifs (Canada) Inc. (UBS) aux fins de l'acquisition des comptes reliées à des titres de revenu fixe canadiens, à des actions canadiennes et à des mandats équilibrés canadiens de UBS, pour une contrepartie maximale en espèces de 52 M\$. À la clôture de la transaction, qui a eu lieu le 30 janvier 2013, un montant de 40 200 \$ a été versé à UBS, et un montant de 11 800 \$ a été entiercé. Le montant entiercé sera versé six mois après la clôture de la transaction et il pourrait faire l'objet de certains ajustements.

Le 20 mars 2013, le Conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel payable le 30 avril 2013 de \$0,09 par action aux actionnaires inscrits en date du 2 avril 2013.

# Conseil d'administration

## **JEAN-GUY DESJARDINS**

Jean-Guy Desjardins est chef de la direction et chef des placements auprès de Fiera Capital Corporation, ainsi que président du conseil d'administration de l'entreprise. Avant de créer Fiera Capital Corporation, M. Desjardins a cofondé TAL Gestion globale d'actifs en 1972 et été son actionnaire principal jusqu'à son acquisition par une institution financière en 2001. Sous sa direction, l'entreprise a pris de l'expansion, son actif sous gestion totalisant plus de 60 milliards de dollars.

## **SYLVAIN BROUSSEAU**

Sylvain Brosseau, président et chef de l'exploitation de Fiera Capital Corporation, détient plus de 21 ans d'expérience dans l'industrie de la gestion des placements. Avant de se joindre à Fiera Capital Corporation, M. Brosseau était vice-président exécutif, Marchés institutionnels, de TAL Gestion globale d'actifs inc., et vice-président exécutif de TAL International, où il supervisait les activités mondiales de distribution et d'exploitation.

## **NEIL NISKER**

Neil Nisker compte plus de 40 ans d'expérience dans le secteur des services financiers. Il s'est joint à Gestion Fiera en 2006 à titre de président, Gestion privée, poste qu'il a occupé jusqu'à la fusion avec Sceptre en septembre 2010. De 2000 à 2006, M. Nisker a été président de la division de la gestion privée de YMG Capital Management Inc., et de 1997 à 1999, Il a été président du conseil de Nisker Associates, Inc., société inscrite de conseils en placement qui a ensuite été achetée par YMG Capital Management Inc.

## **JEAN C. MONTY**

Jean C. Monty est un administrateur. En avril 2002, M. Monty, alors président du conseil et chef de la direction de Bell Canada Entreprises (BCE inc.), a pris sa retraite après une distinguée carrière de 28 ans. Avant d'entrer au service de BCE inc., M. Monty était vice-président du conseil et chef de la direction de Nortel. Il siège au conseil d'administration de nombreuses sociétés internationales.

## **CHRISTIANE BERGEVIN**

Christiane Bergevin est vice-présidente exécutive, Partenariats stratégiques, Bureau de la présidence, auprès du Mouvement Desjardins. Avant de se joindre à Desjardins, Mme Bergevin a été vice-présidente principale et directrice générale, Projets Corporatifs, du Groupe SNC-Lavalin inc., et présidente de SNC-Lavalin Capital inc. de 2001 à 2008. Mme Bergevin est membre du conseil d'administration de Talisman Energy.

## **DENIS BERTHIAUME**

Denis Berthiaume est premier vice-président et directeur général, Gestion du patrimoine et Assurance de personnes, au Mouvement Desjardins. Avant cela, il a occupé les postes de vice-président principal, Marchés individuels, pour le compte de Standard Life, de premier vice-président, Assurance individuelle, chez Desjardins Sécurité financière, et de président de Gestion SFL.



#### **DAVID R. SHAW**

David R. Shaw est le fondateur et chef de la direction de Knightsbridge Human Capital Management Inc., entreprise nationale de ressources humaines. Précédemment, il était président et chef de la direction de Pepsi Cola Canada. Il a aussi été président du conseil de la North York General Hospital Foundation et siège à de nombreux conseils d'administration.

#### **W. ROSS WALKER**

Ross Walker a été président du conseil et chef de la direction de KPMG Canada de 1989 à 1993. De 1993 à 1996, M. Walker était un partenaire exécutif international auprès de KPMG International. Il a aussi été président du conseil d'administration de Sceptre de mai 2003 à septembre 2010.

#### **ARTHUR R.A. SCACE**

Arthur Scace était anciennement président du conseil national de McCarthy Tétrault s.r.l., et directeur général du bureau de Toronto de l'entreprise. Il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes. Il a notamment présidé celui de la Banque Scotia de mars 2004 à mars 2009.

#### **DAVID PENNYCOOK**

David Pennycook dirige l'équipe des Marchés institutionnels et siège sur le comité de gestion de Fiera. Il compte 33 années d'expérience dans l'industrie et travaille pour Fiera Capital et l'une de ses sociétés remplacées depuis 1991. Son expérience comprend également des rôles de marketing et de service à la clientèle au sein d'importantes sociétés de gestion et de compagnies d'assurance canadiennes. Il est aussi coprésident du comité d'investissement/corporatif canadien de l'International Foundation.

#### **LOUIS VACHON**

Louis Vachon est président et chef de la direction de la Banque Nationale depuis juin 2007. M. Vachon est responsable des stratégies, des orientations et du développement de Banque Nationale Groupe financier. Par le passé, il a occupé des postes de direction chez BT Bank of Canada, Natcan et Financière Banque Nationale. Depuis juin 2009, il siège comme administrateur au Conseil canadien des chefs d'entreprise. Il a été nommé personnalité de l'année dans le domaine des finances en 2012 par la revue d'affaires Finance et Investissement et il a été lauréat de l'édition 2001 du prix Canada's Top 40 under 40.

#### **LUC PAIEMENT**

Luc Paiement a été nommé coprésident et cochef de la direction de Financière Banque Nationale et, plus tard, vice-président exécutif – Gestion de patrimoine. M. Paiement est responsable de toutes les activités relatives à la Gestion de patrimoine au sein de la Banque Nationale et de ses filiales. Au service de la Financière Banque Nationale depuis plus de 30 ans, M. Paiement a occupé divers postes clés dans le domaine des services aux particuliers, des actions institutionnelles ainsi que du financement des sociétés. M. Paiement a été lauréat de l'édition 1999 du prix Canada's Top 40 under 40.

# Renseignements sur la Société

## CADRES DIRIGEANTS

Pierre Blanchette  
Sylvain Brosseau  
Violaine Des Roches  
Jean-Guy Desjardins  
Merri L. Jones  
Neil Nisker  
David Pennycook  
Alain St-Hilaire  
Robert Trépanier  
Alexandre Viau

## SIÈGE SOCIAL

1501, avenue McGill College  
Bureau 800  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
Canada  
Téléphone : 514-954-3300  
Sans frais : 1-800-361-3499  
Télécopieur : 514-954-5098  
Courriel : [info@fieracapital.com](mailto:info@fieracapital.com)  
Site Web : [www.fieracapital.com](http://www.fieracapital.com)

## AGENT DE TRANSFERTS ET AGENT D'INSCRIPTION

Computershare Investor Services Inc.  
100, University Avenue, 9th Floor  
Toronto, Ontario M5J 2Y1  
Canada  
Téléphone : 514-982-7555 (service international automatique)  
Sans frais : 1-800-564-6253 (Canada et États-Unis)  
Site Web : [www.computershare.com](http://www.computershare.com)

## AUDITEURS

Deloitte s.e.n.c.r.l.

## MARCHÉS BOURSIERS

Actions avec droit de vote subordonné de catégorie A (FSZ)  
Bourse de Toronto

## ASSEMBLÉE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE

Centre Mont-Royal  
2200, rue Mansfield  
Montréal (Québec) H3A 3R8  
Canada  
Le jeudi 23 mai 2013 à 9 h 30

# Nous joindre



## MONTREAL

### Corporation Fiera Capital

1501, avenue McGill College, Bureau 800  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
Canada

Téléphone : 514-954-3300  
Sans frais : 1-800-361-3499  
Télécopieur : 514-954-5098  
info@fieracapital.com

## VANCOUVER

### Corporation Fiera Capital

1040 West Georgia Street, Suite 520  
Vancouver, British Columbia V6E 4H1  
Canada

Téléphone : 604-688-7234  
Sans frais : 1-877-737-4433  
Télécopieur : 604-684-6315  
info@fieracapital.com

## TORONTO

### Corporation Fiera Capital

1 Adelaide Street East, Suite 600  
Toronto, Ontario M5C 2V9  
Canada

Téléphone : 416-364-3711  
Sans frais : 1-800-994-9002  
Télécopieur : 416-955-4877  
info@fieracapital.com

### FONDS D'INVESTISSEMENTS

Téléphone : 416-360-4826  
Sans frais : 1-800-265-1888  
Télécopieur : 416-367-5938  
Télécopieur (sans frais) : 1-877-367-5938  
info@fieracapital.com

## NEW YORK

### Fiera Asset Management

410 Park Avenue, Suite 510  
New York NY 10022  
USA

Téléphone : 646 -449-9058  
Télécopieur : 646-476-3458  
info@fierausa.com

## CALGARY

### Corporation Fiera Capital

607 8th Avenue SW, Suite 300  
Calgary, Alberta T2P 0A7  
Canada

Téléphone : 403-699-9000  
Télécopieur : 403-699-9092  
info@fieracapital.com

*Cette page a été laissée vide de façon intentionnelle.*

[fieracapital.com](http://fieracapital.com)

